

Zehnte Sitzung – Dixième séance

Dienstag, 11. Dezember 1990, Vormittag
Mardi 11 décembre 1990, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bremi

85.047

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision Code pénal et Code pénal militaire. Révision

Botschaft und Gesetzentwurf vom 26. Juni 1985 (BBl II, 1009)
Message et projet de loi du 26 juin 1985 (FF II, 1021)
Beschluss des Ständerates vom 18. Juni 1987
Décision du Conseil des Etats du 18 juin 1987
Kategorie II/I, Art. 68 GRN – Catégorie II/I, art. 68 RCN

Antrag der Kommission
Eintreten
Proposition de la commission
Entrer en matière

M. Cotti, rapporteur: Le domaine qui nous occupera ces jours constitue la deuxième partie de la réforme du Code pénal et du Code pénal militaire, dont le but est d'adapter les éléments constitutifs des infractions contre la vie, l'intégrité corporelle, la famille et les moeurs aux impératifs actuels de la politique criminelle. Le message du Conseil fédéral du 26 juin 1985 subdivisait la matière en trois projets, le projet A concernant les infractions contre la vie, l'intégrité corporelle et la famille, le projet B qui a trait aux infractions contre les moeurs, à savoir les infractions d'ordre sexuel, et le projet C qui concerne d'une part un nouvel alinéa à l'article 44, chiffre 6, relatif au traitement des toxicomanes et, d'autre part, une modification du Code pénal militaire au sujet de la répression disciplinaire de la petite consommation de stupéfiants.

Notre commission avait décidé de vous soumettre l'objet en deux paquets, le premier concernant le projet A que vous avez déjà approuvé lors du débat du 23 juin 1989. Les divergences avec le Conseil des Etats ayant été éliminées, ces articles sont entrés en vigueur le 1er janvier 1990. Entre-temps, la commission avait interrompu les travaux concernant les présents projets, afin de s'occuper des normes relatives au blanchissage de l'argent sale, sur la base du message du Conseil fédéral du 12 juin 1989. Ce sont les dispositions que vous avez approuvées au mois de mars de cette année et qui sont entrées en vigueur le 1er août dernier.

Le projet dont on s'occupe s'inscrit dans le plan de révision du Code pénal, conforme au mandat confié à une commission d'experts qui remonte à l'année 1971 et qui prévoit la réforme du droit pénal en différentes étapes. La première concernait l'avortement et visait à la punissabilité de l'interruption de grossesse. Cette réforme n'a pas abouti. La deuxième concernait précisément les infractions contre la vie, l'intégrité corporelle, les moeurs et la famille, chapitre que nous sommes appelés à terminer aujourd'hui. La troisième concernait la réforme des dispositions relatives aux actes de violence, elle avait été traitée en priorité pour des raisons d'urgence d'ordre politique: le terrorisme. Cette révision a été adoptée par le Par-

sante. La quatrième concerne la lutte contre la criminalité économique, elle renferme notamment les infractions contre le patrimoine, celles commises par l'utilisation frauduleuse des ordinateurs, des chèques et des cartes de crédit. Par ailleurs, les nouvelles normes sur les opérations d'initiés, ainsi que celles incriminant le blanchissage de l'argent sale – je viens de le dire – ont déjà été adoptées et sont déjà entrées en vigueur. Enfin, depuis l'année 1987 des experts, sous la présidence de Monsieur le professeur Krauskopf sont chargés de réviser la partie générale du Code pénal, le droit pénal des mineurs ainsi que le troisième livre. En outre, ces normes seront complétées par de nouvelles dispositions sur la confiscation, la répression pénale des organisations criminelles ainsi que des dispositions relatives à la punissabilité des personnes morales. On procède donc par étapes et on intervient en priorité là où il est urgent de légiférer.

Pourquoi pas une révision totale du Code pénal, direz-vous? Une réforme totale ne serait-elle pas justifiée après un demi-siècle d'application du droit pénal actuel? La réponse me paraît simple. La révision totale est politiquement très difficile, on en aura peut-être la preuve encore pendant le débat que nous allons entamer aujourd'hui. D'autre part, le Code pénal est là, il existe, nous pouvons donc prendre un certain délai pour examiner successivement et en profondeur les différentes parties qui le composent. Ainsi faisant, nous permettrons également aux citoyens de méditer plus tranquillement sur chacune des parties et enfin, si une partie de la réforme était mise en question par un référendum, cela ne mettrait pas en cause la réforme dans sa totalité.

J'en reviens à nos travaux sur les projets B et C qui ont occupé la commission pendant neuf séances, jusqu'au 28 août 1990, dans le respect de l'aphorisme latin *in iudicando criminosa est celeritas*, dont la célérité serait encore plus «criminosa» en légiférant. Le droit pénal présente des caractéristiques différentes des autres domaines du droit, en ce sens qu'il confère à un homme, à savoir au juge, le pouvoir de restreindre pour des raisons punitives la liberté d'un autre homme, ce bien très important, sinon le plus important. Il est donc nécessaire de réviser les normes pénales d'une manière précise, en laissant très peu d'espace à l'interprétation du juge.

C'est pourquoi, pour tenir compte de l'évolution des moeurs et de la mentalité, il est nécessaire de réformer le droit pénal après quelques décennies. Il s'agit d'indiquer toujours clairement les limites de la licéité, limites au-delà desquelles un comportement est considéré comme illicite et donc punissable.

C'est le principe de *nulla poena sine lege* qui nous impose cette adaptation de la loi. Les situations et les tentations des années 90 ne sont plus les mêmes que lors de la rédaction du Code pénal en vigueur depuis 1942. Des comportements qui n'étaient pas punissables à cette époque – je pense notamment au viol entre époux – e sont aujourd'hui et des situations qui étaient punissables alors – je pense ici aux amours juvéniles – ne devraient plus l'être aujourd'hui systématiquement. Certaines barrières se sont levées et d'autres sont tombées et le code doit en tenir compte, faute de quoi on imposerait aux juges de prononcer des décisions humainement et socialement inacceptables.

Tels sont les principes fondamentaux qui ont inspiré la réforme dont on s'occupe. Il en va ce l'adaptation des éléments constitutifs d'un acte punissable aux exigences d'une politique criminelle moderne ainsi que de l'adaptation de normes claires et facilement compréhensibles, tout en évitant d'intervenir là où d'autres mesures assurent le maintien de l'ordre. De plus, il s'agit de renforcer le principe de droit pénal fondé sur la culpabilité, de corriger certaines dispositions sur le plan matériel et rédactionnel, d'effacer des dispositions qui pénalisent les délits de résultat, les «Erfolgsdelikte», de simplifier certaines définitions, de supprimer des dispositions dépassées, de soumettre à une norme pénale certains comportements typiques de notre époque lorsque les exigences morales et l'intérêt général le commandent, de dépenaliser certains actes, d'adapter enfin le Code pénal au principe de l'égalité entre hommes et femmes.

ger les libertés personnelles et le droit d'auto-détermination de chaque citoyen. Le législateur pénal ne doit pas s'immiscer dans les rapports entre adultes consentants; quelle que soit l'opinion morale sur ce point, il n'a pas à s'en occuper, sauf dans les cas d'extrême gravité. Protéger les libertés personnelles signifie également garantir le libre consentement. C'est pourquoi on prévoit de protéger les personnes dépendantes et faibles d'esprit qui se trouvent dans un état de détresse, ainsi que la jeunesse, l'enfant, les jeunes adultes garçons et filles, hommes et femmes. En outre, il s'agit de sauvegarder les valeurs éthiques reconnues, et par conséquent la dignité de l'homme, ce qui a incité à réfréner les représentations pornographiques.

Après ces réflexions d'ordre général, voici quelques considérations sur les points essentiels de la réforme aux projets B et C. Le respect de la liberté de comportement nous impose de ne pas rendre punissables les actes qui concernent la sphère intime des personnes: ce n'est que lorsque ces actes sont de nature à léser l'intégrité sexuelle d'autrui que des mesures s'imposent. Le droit d'auto-détermination impose au Code pénal de punir les atteintes à cette liberté et notamment les actes qui sont de nature à entraver le développement de l'enfant.

Les points essentiels de la réforme sont les suivants. Tout d'abord l'âge de protection – dont nous reparlerons lors de l'examen de l'article 187: ce sont précisément l'enfant et le jeune adulte que le législateur souhaite protéger à l'article 187 du projet qui traite de la mise en danger du développement de mineurs. Le premier point à régler est celui de l'âge de protection. La commission l'a maintenu à 16 ans. Elle a cependant décriminalisé les amours juvéniles, en disant: «L'acte n'est pas punissable lorsque la victime a atteint l'âge de 14 ans et lorsque, entre la victime et l'auteur, il y a une différence d'âge maximale de quatre ans.» Cette nouvelle disposition pénale punit tout acte accompli sur une personne âgée de moins de 16 ans, que l'acte soit imposé ou pas, obtenu ou non par la violence, à la seule exception près, je le répète, des amours juvéniles, librement consenties entre un jeune homme de 18 ou 19 ans, par exemple, et une jeune fille âgée de 15 ou 16 ans. Les enfants de moins de 14 ans jouissent d'une protection absolue lorsque l'acte sexuel est commis par un adulte. En revanche, l'acte n'est pas punissable lorsque tous les participants ont un âge inférieur à 14 ans.

L'article concernant le viol a été l'un des points les plus controversés de ce projet qui a engagé la commission dans un long débat fort intéressant qui a touché l'opinion publique et suscité des débats dans le pays. Faut-il punir le viol commis entre époux? La commission unanime répond par l'affirmative. Elle n'est plus unanime, en revanche, lorsqu'il s'agit de la poursuite. Pour la majorité, le viol commis hors mariage doit être poursuivi d'office alors que l'auteur marié avec sa victime et qui vit avec elle n'est poursuivi que sur plainte.

Pour la minorité, tout viol doit être poursuivi d'office. Deux variantes subsidiaires s'ajoutent. La première prévoit la poursuite d'office mais octroie à la victime un droit d'opposition dans un certain délai et dans certaines conditions. La deuxième prévoit que la victime mariée avec l'auteur peut donner l'autorisation de poursuivre l'acte et énonce également les conditions et les délais auxquels est soumis ce droit. Quant au Conseil des Etats, il souhaite la poursuite sur plainte du viol commis entre époux si ces époux sont autorisés à vivre séparément, donc aucune punissabilité du viol entre époux vivant sous le même toit.

Les autres articles importants concernant l'acte sexuel avec des personnes dépendantes, incapables de discernement ou de résistance, hospitalisées ou détenues, et l'abus de détresses. Il s'agit de nouvelles dispositions qui visent à accroître la protection de l'intégrité sexuelle de certains groupes de personnes, dans certaines conditions que nous examinerons par la suite.

On a en outre reformulé l'article 195 relatif à l'encouragement de la prostitution. Les infractions relatives aux proxénètes, aux souteneurs, le fait de favoriser la débauche sont regroupés en une seule et nouvelle infraction: l'encouragement à la prostitution. La nouvelle disposition protège d'une part la liberté de

part, celles qui sont poussées à s'y livrer contre leur gré et elle prévoit de lourdes peines.

En ce qui concerne un autre article qui a suscité un certain intérêt, celui relatif à la pornographie, nous nous en sommes tenus au modèle adopté lors du débat sur l'article 135 qui concerne la punissabilité de représentations d'actes de violence en introduisant le critère de pornographie dure et douce. La première sera interdite de façon absolue, alors que la seconde ne le sera que dans la mesure où l'auteur la rend accessible à une personne de moins de 16 ans. Après de longues discussions et deux votations, nous avons décidé de ne pas adopter un parallélisme absolu avec l'article 135 – Représentation d'actes de violence: dans les moyens de communication susceptibles d'être punis, nous avons gardé les écrits ainsi que les images, enregistrements et autres. Là encore, le législateur a le souci de protéger le bien juridique que représente le développement sexuel paisible des adolescents.

Je terminerai ces réflexions d'ordre général relatives au projet B par une brève remarque concernant le Code pénal militaire. La tâche principale que s'est fixée le législateur est d'adapter les dispositions concernant les infractions d'ordre sexuel dans le droit pénal militaire aux modifications apportées dans le droit pénal ordinaire. En ce qui concerne l'homosexualité, la commission, suivant le principe de la non-répresseion des actes consentis librement par des personnes adultes, vous propose de ne plus punir un acte commis avec une personne du même sexe, ce qui discriminerait les homosexuels. Le nouvel article propose pour autant de sanctionner la personne qui profite de sa situation militaire pour commettre une infraction contre l'intégrité sexuelle d'une autre personne, du même sexe ou de l'autre. La portée de l'article actuel est donc étendue et non pas limitée à un seul groupe de personnes.

Enfin, les dispositions qui constituent le projet C de cette réforme afférente en droit pénal ordinaire au traitement des toxicomanes confèrent au juge la possibilité de renoncer à une peine ou de la suspendre et d'interner l'auteur pour un traitement de réhabilitation. En droit pénal militaire, on prévoit la répression disciplinaire de la petite consommation de stupéfiants en quantité minime.

Avant de conclure, je voudrais exprimer mes remerciements à tous ceux qui, sous une forme ou une autre, ont participé au travail de la commission. Dans les «hearings», à M. Godenzi, au professeur Killias, à l'Association suisse de la protection de l'enfant à Berne, aux Femmes juristes démocrates de Bâle, à la Commission fédérale pour les questions féminines de Berne, au Groupe de travail des homosexuels suisses de Zurich, au Forum suisse des associations de parents à Berne. Ont en outre assisté aux travaux M. le professeur Schultz, président de la commission d'experts, M. Barras, auditeur en chef, Mme Claudia Kaufmann, directrice du Bureau de l'égalité entre hommes et femmes, le professeur Krauskopf, vice-directeur de l'Office fédéral de justice, M. Riedo, chef de la section pénale de l'Office fédéral de justice, Mme Gadiant, secrétaire de la commission. Les procès-verbaux ont été rédigés par Mme Favre, Mme Koerfer et Mme Ali Khan. A tous, ainsi qu'aux membres de la commission qui, partant parfois de positions apparemment inconciliables, ont abouti à des solutions de consensus ou du moins à soumettre au plénum des prises de position en termes de clarté si bien que le débat dans cette salle sera facilité, à tous j'exprime mes remerciements pour le travail fourni avec engagement et esprit de coopération. Enfin, je voudrais adresser des remerciements particuliers à M. Koller, président de la Confédération, qui, sollicité à de nombreuses reprises par des membres de la commission, nous a fait profiter de ses profondes connaissances juridiques.

En conclusion, je vous invite à entrer en matière sur les projets B et C.

Frau Spoerry, Berichterstatterin: Wir werden in den nächsten Stunden die Revision des Strafgesetzbuches mit Bezug auf die Delikte gegen die sexuelle Integrität behandeln sowie die Änderungen, welche sich aus der Uebearbeitung dieses Ge-

dabei um die Entwürfe B und C der bundesrätlichen Vorlage vom Juni 1985.

Den Entwurf A des bundesrätlichen Paketes, der die strafbaren Handlungen gegen Leib und Leben und gegen die Familie umfasste, haben wir bereits verabschiedet. Es ist auf den 1. Januar 1990 in Kraft getreten.

Zur Beratung der Ihnen jetzt vorliegenden Gesetzesrevision hat die Kommission neun ganztägige Sitzungen durchgeführt, die letzte am 28. August dieses Jahres. In einlässlichen Diskussionen, in denen wohl kaum ein Aspekt dieser delikaten Tatbestände unerwähnt geblieben ist, haben wir einen langen und – wie mir scheint – fruchtbaren Lernprozess durchgemacht. Wir gelangten dabei zu Lösungen, zu denen sich der Bundesrat noch nicht durchringen konnte und die im Ständerat erst ansatzweise diskutiert worden sind. Auch wenn die Kommission bei den zentralen Tatbeständen der vorliegenden Revision, nämlich bei der Behandlung der Jugendliebe und der Vergewaltigung in der Ehe, nicht mit einem einzigen Vorschlag vors Plenum tritt, sondern Ihnen Mehrheits- und Minderheitsanträge unterbreitet, muss man doch ganz klar festhalten, dass wir uns in der grundsätzlichen Beurteilung weitgehend einig sind und lediglich bestimmte Aspekte der strafrechtlichen Verfolgung unterschiedlich beurteilen.

Der Leitgedanke, der die ganze Revision prägt, besteht darin, sexuelles Verhalten nur noch dann strafbar zu erklären, wenn:

1. dieses Verhalten einen anderen schädigt oder schädigen könnte;
2. der Partner die Tragweite einer solchen Handlung nicht erkennen kann;
3. jemand davor bewahrt werden soll, sexuelle Darstellungen oder Handlungen gegen seinen Willen wahrnehmen zu müssen.

Mit anderen Worten: Es geht nicht darum, mit Hilfe des Sexualstrafrechtes Moralvorstellungen durchzusetzen, sondern es geht darum, sexuelle Ausnützung zu verhindern und das sexuelle Selbstbestimmungsrecht einer jeden Person zu schützen. Dieses Konzept hat zunächst zwei Konsequenzen. Zum ersten fallen gewisse Straftatbestände des geltenden Rechtes weg, weil sie im neuen Konzept als überholt zu beurteilen sind. Als wichtigste Beispiele seien genannt: der heutige Tatbestand der Verführung einer Unmündigen, dann die antiquierten Vorschriften über das Anlocken zur Unzucht, über die Veröffentlichung von Gelegenheiten zur Unzucht und die Anpreisung von Gegenständen zur Verhütung einer Schwangerschaft.

Eine wichtige Neuerung ist, dass die Bestrafung der Homosexualität aus dem Strafgesetzbuch verschwindet, und zwar sowohl im zivilen wie im militärischen Bereich. Dort sind sexuelle Handlungen nur noch dann strafbar, wenn sie unter Ausnützung der militärischen Stellung erfolgen, und zwar gilt dies gleichermaßen für homo- und für heterosexuelle Handlungen.

Damit sind wir bei der zweiten Konsequenz aus dem neuen Konzept der «Strafbaren Handlungen gegen die sexuelle Integrität», wie die Kommission den Fünften Titel des Strafgesetzbuches neu benennt. Die Tatbestände werden geschlechtsneutral umschrieben. Die Opfer können Männer und Frauen, Knaben und Mädchen sein. So gibt es beispielsweise keinen Tatbestand Frauen- und Kinderhandel mehr, sondern nur noch einen Tatbestand Menschenhandel. Diese geschlechtsneutrale Formulierung aller Tatbestände gilt mit einer einzigen Ausnahme: mit der Ausnahme der klassischen Vergewaltigung. Der Beischlaf kann nur von einem Mann an einer Frau vollzogen werden. Dabei ist zu beachten, dass das revidierte Gesetz nicht mehr von einer Frau spricht, sondern von einer weiblichen Person. Damit wird die Definition des Begriffs «Frau» – bisher in Artikel 110 – überflüssig; dieser Artikel fällt weg. Eine weibliche Person kann auch jünger als 16 Jahre alt sein.

Gestatten Sie mir nun, die wichtigsten Ueberlegungen anzuführen, welche sich die Kommission vor allem zu den beiden zentralen Bestimmungen der vorliegenden Revision gemacht hat. Es handelt sich dabei einerseits um die Vergewaltigung – und zwar um die Vergewaltigung im allgemeinen wie auch und vor allem um die Vergewaltigung in der Ehe – sowie andererseits um die Festsetzung des Schutzalters und die Behand-

Mit Bezug auf die Vergewaltigung im allgemeinen vertritt die Kommission einhellig den Standpunkt, dass die heutige gerichtliche Tatbestandsauslegung, die sich auf das geltende Recht abstützt, für die betroffenen Frauen unhaltbar ist. Der heute geltende Artikel zur Vergewaltigung unterscheidet zwischen einer «normalen Vergewaltigung», die mit Gewalt oder durch schwere Drohung erzwungen wird, und einer «qualifizierten Vergewaltigung», die dann vorliegt, wenn das Opfer bewusstlos oder zum Widerstand unfähig gemacht worden ist. Das neue Gesetz verzichtet auf diese Unterscheidung. Wir wollen damit klar und deutlich zum Ausdruck bringen, dass eine Vergewaltigung immer ein schweres Verbrechen darstellt, nicht nur, wenn der körperliche Widerstand des Opfers völlig gebrochen wurde, sondern ebenso, wenn dem Opfer der Widerstand aus der Situation heraus nicht zumutbar ist.

Zudem erweitern wir den Begriff des Zwangs, mit welchem eine geschlechtliche Handlung durchgesetzt wird, um den Aspekt des psychischen Drucks und halten fest, dass eine «Drohung» genügt. Die «schwere Drohung» ist im neuen Text eliminiert. Aus dieser neuen Fassung des Tatbestandes wird sich bei den Gerichten eine veränderte Tatbestandswürdigung ergeben, welche die schwierige Situation des Opfers verbessert.

Gegenüber der Fassung von Bundesrat und Ständerat hat die Kommission zudem eine Umstellung vorgenommen, die zu beachten ist. Wir beantragen Ihnen, den Tatbestand der sexuellen Nötigung als allgemeinen Tatbestand der Vergewaltigung voranzustellen. Der Tatbestand der sexuellen Nötigung umfasst alle erzwungener sexuellen Handlungen, auch jene zwischen Personen des gleichen Geschlechts. Dabei können beischlafähnliche Handlungen vorkommen, die vom Opfer als genau so entwürdigend und demütigend empfunden werden, wie dies bei der Vergewaltigung der Fall ist.

Aus diesen Gründe ist das maximale Strafmass bei der sexuellen Nötigung gleich hoch angesetzt wie bei der Vergewaltigung, nämlich Zuchthaus bis zu 10 Jahren. Damit soll der sexuellen Selbstbestimmung aller Personen ein optimaler Schutz geboten werden.

Nun zur wichtigen Frage der Vergewaltigung in der Ehe: Wie ausgeführt, beantragt Ihnen Ihre Kommission – im Gegensatz zum Entwurf des Bundesrates und zur Fassung des Ständerates – geschlossen, eine Vergewaltigung innerhalb der Ehe als Verbrechen unter Strafe zu stellen. Das Strafmass soll wie bei jeder Vergewaltigung Zuchthaus bis zu 10 Jahren betragen. Auch in der Ehe darf der Geschlechtsverkehr nicht erzwungen werden, indem Gewalt angewendet, die Ehefrau bedroht, unter psychischen Druck gesetzt oder zum Widerstand unfähig gemacht wird. Ein solcher Vorgang verstösst in krassester Weise gegen die Würde der Frau. Das Opfer verdient mit und ohne Trauschein den gleichen Schutz des Gesetzes.

Dieser grundsätzliche Konsens bei der Kommission ist entscheidend. Die Meinungen gehen jedoch bei der Frage auseinander, wie die Strafverfolgung einer Vergewaltigung in der Ehe einzuleiten sei. Dabei wird sich das Ratsplenum zu vier verschiedenen Lösungen aussprechen können. Die Hauptanträge umfassen das Antragsdelikt, das die Kommissionsmehrheit unterstützt, und andererseits das Offizialdelikt, welches die Kommissionsminderheit beantragt. Beim Antragsdelikt wird die Tat nur dann strafrechtlich verfolgt, wenn das Opfer selbst einen entsprechenden Antrag stellt. Beim Offizialdelikt müssen amtliche Ermittlungen eingeleitet werden, sobald die zuständige Behörde durch jemanden Kenntnis von einer Vergewaltigung erhalten hat.

Dieses unterschiedliche Vorgehen bei der Strafverfolgung will nicht einen unterschiedlichen Unrechtsgehalt des Verbrechens zum Ausdruck bringen. Ich möchte das betonen. Der Unrechtsgehalt des Verbrechens wird durch das Strafmass erfasst, und dieses ist bei allen Varianten der Strafverfolgung gleich. Die unterschiedlichen Standpunkte betreffen lediglich die Frage, ob es im Interesse der Ehefrau, die nicht selten gleichzeitig Mutter gemeinsamer Kinder ist, liegt, dass gegen ihren Ehemann ermittelt wird, ohne dass sie das Verfahren beeinflussen kann.

Die Kommission hat sehr um eine gute Regelung in dieser

die Lösung ohne jeglichen Nachteil nicht gibt. Die Detailberatung wird dies bestätigen. Die Abwägung ist in der Kommission jedoch klar zugunsten des Antragsdeliktes ausgefallen, mit einem Stimmenverhältnis von 13 zu 4 Stimmen bei 3 Enthaltungen.

Der zweite zentrale Punkt der Revision betrifft das Schutzalter und die Jugendliebe. Auch hier hat die Kommission den Weg zu einem zeitgemässen Strafrecht geebnet. Bei der strafrechtlichen Erfassung der geschlechtlichen Handlungen mit Kindern und Unmündigen hat sich die Kommission an den Leitgedanken der Revision gehalten, wonach sexuelles Verhalten nur dann als strafbar zu erklären ist, wenn es einen anderen schädigt oder schädigen könnte. Diese Voraussetzung ist dann erfüllt, wenn die Entwicklung des Kindes durch sexuelle Uebergriffe Erwachsener gestört wird. Das Kind soll deshalb vor sexueller Verführung durch Erwachsene geschützt werden, welche durch ihre Erfahrung und durch anderweitige Ueberlegenheit die kindliche Unerfahrenheit zu ihren Gunsten ausnützen. In diesem Sinne ist der Schutz des heranwachsenden Kindes durch den Gesetzgeber zu gewährleisten.

Man kann darüber streiten, ab welchem Zeitpunkt der junge Mensch diesen Schutz nicht mehr benötigt. Mit einem Stimmenverhältnis von 13 zu 5 Stimmen hat die Kommission beschlossen, dass dieser Zeitpunkt nicht vor dem 16. Altersjahr gegeben sei, und schliesst sich damit grundsätzlich der Altersgrenze an, die auch der Bundesrat und der Ständerat für richtig beurteilt haben. Die Altersgrenze von 16 Jahren vermag aber nach Ueberzeugung der Kommission als Schutzalter nach heutigen Vorstellungen dann nicht mehr zu befriedigen, wenn Jugendliche untereinander erste sexuelle Erfahrungen machen und mehr oder weniger intensiv Zärtlichkeiten austauschen. Die sogenannte Jugendliebe soll kein Verbrechen sein; und die Eltern, welche die ersten sexuellen Kontakte ihrer heranwachsenden Kinder mit gleichaltrigen Jugendlichen nicht verhindern, sollen nicht als Gehilfen strafbar werden.

Aus diesem Grunde hat die Kommission beim Artikel 187 den Absatz 1 bis geschaffen, der die Jugendliebe entkriminalisiert. Auf die Differenz zwischen Mehrheit und Minderheit bei dieser Entkriminalisierung werden wir bei der Detailberatung eintreten.

Mit einer letzten Bemerkung zum Tatbestand der Pornographie möchte ich mein Eintretensvotum abschliessen. Beim neugefassten Tatbestand der Pornographie unterscheiden wir zwischen der sogenannten weichen und der harten Pornographie. Die Verbreitung harter Pornographie, die geschlechtliche Handlungen mit Kindern, Tieren, menschlichen Exkrementen oder Gewalttätigkeiten umfasst, wird analog zum Brutalverbot im Artikel 135 des Paketes A dieser Revision grundsätzlich verboten. Die Verbreitung weicher Pornographie ist dagegen nur dann strafbar, wenn sie Jugendlichen unter 16 Jahren zugänglich gemacht wird. Dabei haben wir im Gegensatz zum Ständerat das Verbot der Verbreitung von weicher Pornographie durch Radio und Fernsehen gemäss Vorschlag des Bundesrates im Gesetz belassen.

Abschliessend sei nochmals festgehalten, dass die Kommission die sich stellenden Fragen in grosser Offenheit und Ernsthaftigkeit diskutiert hat. Gerne schliesse ich mich dem Dank des Präsidenten an die Verwaltung, an die Experten und die Hearingsteilnehmer an, die unser Ringen um ein zeitgemässes Strafgesetz mit Geduld und konstruktiver Unterstützung begleitet haben. Als Kommissionsmitglieder haben wir während der Sitzungen einen Lernprozess durchgemacht. Zum Schluss sind wir überzeugt, Ihnen im Bereich der strafbaren Handlungen gegen die sexuelle Integrität eine gute Lösung vorzulegen, und wir bitten Sie, auf die Vorlage einzutreten.

Dünki: Die LdU/EVP-Fraktion bejaht die zur Diskussion stehende Revision des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzbuches. Diese Revision ist dringend notwendig und längst fällig. Wir werden also geschlossen für Eintreten stimmen. Bei der Beratung der Bestimmungen der einzelnen Handlungen im Sexualbereich wurden in unserer Fraktion verschiedene Standpunkte eingehend diskutiert und begründet. Die Meinungen über die Mehr- und Minderheitsanträge waren geteilt,

sind der Auffassung, dass man in guten Treuen bei diesen Gewissensfragen verschiedene Positionen beziehen kann. Was ich heute ausführe und vertrete, ist meine persönliche Ueberzeugung. Einige Fraktionsmitglieder werden selbstverständlich im Sinne meiner Empfehlungen stimmen.

Beim Schutzalter trete ich für das flexible Konzept der Kommissionsmehrheit ein. Es ist richtig, dass grundsätzlich am Schutzalter von 16 Jahren festgehalten wird. Es soll aber auf jene Fälle beschränkt werden, in denen Aeltere die Unerfahrenheit der Jugendlichen ausnützen. Jedoch sollen sexuelle Beziehungen unter Jugendlichen nicht mehr bestraft werden, wenn die Altersdifferenz nicht mehr als vier Jahre ausmacht. Das Kind muss aber mindestens 14 Jahre alt sein. Der Minderheitsantrag von Frau Hafner geht mir zu weit. Auch für die Jugendliebe müssen die Betroffenen eine gewisse Reife haben. Eine zu grosse Liberalisierung kann gefährliche Folgen mit sich bringen.

Bei der Vergewaltigung in der Ehe schliesse ich mich der Ueberzeugung der Kommissionsmehrheit an. Die Vergewaltigung in der Ehe ist ein schweres Vergehen und soll deshalb hart bestraft werden. Wie von den Kommissionsreferenten schon mehrmals gesagt wurde, darf auch in der Ehe der Geschlechtsverkehr nicht erzwungen werden, indem Gewalt angewendet wird. Auch Drohungen und Druckanwendungen jeglicher Art sind als strafbare Handlungen zu erklären. Die Frage, die heute von Bedeutung ist, ist die, ob eine Vergewaltigung in der Ehe ein Officialdelikt oder ein Antragsdelikt sein soll.

Warum plädiere ich für das Antragsdelikt? Die Tat ist verabscheuungswürdig, so oder so. Es ist keine mildere Tat, wenn der Mann seine eigene Frau und nicht eine fremde Person vergewaltigt. Von dieser Seite her besteht kein Unterschied. Der Unterschied besteht lediglich darin, dass die Ehefrau oft Mutter gemeinsamer Kinder ist und dass sie auf das Verfahren keinen Einfluss nehmen kann, wenn es einmal eingeleitet ist. Nach meiner Meinung soll es dem freien Willen der Ehefrau anheimgestellt werden, ob sie nach einer solchen Tat die Schritte einleiten will, die dazu führen, dass der Mann ins Zuchthaus kommen kann. Dies ist eine Gewissensfrage, die nur sie allein entscheiden kann. Hier stehen viele Interessen auf dem Spiel. Wenn Dritte verzeihen, kann es eventuell später zu Folgen kommen, die nicht im Interesse der Ehefrau und Mutter beziehungsweise der Kinder sind. Das ist unter allen Umständen zu vermeiden. Das Interesse der Ehefrau und das berechnete Interesse der Kinder sollen in jedem Fall vorgehen. Wenn der Täter im Sinne des Gesetzes grausam handelt, dann ist selbstverständlich eine Verfolgung von Amtes wegen gerechtfertigt. Ich gehe davon aus, dass eine Ehefrau einen freien Willen hat und dass sie in der Lage ist, auch schwere Entscheidungen selbst zu treffen. Wenn sie innerlich nicht davon überzeugt ist, dass sie richtig handelt, dann kommt es mit Bestimmtheit falsch heraus. Schwere Entscheidungen kann man niemandem abnehmen. Man muss überlegen, gut überlegen, und sie selbst fällen. Selbstverständlich kann sich eine Ehefrau beraten lassen, sie soll es auch tun. Aber die Gewissensentscheidung kann ihr niemand, kein Polizist, keine Amtsstelle, kein Nachbar und kein Freund, abnehmen. Ich achte und schätze die weiblichen Personen hoch. Ich bin auch überzeugt, dass sie fähig genug sind, selbständig zu handeln. Nicht andere sollen über ihren Willen verfügen. Die Frau muss selbständig handeln. Zugegeben, manche Ehefrauen stehen nach einem solchen Vorfall unter Schockwirkung. Zum Ueberlegen braucht es Zeit. Es ist falsch, wenn sofort gehandelt wird. Wenn die Schockwirkungen abklingen, sieht es vielfach anders aus, dann kann man wieder überlegen. Ich habe in meiner langjährigen Praxis im Vormundenschaftswesen oft erlebt, dass man in gewissen Fällen besser etwas zuwartet, bevor einschneidende Massnahmen getroffen werden. Vergewaltiger sind Straftäter, aber gerade in der ehelichen Gemeinschaft ist es nicht ausgeschlossen, dass Reue und Vergebung möglich sind. Diese Möglichkeiten dürfen nicht ausgeschlossen werden. Wenn wir das Officialdelikt in das Gesetz aufnehmen, gibt es nach Bekanntwerden der Vergewaltigung in der Ehe kein Zurück mehr. Ein solcher Weg ist aber offenzuhalten,

schliessen, der ein Widerspruchsrecht der Ehefrau beinhaltet. Meine Zusammenfassung: Jede Ehefrau oder Lebensgefährtin soll ein sexuelles Selbstbestimmungsrecht besitzen. Sie sollen aber auch selbst bestimmen können, ob sie gegen ihren Mann eine Anzeige erstatten wollen, wenn ihr Grundrecht verletzt wird. In beiden Fällen stehen für mich die betroffenen Personen im Vordergrund. Bei den übrigen Anträgen befinde ich mich auf der Seite der Kommissionsmehrheit. Die vorherrschenden Wertvorstellungen und Massstäbe einer Gesellschaft schlagen sich immer in der Gesetzgebung nieder. Dies wird auch im Bereich der Sexualität deutlich sichtbar. Ich möchte festhalten: Für mich haben die Begriffe Ehe und Familie noch nicht abgewirtschaftet. Sie sind wichtige Bestandteile unserer abendländischen, christlichen Wertvorstellungen. Ueberspannen wir deshalb den Bogen nicht, dies hätte verheerende Folgen. Die Gesetzgebung hat sich dem Wandel der Zeit anzupassen. Grundelemente, Fundamente dürfen aber nicht zerstört werden. Die Weltgeschichte belegt, dass es nicht zum Wohle eines Volkes ist, wenn an den Fundamenten der Institutionen Ehe und Familie grundlegend gerüttelt wird. Ich empfehle Ihnen heute, im Sinne der Kommissionsmehrheit zu entscheiden.

Frau Grendelmeier: Der Landesring hat eine andere Meinung bezüglich des Officialdeliktes bei Vergewaltigung in der Ehe. Ich will mich auf diesen Punkt beschränken, da alle anderen Punkte von den Kommissionsprechern sehr gut dargestellt worden sind; ich danke ihnen bestens für die umfassende Darlegung der Problematik. Im Mittelpunkt der Debatte steht bestimmt die Vergewaltigung. Ich bedaure es – ich möchte das an diesem Punkt deutlich unterstreichen –, dass wir uns auf den verharmlosenden Ausdruck der «geschlechtlichen Handlung» geeinigt haben, anstatt bei der «Vergewaltigung» zu bleiben. Denn nehmen Sie nur den Begriff beim Wort, meine Damen und Herren. Vergewaltigung hat zuerst einmal mit Gewalt zu tun, und Gewaltanwendung ist übelster Machtmissbrauch, ganz egal auf welchem Gebiet er geschieht, egal mit welchen Mitteln. Gewaltanwendung – da sind wir uns wohl einig – geht vom «Recht des Stärkeren» aus, und das ist zutiefst undemokratisch. Somit ist es nur logisch, dass in jeder echten Demokratie die Gewalt verfolgt und bestraft wird.

Wesentlich mehr Mühe scheint man zu bekunden – und zwar in allen Demokratien dieser Welt –, wenn es um die Verfolgung oder um die Bestrafung der sexuellen Gewalt geht. Denn Sexualität scheint bis auf den heutigen Tag – Freud auf, Liberalisierung ab – ein sehr spezieller Bereich des menschlichen Handelns zu sein. Sie ist ein Bereich, der trotz aller Liberalisierung, trotz 30 Jahren Pille, von Aengsten und Tabus besetzt bleibt. So ist es denn auch nicht verwunderlich, dass es auf diesem Gebiet zu den absonderlichsten Rechtsverzerrungen kommt; ganz bestimmt dort, wo es um die sexuelle Gewalt geht – eben um die Vergewaltigung. Sie ist wohl die erniedrigendste und die demütigendste Form der Gewaltanwendung, und es hat lange genug gedauert, nämlich bis 1942, bis zum Inkrafttreten des neuen Strafgesetzbuches, dass auch dieses Verbrechen – wenn es an einer fremden Frau begangen wurde – geahndet wurde, und zwar als Officialdelikt.

Man hat also die «aussereheliche Unzucht» – wie das so schön hiess – bestraft; hingegen nicht die «innereheliche Unzucht», die es gar nicht gibt! Hier lohnt es sich vielleicht, ein paar rechtshistorische Ueberlegungen anzustellen. Bis zum Inkrafttreten des neuen Eherechtes, also bis vor knapp drei Jahren, war die Ehe als Institution vollständig auf den Mann ausgerichtet. Mit der Eheschliessung gab die Frau ihre Identität und ihre Rechte weitgehend dem Ehemann ab und wurde somit zu seinem Besitz und Eigentum.

Erst das neue Eherecht hat aus den Eheleuten weitgehend Partner gemacht; ob das nun auf dem Gebiet der Finanzen der Frau sei oder der Erwerbsmöglichkeit, des Bürgerrechtes oder sogar des Namens; obwohl hier noch keine befriedigende Lösung gefunden worden ist. Das neue Eherecht garantiert eine Verbindung zwischen Mann und Frau, die weitgehend auf einer gleichberechtigten Partnerschaft beruht – mit einer einzigen, grossen Ausnahme: dem Bereich der Sexualität

dass die Frau zum Besitz des Mannes gehört, d. h. dass sie sein Eigentum ist. Daher kommt es zu jener perversen Logik, dass der Mann in der Ehe kein Rechtsgut verletzt, wenn er seine Frau vergewaltigt, die ja hier, auf diesem Gebiet, kein gleichberechtigter Mensch zu sein scheint, sondern eben «Eigentum» des Mannes, also eine «Sache», ist. Jetzt treibe ich die Perversität dieser Logik auf die Spitze: Bei der Vergewaltigung in der Ehe würde es sich schlimmstenfalls um eine Art «Eigentumsdelikt» handeln oder um eine «Sachbeschädigung». Diese wiederum kann ja nicht strafbar sein, da es sich um das «Eigentum», die «Sache» des Mannes, handelt, die er verletzt – absurder geht es wohl nicht mehr. Es ist auch kein Wunder, dass bei dieser Betrachtungsweise kein Unrechtsbewusstsein des Ehemannes entstehen kann. Genau so absurd wäre es demnach, wenn wir heute dem Ständerat zustimmen würden, der zwar völlig zu Recht die aussereheliche Vergewaltigung als Officialdelikt erkennt und sie auch verfolgt und mit Zuchthaus bestrafen will, die eheliche Vergewaltigung hingegen noch nicht einmal als ein Delikt betrachten will; angeblich wegen sogenannter Beweisprobleme. Wenn es darum ginge, könnten wir die Hälfte sämtlicher Straftaten aus dem Gesetz ausschliessen. Wenn Sie sich überlegen, wie oft ein Täter bei Mord, Diebstahl, Einbruch, Raub und anderen Gewalttaten wirklich erwischt und dem Gericht zugeführt werden kann, haben wir eine minimale Erfolgsquote. So gesehen könnten wir auch sagen: Streichen wir die Gewaltverbrechen doch ganz aus dem Gesetz! Auf diese Idee würde hier wohl niemand kommen. Aber mit dieser Aufteilung der Vergewaltigung, in eine strafbare und eine nicht strafbare, schaffen wir nicht nur eine haarsträubende Rechtsungleichheit, sondern wir verstossen auch gegen den Grundgedanken des neuen Eherechtes. Wir unterstützen damit nicht etwa – hier unterscheide ich mich von der EVP – die Ehe als Institution, sondern wir unterstützen den gewalttätigen Ehemann. Die partnerschaftlich eingestellten Ehemänner – ich gehe davon aus, dass sie in der überwiegenden Mehrheit in unserem Lande sind – haben ja nichts zu befürchten, wenn die Vergewaltigung auch innerhalb der Ehe zum Officialdelikt erklärt wird. Denn sie werden die Frau als Menschen respektieren und auch ihre sexuellen Bedürfnisse berücksichtigen; somit können wir ohne weiteres diese beiden Vergewaltigungsdelikte einander gleichstellen.

Dieser Meinung ist nicht nur die Fraktion des Landesringes, dieser Meinung sind auch die Frauenkommission des Landesringes Schweiz, die SP-Frauen Schweiz, die Frauengruppe der Grünen Partei der Schweiz, die Poch-Frauen, die Hälfte des Vorstandes der CVP-Frauen Schweiz wie auch die Hälfte des Ausschusses der SVP-Frauenkonferenz Schweiz. Sie sehen also: Die Frauen sehen aus naheliegenden Gründen dieses Problem etwas anders: als die Männer oder ein kleiner Teil der Männer. Davon gehe ich zu ihren Gunsten aus. Seien wir also konsequent, und verteidigen wir dem neuen Eherecht auch auf diesem Gebiet zu seinem Durchbruch.

Frau Zölich: Namens der SVP-Fraktion bitte ich Sie, auf die Vorlage und damit auf die Beschlüsse B und C einzutreten.

Hauptsächlichstes Ziel der neuen Bestimmungen muss es sein, die Freiheit und das Selbstbestimmungsrecht des einzelnen besser zu verteidigen, ganz allgemein den Menschen und im speziellen die Jugendlichen unserer Zeit angemessen zu schützen und massgebende Werte wie den Respekt vor dem Leben, die Würde des Menschen und seine sexuelle Integrität besser abzusichern. Im Zentrum stehen daher ganz grundsätzlich: der Schutz der persönlichen Freiheit, der Schutz der Ehre und der Würde des Menschen – von Frauen und Männern. Werden diese Werte tangiert, hat der Staat einzugreifen; und wenn Plato einst tatsächlich gesagt haben soll, man solle nicht strafen, weil Unrecht geschehen ist, sondern damit es nicht wieder passiert, dann hat dies wohl auch hier seine Gültigkeit.

Wir haben bei unseren Beschlüssen den gesellschaftlichen Entwicklungen und den Aenderungen der Moralvorstellungen, wie sie sich in den letzten Jahrzehnten vollzogen haben, Rechnung zu tragen. Wir haben jetzt Signale aufzunehmen. Schwerpunkte der Vorlage bilden unter anderem die Frage

und die Tatbestände der sexuellen Nötigung sowie der Vergewaltigung von Frauen in der Ehe.

Die SVP-Fraktion ist mit dem Bundesrat und dem Ständerat der Auffassung, dass die Schutzaltersgrenze von 16 Jahren grundsätzlich beibehalten werden sollte. Wir dürfen aber die Augen vor der Realität nicht verschliessen: Heute haben zahlreiche Jugendliche unter 16 Jahren bereits sexuelle Erfahrungen. Sie müssen solche Erfahrungen auch sammeln können, und sie müssen lernen, mit Zärtlichkeit umzugehen. Der Strafrichter ist bei der Jugendliebe nicht am Platz. Aus dieser Ueberlegung schliessen wir uns der Lösung der Kommissionmehrheit an, welche die Straflosigkeit der Jugendliebe vorsieht, dies aber im Rahmen des Altersunterschiedes von vier Jahren. An der unteren Grenze von 14 Jahren wollen wir – im Gegensatz zum Minderheitsantrag Hafner Ursula – festhalten. Auch zur Jugendliebe gehört eine gewisse körperliche Reife, und diese ist im Alter unter 14 Jahren noch nicht gegeben.

Die Frage nach der Strafbarkeit der sexuellen Nötigung und der Vergewaltigung in der Ehe wurde in unserer Fraktion sehr ausführlich diskutiert. Hier müssen wir nun klare Zeichen setzen! Wir müssen zeigen, dass es uns, dem Gesetzgeber, ernst ist mit dem Schutz der Würde des Menschen und insbesondere der Frau und ihrer körperlichen Integrität. Die sexuelle Nötigung und die Vergewaltigung sind schwere Verbrechen. Durch sie werden die sexuelle Entscheidungsfreiheit, die Selbstbestimmungsfreiheit und die körperliche Integrität eines Menschen missachtet, oft bis hin zur psychischen Vernichtung. Hier werden Körper und Seele geschädigt.

Die hohen Rechtsgüter der Integrität und der Würde des Menschen dürfen der Intimität der Ehe nicht einfach leichtfertig untergeordnet werden. Vergewaltigung in der Ehe ist ebenso ein Verbrechen wie jede andere Gewaltnutzung zur Brechung des Willens eines anderen. Auch die Ehefrau des Täters ist ein Opfer, und das Jawort vor dem Zivilstandsbeamten ist kein Freipass.

Die Gleichbehandlung der Frauen durch den Gesetzgeber darf auch in diesem Punkt die Ehefrauen nicht ausklammern. Hier kann man auch nicht Beweisschwierigkeiten ins Feld führen, sonst könnte nämlich kein einziges Sexualdelikt mehr bestraft werden. Schwierige Beweisführung war übrigens für den Gesetzgeber noch nie ein Grund, ein Verbrechen nicht in das Strafgesetzbuch aufzunehmen.

Ueber die Strafwürdigkeit der Vergewaltigung in der Ehe herrscht denn auch in unseren Nachbarstaaten zunehmend Uebereinstimmung.

Ueber die Frage aber, ob eine Strafuntersuchung eingeleitet werden soll, muss nach unserer Auffassung allein die Frau, das Opfer, entscheiden können. Es kann für sie nämlich auch wichtige Gründe geben, die sie davon abhalten, den Schritt vor den Richter zu tun, vor allem, wenn sie Rücksicht auf die Kinder und die Familie nehmen will oder wenn sie verzeihen kann. Wenn man nämlich das Selbstbestimmungsrecht ernst nimmt, darf auch eine Versöhnung nicht vereitelt werden. Wir wollen also der sexuell misshandelten oder der vergewaltigten Frau die Möglichkeit geben, sich besser zu wehren, den Schritt an eine Instanz zu wagen. Ob sie diese Strafuntersuchung einleiten will, soll die Frau selber entscheiden können. Erfahrungen zeigen übrigens, dass die Angst, Frauen würden das Gesetz in diesem Fall missbräuchlich benutzen, unbegründet ist. Jede Frau wird sich eine Anzeige gründlich überlegen und nicht leichtfertig damit umgehen.

Die Möglichkeit, die Vergewaltigung in der Ehe zu bestrafen, ist kein reines Frauenanliegen, sondern es ist ein gesamtgesellschaftliches, ein ethisches Problem, an dessen Lösung sich die Einstellung unserer Gesellschaft zur Würde des Menschen ableiten lässt. Das Strafgesetzbuch ist für viele Menschen noch richtungsweisend. Es kann daher auch vorbeugend wirken.

Aus all diesen Gründen wird die SVP-Fraktion bei den Artikeln 189 und 190 der Kommissionmehrheit zustimmen. Sie wird sich auch in den übrigen Punkten – mit wenigen Ausnahmen – der Kommissionmehrheit anschliessen.

Frau Fankhauser: Der Bundesrat hat sich bei der Erteilung eines Expertenauftrages vor gut 20 Jahren und mit der Verabschiedung der Botschaft 1985 von der früheren weitverbreiteten Prüderie offiziell verabschiedet. Er hat erkannt, dass – ich zitiere aus dem damaligen Pressecommuniqué – «der Bürger selber über sein Verhalten entscheiden könne»; dies gelte ganz besonders für das zur Intimsphäre gehörende sexuelle Verhalten. Von den Bürgerinnen sagte der Bundesrat damals bezeichnenderweise nichts. Wann – und wie – kann eine verheiratete Bürgerin selber über ihr Verhalten entscheiden, ganz besonders über das zur Intimsphäre gehörende sexuelle Verhalten, wenn bei Vergewaltigungen in der Ehe die Ehefrau des Täters als Opfer nicht in Frage kommt? Ist nicht vielleicht die sexuelle Gewalt so unauffällig und so alltäglich, weil die Vergewaltigung in der Ehe nicht strafbar ist? Gibt es tatsächlich Beziehungsformen, wo sexuelle Gewalt tolerierbar ist? Gibt es Momente, in denen die Frau ihre Untertänigkeit akzeptieren muss? Wir meinen klar: Nein!

Es ist nicht akzeptabel, dass Männer, die eine Frau vergewaltigt haben, bevorzugt behandelt werden, weil sie mit dem Opfer verheiratet sind oder weil der Täter das Opfer später heiratet. So werden Abhängigkeitsmuster weitergepflegt, die sich auf die Stellung der Frau in der Gesellschaft und letztlich auf die von uns angestrebte – und vom Parlament im Eherecht sanktionierte – Partnerschaft verheerend auswirken.

Auf dem Weg zur Gleichberechtigung von Mann und Frau müssen die Instrumente des Patriarchats erkannt werden. Die sexuelle Gewalt ist ein solches Instrument. Deshalb muss die Revision des Strafgesetzes ganz klar das Selbstbestimmungsrecht im sexuellen Bereich, den Schutz der sexuellen Integrität voranstellen. Dieses Ziel wird mit der Präzisierung des Fünften Titels bereits verdeutlicht.

Dank dem Einsatz von vielen zunehmend selbstbewussten Frauen ist es gelungen, die sexuelle Gewalt gegen Frauen an die Öffentlichkeit zu bringen. Viel zu lange hat die Gesellschaft das Thema verdrängt. Wir kennen die sexuelle Gewalt der früheren Jahrhunderte höchstens aus den Hexenprozessen. Beschrieben wird die sexuelle Gewalt auch in der Chronik der Kriege: Die Eroberung der Länder ging immer mit Wellen von Vergewaltigungen einher. Seit eh und je war Missachtung des Selbstbestimmungsrechtes der Frau betreffend ihr sexuelles Verhalten Teil der Unterdrückung der weiblichen Welt – was sage ich «Teil»? Richtiger wäre: Grundlage für die Unterdrückung, Anfang der Herrschaft, Kern der Macht. Sexuelle Gewalt ist Ausdruck von Machtgefühlen. Nicht Triebtäter sind meistens am Werk, sondern Männer, die – wie Godenzi sagte: bieder und brutal – die Frauen erniedrigen wollen; Männer, die in ihrer Geschlechtsrolle gelernt haben, Konflikte mit Gewalt zu lösen.

Heute haben wir es mit der Erarbeitung neuer Gesellschaftsmuster zu tun. Im Respektieren des Willens und im Respektieren der sexuellen Integrität des Gegenübers oder aber im Brechen dieses Willens und in der Verletzung dieser Integrität wird zwischen Friede oder Krieg entschieden, zwischen Konfliktlösung mit oder ohne Gewalt, im Grunde: zwischen Achtung oder Missachtung der Menschenrechte.

Die Frauen dieses Rates haben zum ersten Mal in der Geschichte dieses Landes Gelegenheit, ihre Betroffenheit direkt in die Gestaltung des Gesetzes einzubringen. Ich gebe zu, es fällt manchmal schwer, als potentielles Opfer – als Frau, die gerne zu später Stunde verlassene Strassen zur Heimkehr benützt; als Frau, die eine Einladung zum Kaffee ohne Hintergedanken annehmen möchte; als Frau mit Lust auf soziale Kontakte ohne besondere Risiken – die Männer nicht als Vertreter der Täterschaft zu betrachten. Und trotzdem! Sicherheitspolitik für die Frauen, dies könnte das Ergebnis der heutigen Revision des Sexualstrafrechtes sein. Die langen Beratungen in der Kommission, das intensive Reden miteinander haben einen Prozess ausgelöst, der in den Anträgen der Kommission seine Spuren hinterlassen hat. Es ist zu hoffen, dass im Rat und in der Öffentlichkeit diese Entwicklung ebenso erfolgen kann. Nicht nur im Niederschreiben von Strafartikeln, auch in den Köpfen der Menschen muss etwas geschehen, sonst bleibt dies Strafgesetzevision Kosmetik. Die Beratung des

aufzugreifen, die bis heute nur in sogenannten Frauenkreisen intensiv diskutiert wurden. Die Fragen des Schutzalters und der Entkriminalisierung der Jugendliebe und der Vergewaltigung in der Ehe sind ins Zentrum der aktuellen öffentlichen Diskussion gerückt. Wir werden zu diesen Themen ausführlicher in der Detailberatung etwas sagen. Unsere Haltung ist aus den Minderheitsanträgen heraus bereits ersichtlich.

Wir sind für die Bestrafung der Vergewaltigung in der Ehe selbstverständlich auch als Officialdelikt und für die Entkriminalisierung der Jugendliebe. Wer durch sein Verhalten einem anderen Schaden zufügt, soll bestraft werden, dies ist die Leitlinie. Es soll die Selbstbestimmung geschützt werden, wie der Kommissionspräsident und die Kommissionsprecherin deutlich gesagt haben.

Einige Gedanken zu Themen, die im Schatten dieser Hauptthemen diskutiert werden oder wurden: Zum Bereich der sexuellen Ausbeutung von Kindern: Diese sexuelle Ausbeutung betrifft Kinder jeden Alters, Mädchen und Buben. Kleinkinder und Kinder im Primarschulalter scheinen am häufigsten Opfer dieser bis vor kurzem sehr tabuisierten Misshandlungen zu sein. Die Täter sind in der Mehrheit Bezugs- und Vertrauenspersonen. Hier braucht es mehr als eine blosse Strafandrohung und eine Verjährungsfristverlängerung, wie es jetzt die Kommission beschlossen hat. Ein ganzes Paket von Massnahmen drängt sich auf: Aufklärung, Beratung, Hilfe an die Opfer und ihre Angehörigen. Deshalb wurde aus unseren Reihen heute ein Postulat eingereicht.

Dasselbe gilt für den Menschenhandel: Strafandrohungen nützen wenig, wenn das Opfer aus dem Land gewiesen wird und aus dem fernen Ausland die Strafjustiz bewegen muss. In einem Bericht «Frauen aus der Dritten Welt» hat der Bundesrat mögliche Massnahmen aufgezeigt, aber soweit bekannt, keine initiiert. Auch zu diesem Punkt ist ein Postulat eingereicht worden, um den Bundesrat aufzufordern, Massnahmen zu ergreifen, damit die modernen Formen des Frauenhandels, in der Vorlage geschlechtsneutral als Menschenhandel erwähnt, wirksam bekämpft werden können. Wir begrüssen die Formulierung der Kommissionsmehrheit zur Bestrafung der sexuellen Belästigung. Wir können den Frauen Mut zurufen, sich wirksam zu wehren und von ihren Kräften Gebrauch zu machen. Dies könnte vielleicht ein Umdenken auslösen, das einen Niederschlag in Sprache und Werbung finden könnte. Ich sage «könnte», weil die Entwürdigung durch Sprache und Werbung leider straflos bleibt, es sei denn, Frau wäre persönlich verletzt.

Zurück zu den Hauptthemen der Auseinandersetzung: Es wird angenommen, dass nur 5 bis 30 Prozent der tatsächlichen Vergewaltigungen und Nötigungen bekanntwerden. Die möglichst auf die Kommastrichstelle genaue Zahl von Vergewaltigungen scheint aber neben der Tatsache nebensächlich, dass tagtäglich Männer vergewaltigen und Frauen vergewaltigt werden, die meisten davon im vertrauten Kreis. Das Bild des Triebtäters, der hinter dem Gebüsch lauert, scheint tief in den Köpfen zu sitzen, obwohl die Mehrzahl der Vergewaltigungen und der sexuellen Nötigungen innerhalb von Beziehungen stattfindet. Zu oft noch wird das Opfer in die Rolle der Täterin gedrängt. Solange aber das Opfer – entgegen den Empfehlungen der Polizei, sich besser nicht zu wehren, um sein Leben zu schützen – sich mit letzter Kraft wehren muss, um seinen Widerstand und damit seine Glaubwürdigkeit vor Gericht beweisen zu können, solange Gerichte in durchwegs männlicher Besetzung den Grad der tolerierbaren Gewalt festlegen werden – solange wird die sexuelle Gewalt leider unauffällig bleiben, solange werden auch Männer mit Frauen ungestraft brutal umgehen können. Das Opferhilfegesetz soll hier Remedur schaffen. Der Entwurf des Gesetzes weist in die richtige Richtung. Ohne eine eingehende Revision der Verfahrensbestimmungen werden die misshandelten Frauen und Kinder es schwer haben, zu ihrem Recht zu kommen. Wenn der Bundesrat sich von den patriarchalischen Vorstellungen verabschiedet, die in der Botschaft zur Sexualstrafrechtsrevision immer wieder durchsickern, sind wir dem angestrebten Ziel, die Bürgerinnen und die Bürger könnten selber über ihr Verhalten entscheiden, näher gekommen.

der Minderheit, mit Ausnahme des Minderheitsantrages Salvini, unterstützen, damit wir nicht auf halbem Weg steckenbleiben.

Frau Bär: Es gibt zweifellos einfachere Diskussionen als die, welche wir heute führen. Es gibt einfachere Gesetzesrevisionen als die des Sexualstrafrechtes. Aber es gibt wenig Diskussionen, die nötiger wären, und nicht viele Gesetzesrevisionen, die überfälliger sind als die vorliegende. Wie schwierig das Thema ist, zeigte nicht zuletzt die dreijährige Kommissionsarbeit. Dieser Gesetzesrevision gerecht werden, heisst, sich grundlegende Gedanken machen. Denn was hier in einigen nüchternen Artikeln aus dem Jahre 1937 daherkommt, geht weit über die Frage der Sexualität hinaus, widerspiegelt rund 3000 Jahre Menschheits- und Gesellschaftsgeschichte. Gesellschaftsgeschichte sage ich nur, um Sie nicht gleich zu Beginn mit dem Begriff Patriarchat zu erschrecken. Viele Menschen auf dieser Welt werden aufgrund ihrer politischen oder religiösen Ueberzeugung, viele wegen ihrer Hautfarbe unterdrückt. Eine der ältesten und schlimmsten Unterdrückungen ist die, welche des Geschlechtes wegen verübt wird. Hier sind die elementarsten Menschenrechte tangiert. Das Recht auf Selbstbestimmung, das Recht auf physische und psychische Integrität, ganz speziell das Recht auf sexuelle Selbstbestimmung wird verletzt. Das sexuelle Selbstbestimmungsrecht der Frau, namentlich der Ehefrau, ist in der Schweiz bis auf den heutigen Tag durch das Gesetz nicht geschützt. Ja, das geltende Gesetz akzeptiert Gewalt gegen Frauen als Grundmerkmal unserer Gesellschaft. Alberto Godenzi, der Verfasser einer breit angelegten Studie über Gewalt an Frauen in der Schweiz – er hat vor unserer Kommission darüber referiert –, schreibt: «In nahezu allen bekannten Gesellschaften hat sexuelle Gewalt einen traditionsreichen Platz. Sie gehört zur Reihe etablierter Umgangsformen, wo immer Männer auf Frauen stossen. Dieses extreme und gleichzeitig gewöhnliche Verhalten von Männern gegenüber Frauen wird massenhaft praktiziert.» Damit ist mit aller Deutlichkeit widerlegt, was heute noch so gerne behauptet wird: Gewalt an Frauen, die sich in ihrer brutalsten Form als Vergewaltigung manifestiert, ist nicht ein individuelles Missgeschick, das einer einzelnen Frau geschieht, und beim Täter handelt es sich nicht um einen pathologischen Einzelfall. «Vergewaltigung ist ein Alltagsgeschäft», schreibt Godenzi.

Mit dieser Revision ist also die Auseinandersetzung mit einem schmerzlichen Thema verbunden. Männer müssen sich mit der eigenen Frauenfeindlichkeit auseinandersetzen. Frauen werden sich ihrer geschlechtsspezifischen Betroffenheit bewusst. Vergewaltigung hat seit eh und je eine wichtige Funktion inne. Sie ist eine Methode bewusster, systematischer Einschüchterung und Machtdemonstration und hat nichts mit überbordender sexueller Triebhaftigkeit zu tun. Es ist sexualisierte Gewalt, mit der Herrschaftsstrukturen etabliert werden. Dies haben auch die übereinstimmenden Aussagen von Männern, die Gewalt anwenden, in der Untersuchung Godenzi ergeben. Denken wir an die Kriege: Erst durch die Vergewaltigung der Frauen des Feindes wird aus den Heldentaten ein richtiger Sieg, weil die Frauen nicht als eigenständige Persönlichkeiten gelten, sondern als Objekte und Eigentum des Mannes. Erst auf diese Weise wird der Feind so richtig erniedrigt. Bis Ende der sechziger Jahre war Gewalt an Frauen, speziell Gewalt in der Ehe, als Thema tabu. «Mann» wollte das Bild der «heilen Familie» nicht in Frage stellen, denn schliesslich gilt sie ja als Keimzelle unserer Gesellschaft, also darf die Macht des Ehemannes über seine Familienangehörigen, auch die der Kinder, nicht angetastet werden. Gewalttätigkeit in der Ehe, in einer Zweierbeziehung überhaupt spielte sich unter Ausschluss der Öffentlichkeit ab. Das eheliche Schlafzimmer hat «Mann» für die Rechtsprechung zum «verbotenen Zimmer» erklärt. Es ist das Verdienst der neuen autonomen Frauenbewegung, die Ende der sechziger Jahre den Finger auf die grosse Wunde legte, dass das Thema überhaupt in die Öffentlichkeit kam. Das Buch «Schrei laiser» und die rasch überbelegten, überbuchten Häuser für geschlagene Frauen und ihre Kinder lösten in der Schweiz starke Reaktionen aus. Diese Tatsache

in seiner Botschaft: «Es ist unverkennbar, dass unsere heutigen Vorstellungen über die Sexualität anders sind als die Vorstellungen, die zur Zeit herrschten, als das Strafgesetzbuch entstand. Eine Anpassung der Gesetzesbestimmung an diese veränderten gesellschaftlichen Auffassungen drängt sich somit auf.» Und weiter hält er fest – das ist wichtig –, das geschützte Rechtsgut solle in Zukunft die sexuelle Integrität, das sexuelle Selbstbestimmungsrecht sein. Wörtlich: «Sexuelles Verhalten ist dann strafbar zu erklären, wenn es einen andern schädigt oder schädigen könnte, wenn ein Partner in solches Verhalten nicht in verantwortlicher Weise einwilligen kann.»

Schauen Sie sich jetzt einmal die bundesrätliche Vorlage, aber auch den ständerätlichen Vorschlag unter diesen Grundsätzen an, die ich vorher zitiert habe; sie haben sich in den einzelnen Artikeln nicht niedergeschlagen! Das Ziel der Revision wird nicht erreicht, ist in der Absichtserklärung des Bundesrates steckengeblieben. Vielmehr legt der Bundesrat einen Entwurf vor, der unter dem Motto steht: Je näher die Frau dem Täter steht, desto weniger Schutz des Gesetzes genießt sie; je schwächer die gesellschaftliche Stellung des Opfers ist, desto milder geht der Gesetzgeber mit dem Täter um. Oder anders gesagt: Ist die Frau dem Täter nicht bekannt, muss er mit einer hohen Strafe rechnen; wie Sie wissen, ist das bei den wenigsten Sexualdelikten der Fall. Steht die Frau in näherer Beziehung zum Täter, ist dies nach dem Willen des Bundesrates und des Ständerates ein Strafmilderungsgrund. Missbraucht der Täter eine urteilsunfähige Frau oder eine in einem Abhängigkeitsverhältnis, kann er mit einer massiv reduzierten Strafe rechnen; nützt der Täter eine Notlage aus, ist nicht mehr Zuchthaus, sondern nur noch Gefängnis vorgesehen. Völlig straffrei geht der Mann aus, der seine eigene Ehefrau vergewaltigt. Der Ehemann des Opfers kommt nach dem Willen des Bundesrates – und zum Teil auch des Ständerates – als Täter nicht in Frage; so steht es auch in der Botschaft.

Beim heutigen Wissensstand und beim heutigen gesellschaftlichen Bewusstsein ist es nur noch zynisch, wenn der Bundesrat dazu schreibt: «Mit der Beschränkung des Vergewaltigungstatbestandes auf den ausserhehlichen Beischlaf sind keine schlechten Erfahrungen gemacht worden.» Herr Bundespräsident, ich frage Sie: Wo haben Sie sich umgehört? Wo haben Sie sich informiert, um zu einer solch ungeheuerlichen Aussage zu kommen?

Für die grüne Fraktion ist eine solche Haltung nicht akzeptabel und darf niemals Grundlage für eine Gesetzesrevision sein. Wir erwarten, dass der Bundesrat seit der Veröffentlichung der Botschaft vor fünf Jahren dazugelernt hat und heute seine frühere Haltung aufgibt. Folgende Grundsätze sind für uns unabdingbare Voraussetzung für ein Strafrecht, das der individuellen Menschenwürde und der persönlichen Integrität verpflichtet ist: Die körperliche Integrität der Frau muss gleich geschützt sein wie die des Mannes. Die sexuelle Integrität der Ehefrau muss geschütztes Rechtsgut werden. Der Tatbestand der Nötigung und der Vergewaltigung muss innerhalb und ausserhalb der Ehe gleich behandelt werden, und zwar als Offizialdelikt. Ich werde bei der Detailberatung die Begründung dazu liefern.

Vergewaltigung darf nicht über das tolerierte Mass an Gewalt definiert werden, sondern nach der Willensäusserung der betroffenen Frau. Dagegen hat folgerichtig das Strafrecht in einer freiwilligen, von beiden Beteiligten gewünschten Beziehung unter Jugendlichen nichts zu suchen.

Die Revision muss die in der Bevölkerung eingetretene Bewusstseinsveränderung aufnehmen. Sie muss den Forderungen der Direktbetroffenen, der Opfer, wie sie durch die Frauenorganisationen formuliert wurden, gerecht werden. Sie muss eine Signalwirkung haben für die langfristige positive Veränderung der kulturellen und sozialen Stellung der Frauen in diesem Lande.

M. Maitre: La révision que nous abordons, après avoir déjà traité de l'arrêté A, porte maintenant sur les infractions d'ordre sexuel. Je crois qu'il n'est pas inutile au début de cette discussion, de se souvenir que le Code pénal actuel qui a été proposé sur la base d'un message de 1937, en réalité, dans sa

mémoire est bonne, la commission d'experts mise en oeuvre par le Conseil fédéral avait planché sur cette matière en 1918 environ. Depuis, il est évident que l'évolution des moeurs est très considérable. C'est une question de conviction personnelle de savoir si cette évolution est un progrès, mais le problème n'est pas là. Aujourd'hui, cette évolution existe, nous la constatons, elle est objectivement vécue et il y a donc un décalage dans certains secteurs entre la réalité sociale, les faits et le droit, en l'occurrence le droit pénal.

Il ne convient pas ici d'entrer dans le détail des différents articles qui feront l'objet de la discussion article par article et je me bornerai, au nom du groupe démocrate-chrétien, à quelques considérations générales.

La révision dont il s'agit porte essentiellement me semble-t-il sur trois grandes têtes de chapitre. Il s'agit tout d'abord de savoir quelle est la mesure que nous voulons donner à la protection de l'enfance et de l'adolescence. Il s'agit ensuite de savoir de quelle manière nous entendons protéger la liberté des gens et, en particulier, leur liberté dans le domaine sexuel. Enfin, il sera question de savoir quel est le contour que nous voulons donner à certains éléments fondamentaux de la dignité des femmes et des hommes.

A propos du chapitre de la protection des enfants, je crois que ce qui est discuté, en particulier quant à l'âge de protection des enfants, c'est tout simplement le développement serein de l'enfance, c'est en d'autres termes, l'aptitude de notre société à considérer sereinement les équilibres nécessaires à l'adolescence, pour que celle-ci soit véritablement une transition réussie vers la maturité et vers l'âge adulte.

Au-delà de la protection des enfants, cette révision vise à affiner le concept que nous entendons donner à la protection de la liberté. A cet égard, il faut distinguer deux domaines: tout d'abord la protection de la liberté individuelle en tant que telle et nous devons admettre ici, tout à fait clairement, que les adultes consentants doivent pouvoir organiser leur vie personnelle comme ils l'entendent et que le législateur pénal n'a en principe pas à intervenir. On est là dans un domaine très typique de l'application d'un principe cardinal du droit pénal qui est celui de la subsidiarité et qui consiste à admettre que le Code pénal ne doit intervenir que comme *ultima ratio*, c'est-à-dire que lorsque d'autres moyens de la politique sociale, du droit civil, etc., ne parviennent pas à atteindre le but que l'on s'est fixé. Donc liberté individuelle, liberté des gens d'organiser leur vie personnelle, leur vie sexuelle, comme ils le souhaitent. Mais il y a également un autre aspect que nous entendons protéger, c'est la liberté du consentement. En d'autres termes, il s'agit véritablement de protéger le droit d'une personne, de déterminer librement son comportement en matière sexuelle et également de ne pas subir ce qu'elle n'entend pas accepter. C'est un des aspects assez fondamentaux de cette révision. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans le cadre de la discussion de détail.

Le troisième grand chapitre qui peut retenir notre attention dans le cadre de cette révision est celui de la protection de la dignité. C'est essentiellement le problème de la pornographie. Je crois que c'est un débat important. Il s'agit de savoir quelle est la dignité minimale que nous estimons devoir reconnaître aux femmes et aux hommes dans notre société, en d'autres termes, quelle est l'image que notre société se fait et entend projeter de cette dignité. Nous abordons un débat difficile, car les convictions des uns et des autres, sur certains points, dépassent assez largement les clivages politiques et c'est normal.

A la suite des travaux de la commission, il nous semble que d'une manière générale, on arrive à un tout relativement équilibré et c'est la raison pour laquelle le groupe démocrate-chrétien vous recommande l'entrée matière et se prononcera en faveur des solutions qui ont été retenues par la majorité de la commission.

Bonny: Die freisinnig-demokratische Fraktion begrüsst die Revision des Sexualstrafrechtes. Damit findet – so hoffen wir wenigstens – eine sehr lange, fast 20 Jahre dauernde Vorbereitungsarbeit ihr Ende, die in erster Linie auch in Experten-

lage und unterstützen praktisch in allen Punkten die Mehrheitsanträge der Kommission. Eine Ausnahme bildet der Minderheitsantrag unseres Kollegen Salvioni.

Wenn ich hier eine Fraktionsmeinung bekanntgebe, ist eine Nuancierung am Platz. Beim Sexualstrafrecht handelt es sich in der Tat um eine ausserordentlich heikle Materie. Sie wirft für jeden von uns Gewissensfragen auf, die jeder einzelne vor sich selber zu verantworten hat. Von der freisinnigen Fraktion respektieren wir daher auch die Minderheitsauffassungen, die hier im Rat vorgetragen werden. Sie werden feststellen, dass in einzelnen Punkten – z. B. bei der Vergewaltigung in der Ehe – auch divergierende Auffassungen von der Fraktionsminderheit vorgetragen werden.

Wir Freisinnigen hoffen auf eine tolerante Diskussion, auf eine Diskussion, in der gegenseitige Meinungen respektiert werden. In diesem Sinne bedauere ich das Votum von Frau Bär. Es war getragen von einem gewissen Fanatismus – ich kann es nicht anders sagen. Ich bin nicht sicher, Frau Bär, ob Sie mit diesem Stil der Sache der Frau einen guten Dienst geleistet haben.

Das Strafrecht gehört zum umfassenden Bereich des Rechtes; aber es ist eben eine Rechtsmaterie ganz spezifischer Art. Das Strafrecht widerspiegelt mehr als andere Rechtsbereiche die bestehende gesellschaftliche Situation. Es greift mehr als andere Rechtsbereiche in die Persönlichkeitssphäre, in die Intimsphäre des menschlichen Individuums ein. Es berührt sehr eng Institutionen, die für unsere Gesellschaft tragend sind wie Ehe und Familie. Dass es dabei zwischen all den Rechtsgütern, die wir schützen wollen, zu Interessenkonflikten kommt, ist objektiv unabwendbar und muss akzeptiert werden. Wichtig ist aber, dass wir diese Interessenkonflikte in einem positiven, konstruktiven Stil bewältigen.

Es ist ganz klar, dass im Sexualstrafrecht auch die Moral der Gesellschaft eine Rolle spielt. Die Moral in der Gesellschaft ist aber kein festgefügtter Begriff; es ist ein Begriff, der eben in gewissen Bandbreiten auch Fluktuationen und Schwankungen unterworfen ist. Es kommt zu Interpretationen, die je nach Standort des einzelnen zu verschiedenen Schlüssen führen. Als wichtiger Faktor ist auch die Entwicklung in unserer Gesellschaft zu berücksichtigen. Hier stellen wir fest, dass in den letzten Jahren und Jahrzehnten bedeutende Wandlungen stattgefunden haben, die miteinbezogen werden müssen. In erster Linie ist zu beachten, dass sich die Rolle der Frau in unserer Gesellschaft gewandelt hat. Die Stellung der Frau in unserer Gesellschaft ist erfreulicherweise stärker geworden, wobei wir ohne weiteres feststellen und auch zugeben, dass dieser Prozess noch nicht abgeschlossen sein darf. Die freisinnige Fraktion ist der Meinung, dass das Selbstbestimmungsrecht der Frau gerade im Bereich der sexuellen Beziehungen zu respektieren ist und dass diesem Schutz eine hohe Priorität zukommen muss. Unsere Fraktion bejaht diese Entwicklung ausdrücklich. Sie befürwortet daher einhellig alle Revisionspunkte, welche diesem Wandel Rechnung tragen.

Strafrecht schliesslich muss aber auch eine weitere Voraussetzung klar erfüllen, nämlich die Akzeptanz im Volk. Wir haben uns in diesem Rat in den letzten Sessionen verschiedentlich über das Aktienrecht unterhalten. Wir haben uns Mühe gegeben, aber sicher wird es so bleiben, dass eben sehr viele Leute in diesem Land dieses Aktienrecht wahrscheinlich nicht ganz verstehen. Das ist auch kein Landesunglück. Beim Strafrecht hingegen ist es anders. Vor allem das Sexualstrafrecht muss für alle Leute, für alle Mitbürgerinnen und Mitbürger, für alle Menschen in diesem Lande verständlich und nachföhlbar sein. Daher müssen wir zu einfachen, klaren und praktikablen Lösungen kommen, die mit den moralischen Grundprinzipien im Volk übereinstimmen.

Es ist nicht Aufgabe eines Eintretensreferates, auf alle Detailregelungen einzugehen, daher möchte ich mich auf zwei Hauptpunkte konzentrieren und hier die Haltung unserer Fraktion signalisieren.

Der Hauptstreitpunkt – das war auch in der Kommission so – ist zweifelsohne die Frage der Vergewaltigung in der Ehe. Unsere Fraktion hat sich die Sache nicht leichtgemacht, und wir haben sehr intensive Diskussionen geführt, in denen verschie-

dafür, dass die Vergewaltigung in der Ehe zu einem klaren strafbaren Tatbestand wird. Damit rücken wir von der ursprünglichen Auffassung des Bundesrates ab, die auch der Botschaft zugrunde lag. Aber man muss, Frau Bär, auch dem Bundesrat einen gewissen Lernprozess zugestehen. Er hat stattgefunden. Wir rücken aber auch ab von dem kleinen Schrittlein, das der Ständerat gemacht hat, indem er nur jene Fälle zum strafbaren Tatbestand machte, wo Ehen gerichtlich getrennt sind. Damit wollen wir zum Ausdruck bringen, dass wir das Selbstbestimmungsrecht der Frau in ihrem sexuellen Verhalten auch in der Ehe respektieren, dass wir ihre persönliche Integrität auch in der Ehe zu beachten haben.

Die Mehrheit der Fraktion will den Tatbestand der Vergewaltigung in der Ehe als Antragsdelikt ausgestalten und nicht als Officialdelikt. Das hat – das möchte ich klar betonen – in keiner Weise mit einer Relativierung dieses Deliktes, also nichts mit der Schwere dieses Tatbestandes zu tun; es hat vielmehr damit zu tun, dass die Ehefrau selber, wirklich allein, darüber bestimmen können muss, ob ein Strafverfahren mit schwerwiegenden Konsequenzen für ihre Familie, für ihre Kinder in Gang gebracht werden wird, ob die Mühlen der Strafjustiz zu mahlen beginnen. Vielleicht möchte sie das aus ganz bestimmten Gründen gar nicht, welche es auch immer seien. Es stimmt nicht, Frau Grendelmeier, wenn Sie sagen, wir würden jetzt eine Lösung treffen, bei der in gewissen Fällen durch die Vergewaltigung in der Ehe kein Rechtsgut verletzt werde. Es ist ganz klar, dass in jedem Fall, auch dort, wo die Frau nicht Antrag stellt, ein Rechtsgut verletzt wird. Die einzige Frage – und dort liegt der Unterschied zwischen dem Antrags- und dem Officialdelikt – ist die, ob die Frau will, dass eine Strafverfolgung stattfindet. Es ist in einem gewissen Sinn ein Schutz der Ehefrau vor Dritten, damit sie nicht einer Anzeige ausgesetzt wird, die fahrlässig die Mühlen der Strafjustiz in Gang bringt. Das ist eine Grundsatzfrage, und wir Freisinnigen bewegen uns hier durchaus auf unserer ideologischen Grundlinie, welche das menschliche Individuum in den Mittelpunkt stellt.

Und nun zum zweiten Streitpunkt, der die Kommission stark beschäftigt hat und wo wir uns in der Lösung recht nahegekommen sind, zum Schutzalter der Kinder: Hier ist unsere Fraktion für die Beibehaltung des Schutzalters von 16 Jahren. Sie ist der Meinung, dass die Fälle der Jugendliebe ausklammern wollen. Wir wollen berücksichtigen, dass in den letzten Jahren bei den Kindern eine Tendenz offenbar wird, die ein Auseinanderklaffen der Entwicklung zeigt: Es gibt heute sechzehnjährige junge Menschen, die Schutz nötig haben, weil sie noch Kinder sind. An sie müssen wir auch denken. Es gibt andererseits viele junge Menschen dieses Alters, die sich vom Elternhaus emanzipiert haben, die in ihrer geistigen und körperlichen Entwicklung viel weiter fortgeschritten sind als andere Gleichaltrige. Da wäre es stossend, wenn wir solche Fälle als Jugendliebe ausklammern würden.

Die FDP-Fraktion ist überzeugt, dass wir es hier mit einer guten Vorlage zu tun haben. Sie meint, dass das, was durch die Mehrheitsanträge beantragt wird, massvoll ist und mit der Entwicklung in der Gesellschaft Schritt hält. Eine Nichtberücksichtigung der gesellschaftlichen Entwicklung im Strafrecht wäre falsch. Wir sind der Meinung, dass wir eine Vorlage haben müssen, die dem Selbstbestimmungsrecht aller Menschen im sexuellen Bereich – vor allem jenem der Frau – Rechnung trägt: Gleichzeitig wollen wir Sorge tragen, dass grundlegende Institute unserer Gesellschaft wie Ehe und Familie respektiert werden.

M. Leuba: Le groupe libéral est favorable à l'entrée en matière sur le projet qui vous est présenté.

Il constate tout d'abord que notre Code pénal, qui est entré en vigueur le 1er janvier 1942, déjà voté par le peuple en 1937, remonte en réalité, en raison des travaux préparatoires, au début des années vingt et même à la fin des années 1918-1919. Même si certaines dispositions du chapitre qui nous intéresse, qui s'appelaient «Infractions contre les moeurs» et qui est devenu «Infractions d'ordre sexuel», ont été révisées en 1950 et en 1971, il n'en reste pas moins que ce texte a vieilli dans ses conceptions mêmes et qu'il est dès lors parfaitement judicieux de

Peut-être peut-on exprimer ici un regret, à savoir la longueur de la procédure d'élaboration de ce texte. Je rappelle que le message date de 1985 déjà et que ce texte ne sera pas adopté en 1990 puisque nous devons encore éliminer les divergences. Je rappelle encore qu'en raison de cette longueur, seuls deux des conseillers fédéraux qui ont adopté le message sont encore en fonction et qu'aucun des chefs du Département de justice et police qui ont préparé, défendu ou adopté le message devant le Conseil des Etats n'occupe encore son poste. Dans la discussion de détail nous reviendrons notamment sur les sujets importants et brûlants que sont en particulier l'âge de protection et le viol conjugal, mais ici précisément nous ne voulons pas aborder les détails car le risque, dans une discussion de ce genre, c'est que, tout comme l'arbre cache la forêt, les détails nous empêchent de voir la ligne générale que nous devons observer pour cette révision.

Le groupe libéral s'est posé quelques questions sur les grands principes que l'on devait appliquer en matière de droit pénal appliqué aux infractions d'ordre sexuel. Il nous semble bon de rappeler ces grands principes.

Tout d'abord, en matière de mœurs, le droit doit être modeste. On pourrait longuement épiloguer et dissenter sur les relations entre droit et morale, qui sont un peu celles des vieux couples qui vivent à la fois de complicité et d'opposition. Complicité, car lorsqu'on parle de l'âge de protection des enfants, du droit d'auto-détermination de la femme, on légifère en réalité sur des valeurs morales auxquelles nous sommes attachés. Opposition, parce que lorsque l'on traite de la pornographie, de la prostitution, il est évident que la morale et le droit ne coïncident pas et que ce qui peut être moralement condamnable doit échapper aux dispositions pénales. Il est inutile de vouloir lutter par la loi pénale contre les mœurs admises au travers de ce Code pénal. Tel est le cas par exemple d'une disposition que l'on abandonne, celle sur l'adultère, qui a démontré que le Code pénal ne pouvait pas se substituer ici à des règles morales individuelles. De même, il est inadmissible de penser que l'on va façonner la société future au moyen des règles du droit pénal. On ne modèlera pas la société par ces règles, ici le droit pénal suit l'évolution des mœurs.

Le deuxième principe, c'est le caractère extraordinairement populaire du droit pénal, car il s'agit du droit qui nous régit véritablement tous; en effet, chacun, même s'il n'a aucun intérêt pour les problèmes juridiques – Dieu soit loué, c'est le cas de la majorité de nos concitoyens – y est soumis et chacun doit savoir ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. C'est pourquoi – et c'est le deuxième principe que le groupe libéral voudrait rappeler – le droit pénal doit être simple dans sa conception et dans son application. Il doit être facilement compréhensible pour le simple citoyen.

Troisième principe, nous souhaitons un droit réaliste, c'est-à-dire un droit qui repose sur le sentiment général de la population. Nous avons toujours prétendu qu'il est vain pour le législateur de vouloir imposer des règles pénales qui ne sont pas ressenties comme justes par une majorité de nos concitoyens. C'est toujours le cas dans une démocratie ouverte et non policière: l'application du droit doit correspondre à un sentiment général, faute de quoi le droit est inapplicable.

Quatrième principe, nous voulons protéger les faibles, rôle de l'Etat. C'est la raison pour laquelle nous sommes intransigeants sur l'âge de protection des enfants. Nous voulons ici protéger l'innocence, la naïveté, et il n'est pas normal que nous sacrifions ces valeurs à un autre principe auquel nous sommes attachés, à savoir celui de la liberté. Par conséquent s'agissant de l'âge de protection des enfants, nous voulons protéger ici le faible, nous voulons le protéger aussi dans le mariage – dans la mesure où la femme est le faible dans le mariage, ce qui serait encore à démontrer – nous voulons protéger l'abus de la force physique dans le mariage. C'est pourquoi nous nous rallions à la proposition de la majorité de la commission.

Nous voulons un homme libre et responsable. Cela signifie que le développement de cet homme, la préparation de l'enfant à sa vie d'homme doivent être protégés. Nous savons trop bien quelles sont les lésions souvent irréversibles qui peuvent

sont commis sur eux. C'est la raison pour laquelle la solution de la commission nous paraît excellente à ce sujet, avec une protection relativement élevée de l'âge puis avec cette possibilité d'échapper à la sanction pénale si la différence d'âge entre l'auteur et la victime n'est pas trop importante.

Comme cinquième principe, nous voulons protéger la libre détermination. Nous considérons le citoyen comme libre, raison pour laquelle, dans ce domaine, nous donnons la préférence à la poursuite du viol conjugal sur plainte. J'aurais l'occasion d'y revenir dans la discussion de détail.

Nous saluons aussi les dispositions sur la pornographie qui nous paraissent démontrer clairement ce qu'on a voulu dans cette révision, protection absolue des mineurs, protection de tous ceux qui ne souhaitent pas être attaqués, agressés par la pornographie, mais liberté pour ceux qui trouvent quelque plaisir dans ce genre de distraction.

Nous approuvons, également, d'une manière générale, la théorie subjectiviste qui inspire la révision du Code pénal, à savoir que l'on doit punir l'auteur non pas en fonction du résultat atteint, mais en fonction du résultat qu'il voulait atteindre. Cela nous paraît aussi important.

Nous voulons enfin – c'est le dernier principe – un droit pénal équilibré. Il y a des biens qui doivent être protégés. Nous avons cité la libre détermination de l'homme ou de la femme et cela c'est un de ces biens qui doit être protégé. Mais – je crois qu'on ne l'a pas encore dit à cette tribune – le droit pénal doit aussi s'appliquer à la vie et ne pas être un simple objet de réflexion, de cabinet de professeur ou même d'une salle de parlementaires. Il faut donc permettre au juge de tenir compte de toutes les circonstances de la vie qui sont toujours beaucoup plus compliquées, beaucoup plus diffuses que les circonstances que nous pouvons imaginer en notre qualité de législateur.

Dès lors, il faut aussi tenir compte du fait que le juge, lorsqu'il se trouve en présence de l'auteur, se trouve en présence d'un homme en chair et en os, qui a ses propres réactions, qui, sans doute, mérite d'être puni lorsqu'il a commis un acte illégitime, mais qui aussi mérite d'être compris et mérité que l'on recherche quelles sont ses motivations. Nous le disons de manière très claire, nous ne discutons pas le principe du bien protégé, par exemple la libre détermination de la femme en matière sexuelle mais, en revanche, nous voulons que, lorsqu'il s'agit d'apprécier la faute, lorsqu'il s'agit d'apprécier la sanction, le juge ait la liberté de tenir compte de l'ensemble des circonstances. Or, ces circonstances ne peuvent pas être décrites d'une ligne dans le Code pénal.

C'est dans cet esprit que le groupe libéral soutiendra les propositions de la majorité de la commission, sauf en ce qui concerne la proposition de minorité de M. Salvioni.

Bundespräsident Koller: Zunächst möchte ich dem Kommissionspräsidenten und der Berichterstatterin deutscher Zunge bestens für die eingehende Präsentation der Vorlage und den Fraktionssprechern für die gute Aufnahme danken. Wir sind uns alle einig: Bei der Revision des Sexualstrafrechts geht es um einen sehr sensiblen und delikaten Normenbereich. Toleranz – Herr Bonny hat darauf hingewiesen – ist hier besonders notwendig. Wir sollten nicht zum vornehmsten in jeder andern, von der eigenen abweichenden Meinung einen Ausdruck von kämpferischem Feminismus oder unverbesserlichem Patriarchalismus sehen.

Die Strafe ist Teil der Rechtsordnung, ja sie sichert unsere Rechtsordnung. Das Strafrecht verleiht bestimmten Rechtsgütern einen verstärkten Schutz. Nur die Verletzung der wichtigsten Verhaltensvorschriften wird mit Strafe geahndet. Das Strafrecht mit den Folgen Strafe oder Massnahme ist immer gerechtfertigt, aber auch nur insoweit, als es notwendig ist, weil es keine andere Möglichkeit gibt, das Recht durchzusetzen. Strafrecht ist zudem Teil unserer Kultur. Es reflektiert auch Änderungen von Wertvorstellungen in unserer Gesellschaft. Es liegt daher in der Natur der Sache, dass ein Gesetz, das aus den dreissiger und vierziger Jahren stammt, heute revisionsbedürftig ist. Rechtsgüterschutz ist aber nicht der alleinige Zweck der Strafe. Die Resozialisierung des Täters ist eine wei-

Der Gesetzgeber ist daher dauernd vor die Aufgabe gestellt, zu prüfen, ob auf Strafbestimmungen zu verzichten sei, und gleichzeitig mit der Frage konfrontiert, ob veränderte Verhältnisse neue Vorschriften erfordern. Das Strafrecht führt sodann mit seinen Durchsetzungsmechanismen der Strafen und Massnahmen zu besonders schweren Eingriffen in die Persönlichkeit der Betroffenen. Schon deshalb ist mit Ueberlegung, Distanz und Zurückhaltung zu legiferieren. Zwei Parameter setzen für das Strafrecht als Ordnung über strafwürdiges Verhalten den Rahmen: Nicht alles, was rechtswidrig ist, ist strafwürdig, und das Strafrecht muss daher subsidiär sein. Es soll nur dort eingreifen, wo andere Mittel nicht ausreichen oder die an sich verletzende Handlung geringfügig ist, das heisst die Rechtsordnung nicht wesentlich stört. Diese Gedanken über strafwürdiges Strafrecht und Strafe prägen auch den Entwurf des Bundesrates zur Revision des Sexualstrafrechts. Es darf heute nicht mehr darum gehen, ein bestimmtes sexuelles Verhalten unter Strafe zu stellen oder vorwiegend moralische Auffassungen mit dem Mittel des Strafrechts durchzusetzen. Eine solche Gesetzgebung würde den kriminalpolitischen Zielsetzungen der Strafe und auch dem Grundsatz widersprechen, wonach der Bürger in einer Demokratie selber über sein Verhalten entscheiden soll – sofern er nicht durch sein Handeln oder Unterlassen andere schädigt. Es gilt, gerade in einer wertpluralistischen Gesellschaft, den Satz vom Recht als ethischem Minimum zu beachten.

Für die Strafwürdigkeit sexuellen Verhaltens ist nach der Revision denn auch nicht massgeblich, ob eine Handlung wegen ihrer fehlenden Uebereinstimmung mit gewissen moralischen Vorstellungen unter Strafe zu stellen ist. Entscheidend ist vielmehr, ob dadurch elementare Interessen von Dritten oder der Gesellschaft verletzt werden. Im Vordergrund des Interesses stehen dabei die unbeflügelte Freiheit der sexuellen Selbstbestimmung als einem Persönlichkeitsrecht, aber auch die ungestörte Persönlichkeitsentwicklung von Kindern und Jugendlichen im sexuellen Bereich.

Drei Leitgedanken sind für die Strafwürdigkeit sexuellen Verhaltens massgebend: Sexuelles Verhalten soll nach unserer Revisionsvorlage nur dann sanktioniert werden, wenn es einen anderen schädigt oder schädigen könnte; wenn der Partner wegen mangelnder Selbstbestimmungsfähigkeit die Tragweite einer solchen Handlung nicht erkennen kann oder aber wenn jemand davor bewahrt werden soll, gegen seinen Willen sexuelle Handlungen zu erdulden oder sexuelle Darstellungen wahrnehmen zu müssen.

Mit 26 Stimmen, bei einer Ablehnung, folgte der Ständerat vor drei Jahren diesem Konzept. Während nun dieses Konzept als solches auch in Ihrer Kommission kaum in Frage gestellt wurde, bestehen aber doch recht unterschiedliche Auffassungen darüber, wie es in konkrete Rechtsnormen gefasst werden soll. Ich möchte daher kurz zu drei neuralgischen Punkten des Revisionsentwurfes Stellung nehmen.

Die erste Frage betrifft das sogenannte Schutzalter. Von welchem Alter an kann einem jungen Menschen die Fähigkeit zugesprochen werden, in sexueller Hinsicht selbstverantwortlich zu handeln? Unbestreitbar ist, dass nicht alle Jugendlichen diese Schwelle erreicht haben, wenn sie das 14., 15. oder 16. Altersjahr vollendet haben. Optimal wäre daher zweifellos eine individuelle Beurteilung von Fall zu Fall, je nach Stand der körperlichen und geistig-seelischen Entwicklung der Jugendlichen. Gegen eine solche differenzierte Regelung sprechen aber eine Reihe von praktischen Gründen. Denn schon die körperliche Reife eines Kindes liesse sich ohne Eingriffe in dessen Persönlichkeit nicht leicht feststellen. Noch viel schwerer aber wäre die Erueirbarkeit der geistig-seelischen Reife der Jugendlichen. Ein solches Abstellen auf die individuelle Reife der Jugendlichen würde sodann dem Täter fast immer die Ausrede ermöglichen, er habe das Kind für geschlechtsreif gehalten.

Aus diesen Gründen und namentlich mit Blick auf den Schutz des Opfers, aber auch mit Blick auf die unbedingt notwendige Rechtssicherheit, drängt sich daher notwendigerweise eine zugegebenermassen schematische, feste Altersgrenze für das Schutzalter auf.

gen, dass mit der heute früher eintretenden körperlichen Entwicklung junger Menschen regelmässig auch eine beschleunigte seelische Reife einhergeht. Ihre Kommission, Bundesrat und Ständerat schlagen Ihnen daher mit guten Gründen vor, grundsätzlich an der bisherigen Altersgrenze von 16 Jahren festzuhalten.

Nun sind wir uns alle freilich bewusst, dass eine solche schematische Grenze nicht allen Fällen gerecht wird. Bundesrat und Ständerat empfehlen Ihnen daher eine fakultative Straffreiheit für jene Fälle, in denen sexuelle Beziehungen zwischen Jugendlichen unter 16 Jahren und Partnern bestehen, die nicht älter als 20 Jahre sind. Insbesondere möchten wir die fakultative Straffreiheit für Fälle sogenannter echter Jugendliebe vorsehen.

Ihre Kommission hat diesen Gedanken der Entkriminalisierung von Beziehungen zwischen Jugendlichen noch weitergesponnen, denn nach ihren Vorschlägen sollen sexuelle Handlungen zwischen Jugendlichen unter 14 Jahren absolut straffrei sein. Die Kommission schlägt sodann absolute Straffreiheit vor für sexuelle Beziehungen zwischen einem über 14-jährigen Jugendlichen und einem nicht mehr als vier Jahre älteren Partner.

Schliesslich kommt nach den Beschlüssen Ihrer Kommission auch noch das bundesrätliche Konzept zum Tragen. Die zuständige Behörde kann von der Strafverfolgung, Ueberweisung an das Gericht oder Bestrafung absehen, wenn der Partner das 20. Altersjahr noch nicht zurückgelegt hat und der jugendliche Partner jünger als 16 Jahre alt ist.

Ihre Kommission hat damit versucht, sämtliche Entkriminalisierungsmöglichkeiten für Fälle sogenannter Jugendliebe zwischen Jugendlichen unter 14 Jahren und den klassischen Fällen der Jugendliebe zwischen über 14-jährigen Jugendlichen aususchöpfen. Nach näherer Betrachtung Ihrer Vorschläge und eingehender Analyse der doch sehr kasuistischen und meiner Meinung nach auch wenig übersichtlichen Regelungen muss ich jedoch feststellen, dass obligatorische und fakultative Straffreiheit nicht nahtlos miteinander verknüpft sind. Der teils zufällige Wechsel von der absoluten zur fakultativen Straffreiheit oder von der fakultativen zur absoluten Straffreiheit ist unübersichtlich und teils sogar widersprüchlich. Der Jugendliche weiss danach nicht mehr, ob er gegebenenfalls ein Strafverfahren in Gang setzt oder nicht. Er weiss nicht mehr, ob das, was er tut, auch wirklich strafwürdig ist oder nicht. Rechtsunsicherheit und mangelnde Bestimmtheit sind die Folgen dieses allzu kasuistischen Aufbaus der Straftatbestände und der Strafbefreiungsgründe.

Vor allem die pauschale Strafflosigkeit geschlechtlicher Handlungen zwischen 14-jährigen Jugendlichen und Partnern, die bis zu 4 Jahre älter sind, wird einem vernünftigen Schutz der jeweils jüngeren Person nicht gerecht. Ja, es gibt gar keinen Schutz mehr, auch dann nicht, wenn ein Abhängigkeitsverhältnis aufgrund des Altersunterschiedes entsteht und missbraucht wird. Im Ergebnis schlagen Sie vor, in diesen Bereichen, also zwischen 14- und 18-jährigen, zwischen 15- und 19-jährigen Jugendlichen erst einzugreifen, wenn es zu sexueller Nötigung oder gar zu Vergewaltigung kommt, also brutale Verbrechenstatbestände erfüllt sind.

Mit dieser Lösung können Sie nach Auffassung des Bundesrates der Vielfalt der Lebenswirklichkeit nicht gerecht werden. Ich bitte Sie deshalb, den bundesrätlichen Vorschlag nochmals in Erwägung zu ziehen. Der Entwurf des Bundesrates und des Ständerates ist klar und flexibel. Er kann allen Situationen echter Jugendliebe angemessen durch Strafbefreiung Rechnung tragen. Er stellt aber für Opfer-Täter-Verhältnisse, die auch zwischen 14- und 18-jährigen oder zwischen 15- und 19-jährigen – wie wir aus dem praktischen Leben wissen – möglich sind, nicht von vornherein einen totalen Freipass aus. Soviel zum Schutzalter.

Um einen weiteren, heiklen Punkt geht es beim Vergewaltigungstatbestand. Wie Sie wissen, hat der Bundesrat im Jahre 1985 beschlossen, auf eine strafrechtliche Ahndung der Vergewaltigung der Ehefrau zu verzichten. Damals waren für den Bundesrat folgende Ueberlegungen massgebend: Er sah vor allem erhebliche Schwierigkeiten des Tatbeweises. Es wären

welche die Intimsphäre der Ehegatten empfindlich trafen. Schliesslich hatte er auch Bedenken, Kinder als Auskunftspersonen beizuziehen, weil damit erhebliche Nachteile für die betroffenen Familien verbunden sein könnten. Die vorberatende ständerätliche Kommission folgte dann mehrheitlich dem Bundesrat. Das Plenum des Ständerates gab jedoch im Jahre 1987 mit der Annahme des Antrages von Frau Ständerätin Josi Meier – Strafbarkeit der Vergewaltigung von Ehepartnern, denen getrennt zu leben gestattet ist – zu verstehen, dass es Sache des Nationalrates sei, das Problem einer ganzheitlichen Lösung zuzuführen. Ihre Kommission hat in sehr ausgedehnten Diskussionen nach dieser Lösung gesucht und die Grundsatfrage Strafbarkeit der Vergewaltigung in der Ehe einstimmig bejaht. Zur Frage der Ausgestaltung des Deliktes kamen vier Varianten in Betracht: Antragsdelikt, Offizialdelikt, Offizialdelikt mit Widerspruchsrecht oder Offizialdelikt mit Ermächtigungsvorbehalt. Die grosse Mehrheit der Kommission hat sich dann für das Antragsdelikt entschieden. Mit Blick auf die heutige Beratung hat der Bundesrat auch dieses Thema erneut in Erwägung gezogen. Ich kann Ihnen mitteilen, dass der Bundesrat einer Ausgestaltung dieses Tatbestandes als Antragsdelikt heute zustimmt. Er ist zur Ueberzeugung gelangt, dass im Hinblick auf das überragende Rechtsgut der sexuellen Selbstbestimmung der Frau die Vergewaltigung auch in der Ehe strafbar sein muss, das heisst, strafrechtlichen Schutz verdient und verlangt. Wenn der Bundesrat sich hier für ein Antragsdelikt ausspricht, dann deswegen, weil damit das Selbstbestimmungsrecht der Ehefrau voll zum Tragen kommt. Es muss nämlich nach Auffassung des Bundesrates auf die besondere Beziehung in einer Ehe Rücksicht genommen werden. Das heisst, die Strafverfolgungsbehörde soll nicht ohne oder gegen Veranlassung einer Ehefrau ermitteln. Gerade dann, wenn der Gesetzgeber das Recht auf Selbstbestimmung der Ehefrau wirklich ernst nimmt, darf er auch eine von der Ehefrau gewollte Versöhnung – Frau Zölch hat zu Recht darauf hingewiesen – nicht vereiteln, zumal hier auch weitere Rechtsgüter, nämlich das Wohl der Ehe und der Familie, mitzuberücksichtigenden sind.

Weitere Kernpunkte der Revision sind die Ausnützung einer Abhängigkeit, die sich als Voraussetzung für die Strafbarkeit einer Reihe von Tatbeständen versteht, so bei geschlechtlichen Handlungen mit Abhängigen, Anstaltspfleglingen, Gefangenen und mit Beschuldigten, ferner bei Ausnützung einer Notlage sowie bei der Förderung der Prostitution. Die Strafwürdigkeit liegt hier darin, dass die erwähnten Personen durch das Bestehen einer Abhängigkeit dazu verleitet werden, in sexuelle Zumutungen oder in die Ausübung der Prostitution einzuwilligen, was sie aus freien Stücken nicht getan hätten.

Zur Pornographie: Dem Strafrecht kommen auf dem Gebiete der Pornographie meines Erachtens drei Aufgaben zu: Das Strafrecht soll junge Menschen vor der Wahrnehmung solcher Darstellungen bewahren, es soll verhindern, dass jemand gegen seinen Willen Darstellungen trivial sexuellen Inhalts wahrnehmen muss, und es soll schliesslich harte Pornographie schlechthin verbieten. Als harte Pornographie qualifizieren sich Darstellungen, die geschlechtliche Handlungen mit Kindern, Tieren, menschlichen Exkrementen oder Gewalttätigkeiten zum Inhalt haben. Mit dem absoluten Verbot solcher menschenunwürdiger Darstellungen zieht der Bundesrat eine Parallele zum absoluten Verbot menschenverachtender Brutalos, wie Sie das in Artikel 135 des Strafgesetzbuches bereits vor einem Jahr beschlossen haben.

Erlauben Sie mir noch einige Bemerkungen zum Militärstrafrecht: Wie immer bei Revisionen des Strafgesetzbuches sind auch die entsprechenden Bestimmungen des Militärstrafgesetzes anzupassen. Wir werden darauf in der Detailberatung zurückkommen. Auf einen Punkt möchte ich aber bereits hier hinweisen: Es geht um die Homosexualität im Militärdienst. Bundesrat und Ständerat übernahmen den Vorschlag der Expertenkommission, entgegen der Regelung im bürgerlichen Strafrecht homosexuelle Handlungen im Militärdienst weiterhin zu bestrafen. Ihre Kommission hat das einstimmig abgelehnt. Auch über diesen Punkt hat der Bundesrat nochmals beraten. Er ist heute bereit, sich ebenfalls für die Straflosigkeit

Prinzip der sexuellen Selbstbestimmung auszugehen. Zu schützen ist im Militärdienst allein die Dienstordnung oder der Dienstbetrieb, und dieser kann sowohl durch heterosexuelle als auch durch homosexuelle Handlungen gestört werden. Solche Tatbestände lassen sich aber im Militärdienst disziplinarrechtlich regeln.

Zum Gesetzentwurf C: Es geht bei diesem Entwurf um zweierlei, um den Konsum geringer Mengen von Betäubungsmitteln im Militärdienst und um die Möglichkeit der nachträglichen Umwandlung der Strafe eines verurteilten Rauschgiftsüchtigen in eine Massnahme im bürgerlichen Strafrecht. Der Entwurf C betraf ursprünglich ausschliesslich eine Aenderung des Militärstrafgesetzes. Wir schlagen Ihnen eine neue Bestimmung vor, die es dem Truppenkommandanten erlaubt, gegen Konsumenten geringer Mengen von Betäubungsmitteln direkt vorzugehen. Der Konsum geringer Mengen von Betäubungsmitteln ist während der Rekrutenschule heute nicht selten. Er hat keine Dienstuntauglichkeit zur Folge, denn in der Regel sind die Konsumenten sozial integriert. Das schliesst jedoch nicht aus, dass der Drogenkonsum auch in kleinen Mengen den betreffenden Wehrmann zu einer Gefahr für sich selbst und die ihn umgebenden Personen werden lässt, insbesondere während Schiessübungen. Dem Truppenkommandanten soll daher ermöglicht werden, in solchen Fällen disziplinarische Sanktionen zu verhängen. Der Drogenkonsum in geringen Mengen während des Militärdienstes wird deshalb neu disziplinarisch geahndet.

Aufgrund eines Antrages von Herrn Ständerat Jagmetti schlägt Ihnen sodann der Ständerat vor, im Zusammenhang mit der Drogendelinquenz auch eine Vorschrift des Allgemeinen Teils des Strafgesetzbuches zu ergänzen. Es geht um die Drogensüchtigen. Nach Artikel 44 des Strafgesetzbuches kann der Richter zum Zeitpunkt der Urteilsfällung entscheiden, ob eine Strafe zu vollziehen sei oder ob an die Stelle einer Strafe eine Massnahme im Sinne einer Behandlung zu treten habe. Ordnet der Richter eine Massnahme an, kann bei Erfolglosigkeit eine Strafe vollzogen werden. Wenn sich der Richter jedoch für eine Strafe entscheidet, ist eine resozialisierende Umwandlung in eine Massnahme nicht mehr möglich. Der Beschluss des Ständerates geht nun dahin, die nachträgliche Anordnung einer Massnahme zu ermöglichen. Der Bundesrat stimmt diesem Anliegen zu.

Das Sexualstrafrecht ist zweifellos revisionsbedürftig. Umstritten ist nicht die eigentliche Zielsetzung der Revision, nämlich der Schutz der sexuellen Integrität der Erwachsenen und der ungestörten Entwicklung der Jugendlichen, sondern lediglich das Ausmass und die konkrete Ausgestaltung des strafrechtlichen Schutzes.

Die Kommissionsmehrheit und der Bundesrat haben sich um einverständliche Lösungen bemüht, die zweifellos auch eine Chance haben, von der Mehrheit unseres Volkes akzeptiert zu werden. In diesem Sinne beantrage ich Eintreten auf diese Revisionsvorlage.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Detailberatung – Discussion par articles

**B. Schweizerisches Strafgesetzbuch
Militärstrafgesetz
(Strafbare Handlungen im Sexualbereich)**

**B. Code pénal suisse
Code pénal militaire
(Infractions d'ordre sexuel)**

Titel und Ingress, Ziff. I Ingress, Art. 110 Ziff. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I préambule, art. 110 ch. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Fünfter Titel*Antrag der Kommission*

Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität

Titre cinquième*Proposition de la commission*

Infractions contre l'intégrité sexuelle

M. Cotti, rapporteur: Je dois vous soumettre une modification qui a été oubliée lors de la préparation du dépliant. A la lettre B – Code pénal suisse, Code pénal militaire – vous trouvez entre parenthèses «Infractions d'ordre sexuel», que l'on doit remplacer par la locution «Infractions contre l'intégrité sexuelle» comme cela figure au titre cinquième. C'est la même chose en allemand, où il faut ajouter «Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität».

*Angenommen – Adopté***Art. 187 Ziff. 1***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 187 ch. 1*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 187 Ziff. 1bis***Antrag der Kommission**Mehrheit*

Die Handlung ist nicht strafbar, wenn das Kind mindestens 14 Jahre alt und der Täter nicht mehr als 4 Jahre älter ist. Die Handlung ist ebenfalls nicht strafbar, wenn alle Beteiligten weniger als 14 Jahre alt sind.

Minderheit

(Hafner Ursula, Bär, Braunschweig, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner, Stamm)

Die Handlung ist nicht strafbar, wenn der Täter nicht mehr als 4 Jahre älter ist als das Kind. Die Handlung ist ebenfalls

Antrag Steffen

Streichen

Art. 187 ch. 1bis*Proposition de la commission**Majorité*

L'acte n'est pas punissable si l'enfant est âgé de 14 ans au moins et si l'auteur n'est pas de 4 ans plus âgé que lui. L'acte n'est pas non plus punissable si tous les participants sont âgés de moins de 14 ans.

Minorité

(Hafner Ursula, Bär, Braunschweig, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner, Stamm)

Si la différence d'âge entre l'auteur et l'enfant est de moins de 4 ans, l'acte n'est pas punissable. L'acte n'est pas non plus punissable

Proposition Steffen

Biffer

M. Cotti, rapporteur: Je dirai quelques mots en guise d'introduction sur cet article où il s'agit d'assurer à l'enfant un développement paisible jusqu'à ce qu'il ait atteint la maturité nécessaire pour consentir de manière responsable à des actes d'ordre sexuel.

Le droit actuel connaît déjà une limite d'âge fixe, qui a l'avantage décisif de la précision par rapport à une réglementation qui se fonderait sur l'immaturation de l'enfant dans le cas particulier. Si la maturité était déterminante, l'auteur pourrait facilement se libérer de toute peine en faisant valoir qu'il était dans

miner. Si l'expérience sexuelle de l'enfant devait jouer un rôle, la procédure pénale deviendrait plutôt un procès intenté à la victime tendant à prouver sa perversion. Le droit actuel prévoit donc l'âge protégé de 16 ans.

La commission d'experts a également opté pour un âge limite fixe considérant toutefois que la maturité physique plus précoce aujourd'hui qu'autrefois implique chez les jeunes une accélération du développement psychique et justifierait l'abaissement de cette limite à 14 ans. Le Conseil fédéral ayant relevé, lors de la procédure de consultation, qu'une forte minorité s'était exprimée en faveur d'un âge limite de 15 ans et qu'une autre minorité importante s'était exprimée en faveur du maintien de l'âge limite actuel, soit 16 ans, en contestant le fait que la maturité psychique va de pair avec le développement physique, craignait qu'un abaissement de la limite d'âge soit mal compris par les adolescents qui l'aurait considéré comme le feu vert à une grande liberté sexuelle.

Pour sa part, la commission a considéré comme non satisfaisantes aussi bien la proposition du Conseil fédéral que celle de la commission d'experts. C'est pourquoi, dans le but de ne pas criminaliser les amours juvéniles, elle vous propose, en se basant sur des considérations du professeur Killias et après avoir examiné différentes propositions, d'adopter l'alinéa 1bis qui prévoit, je le répète encore une fois, la non-punissabilité si l'enfant est âgé de 14 ans au moins et si l'auteur n'a au maximum que quatre ans de plus, ainsi que la non-punissabilité lorsque tous les participants ont moins de 14 ans. En d'autres termes, nous avons dépénalisé les amours juvéniles par une formulation qui s'écarte de celle du Conseil fédéral et du Conseil des Etats. Nous considérons en effet que l'âge protégé doit rester celui de 16 ans mais que, lorsque la victime est âgée de 14 ans et qu'entre elle et l'auteur la différence d'âge est au maximum de quatre ans, l'acte n'est pas punissable. Nous avons adopté ici les idées du professeur Killias, tout en fixant un âge limite de protection absolue de 14 ans.

Je ne pense pas qu'on puisse considérer cette méthode comme compliquée. Elle est à mon avis assez simple, surtout si l'on se place dans les conditions de la tranche d'âge intéressée. Il s'agit de jeunes gens qui ont mûri au même moment, qui ont plus ou moins les mêmes expériences, la même culture, la même éducation, la même préparation, qui partagent les heures de travail comme celles de loisirs. Je pense que cette règle ne peut vraiment pas être considérée comme une règle illisible ou d'interprétation difficile comme vient de le dire M. Koller, président de la Confédération.

Quant à l'acte incriminé, c'est la participation d'un enfant à un acte d'ordre sexuel. Contrairement à l'article 191 actuellement en vigueur, la nouvelle disposition ne fait plus aucune distinction entre l'acte sexuel, les actes analogues ou ceux contraires à la pudeur. Par acte d'ordre sexuel, on entend, comme aujourd'hui, les actes tant hétéro- qu'homosexuels. On punit celui qui aura commis un acte d'ordre sexuel sur un enfant ou qui l'aura entraîné à commettre un tel acte, ou encore qui l'y aura mêlé. L'accomplissement d'un acte sexuel sur un enfant suppose que celui-ci y participe directement, ne serait-ce que passivement. Entraîner un enfant à un acte d'ordre sexuel signifie lui demander de commettre un tel acte soit avec un tiers soit sur soi-même. Mêler un enfant à un acte d'ordre sexuel signifie plus précisément qu'aujourd'hui que l'auteur commet sciemment cet acte devant l'enfant et veut que celui-ci le perçoive. Nous proposons, pour les actes d'ordre sexuel avec un enfant, une peine de réclusion de cinq ans ou l'emprisonnement, tout comme le Conseil fédéral et le Conseil des Etats. Le droit actuel prévoit par contre une peine de réclusion pouvant aller jusqu'à vingt ans ou l'emprisonnement de six mois au minimum. Il est évident que l'auteur qui contraint un enfant à un acte d'ordre sexuel en usant de violence ou de menaces graves réalise simultanément les éléments constitutifs du viol ou de la contrainte, autre acte sexuel selon les articles 190 et 199 que nous allons discuter prochainement. Il est possible dès lors de cumuler les peines et l'auteur sera passible d'une peine pouvant aller jusqu'à quinze ans de réclusion, puisqu'il y a concours idéal au sens de l'article 68 du Code pénal. Il en est de même en cas de concours avec le délit d'inceste.

prisonnement si l'auteur a agi en admettant par erreur que l'enfant était âgé de 16 ans au moins, alors qu'en usant des précautions voulues, il aurait pu éviter l'erreur. On ne tente pas par là de réprimer la commission de l'acte par négligence. Il faut peut-être relever que la commission d'experts avait supprimé cette disposition, étant d'avis que la limite d'âge qu'elle avait fixée à 14 ans devait rendre une erreur sur l'âge de l'enfant sensiblement plus rare. L'auteur devra en tout cas faire preuve d'une prudence accrue lorsque l'âge de la victime se rapproche de la limite de protection. Ce n'est que si des faits précis lui ont fait admettre que la personne avait plus de 16 ans qu'il ne serait pas punissable. L'alinéa 2 de l'article 187 prévoit une exemption de la peine facultative lorsque l'auteur a moins de 20 ans au moment de l'acte ou s'il a contracté mariage avec la victime.

Notre commission a suivi le Conseil des Etats dans la fixation de l'âge à 20 ans au lieu de celui de 18 ans, fixé auparavant par le Conseil fédéral, le souci principal au Conseil des Etats étant de décriminaliser les amours entre jeunes personnes. Nous reviendrons sur ce problème lors de l'examen de la proposition de Mme Bär.

En ce qui concerne la prescription, la commission a biffé celle proposée de 5 ans; c'est donc le délai de prescription de 10 ans qui est appliqué, en vertu de l'article 70 du Code pénal. Donc, je vous répète que le Conseil fédéral était d'avis que la prescription devait avoir une durée de 2 ans; le Conseil des Etats l'avait augmentée à 5 ans; votre commission vous propose un délai de prescription de 10 ans.

Nous avons des divergences avec le Conseil des Etats à l'alinéa 1bis (nouveau) et à l'alinéa 4 concernant la prescription. De plus, Mme Hafner fait une proposition de minorité relative à l'alinéa 1bis en postulant l'exemption de la peine dans les cas évoqués tout à l'heure d'une différence d'âge entre l'auteur et la victime, mais sans fixer un âge absolu de protection. C'est la proposition du professeur Killias. Mais si celle-ci était acceptée, les actes d'ordre sexuel entre un jeune homme de 16 ans et une jeune fille de 12 ans ne seraient pas punis. Je pense que nous n'en sommes pas encore à ces limites.

Au chiffre 2, Mme Bär vous propose de biffer comme motif facultatif d'exemption le mariage subséquent, alors que la proposition de M. Steffen, qui vous a été soumise ce matin, tend à biffer le chiffre 1bis.

Frau Spoerry, Berichtstatterin: Gestatten Sie mir eine kurze Vorstellung des neuen Artikels 187 mit der neuen Bezeichnung «Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen. Geschlechtliche Handlungen mit Kindern».

Das geltende Recht spricht im Artikel 191 von «Unzucht mit Kindern» und setzt eine absolute Altersgrenze von 16 Jahren fest. Steht das Kind in einem speziellen Abhängigkeitsverhältnis zum Täter – ist es zum Beispiel ein Schüler, ein Grosskind oder ein Mündel –, liegt im geltenden Recht ein qualifizierter Tatbestand vor, der mit Zuchthaus nicht unter zwei Jahren geahndet wird. Der neue Tatbestand, den wir heute beraten, verzichtet auf diese Aufzählung und spricht nur noch von einem Kind unter 16 Jahren. Ein allfälliges Abhängigkeitsverhältnis zwischen Täter und Opfer soll im Strafmass berücksichtigt werden. Im übrigen besteht die Möglichkeit der Ideal Konkurrenz mit anderen Tatbeständen.

Die Expertenkommission, welche die Revision des Sexualstrafrechts zuhänden des Bundesrates vorbereitet hat, schlug ein festes Schutzalter von 14 Jahren vor. In der Vernehmlassung ist dieser Vorschlag allerdings nicht auf grosse Begeisterung gestossen, und eine doch beachtliche Zahl von Vernehmlassern haben sich für die Beibehaltung des Schutzalters von 16 Jahren ausgesprochen.

Der Bundesrat hat sich dann entschieden, das Schutzalter bei 16 Jahren zu belassen, aber – Herr Bundespräsident Koller hat das soeben ausgeführt – mit der Möglichkeit für die zuständige Behörde, von der Strafverfolgung abzusehen, wenn der Täter zum Zeitpunkt der Tat das 18. Altersjahr noch nicht zurückgelegt hat.

Es ist dies ein erster, zaghafter Schritt zur Entkriminalisierung der Jugendliebe. Der Ständerat ist diesem Konzept gefolgt, hat aber die Altersgrenze für eine individuelle Strafbefreiung

auf 20 Jahre erhöht. Der Bundesrat hält – wie Sie gehört haben – an diesem Konzept fest. Unser Kollege Hans Steffen übernimmt den Antrag des Ständerates und des Bundesrates. Der Ständerat hat auch in Absatz 4, wo es um die Verjährung geht, eine Änderung vorgenommen. Der Bundesrat hatte eine verkürzte Verjährungsfrist für diese Taten von zwei Jahren vorgesehen. Die Absicht, die dahinter stand, war Rücksichtnahme auf das Opfer, damit nicht mittels eines Offizialdeliktes Jahre später ein traumatisches Erlebnis durch die Aufnahme von Ermittlungen neu auflebt. Der Ständerat hat dann aber diese Frist auf fünf Jahre ausgedehnt, aus der Ueberlegung heraus, dass bei dieser kurzen Verjährungsfrist zu viele Täter nicht erfasst würden und dass die Täter veranlasst werden könnten, das auszunützen. Unsere Kommission geht noch weiter und streicht die Vorschrift über die Verjährung in Absatz 4 ganz. Das heisst, wir lassen die allgemeinen Grundsätze über die Verjährung Platz greifen, und das bedeutet bei Zuchthausstrafe zehn Jahre Verjährung, bei einer anderen Strafdrohung fünf Jahre Verjährung.

Bei der Jugendliebe geht unsere Kommission mit dem Absatz 1bis bei der Entkriminalisierung einen deutlichen Schritt weiter und lässt alle geschlechtlichen Handlungen zwischen Jugendlichen unter bestimmten Voraussetzungen – im wesentlichen handelt es sich um einen Altersunterschied von vier Jahren – straffrei. Die Mehrheit legt hier eine untere, absolute Schutzgrenze von 14 Jahren fest, die Minderheit will darauf verzichten. Es ist der Detailberatung vorbehalten, Pro und Contra der verschiedenen Vorschläge ausdiskutieren. Ich möchte lediglich noch darauf hinweisen, dass die Kommission geschlossen die Entkriminalisierung der Jugendliebe unterstützt. Das lässt sich auch damit rechtfertigen, dass dieser Artikel im Prinzip einvernehmliche Handlungen erfasst; das Opfer ist also mit der Tat einverstanden. Liegt ein gewaltmässiges Vorgehen vor, wird die geschlechtliche Handlung erzwungen, werden selbstverständlich auch diese Fälle mit dem Tatbestand der sexuellen Nötigung oder der Vergewaltigung erfasst.

Frau Hafner Ursula, Sprecherin der Minderheit: Der Sinn des Schutzalters ist es, die Jugendlichen vor sexuellen Uebergriffen von Erwachsenen zu schützen. Mit dem geltenden Strafgesetzbuch wurde das Schutzalter jedoch oft zum Bumerang für die Jungen. Es wurden überproportional viele Minderjährige für ihre Liebesbeziehungen verurteilt. Nun gehören aber Jugendliche, die ihre ersten Erfahrungen mit dem anderen Geschlecht machen, dafür nicht vor Gericht. Ich bitte Sie deshalb, den Antrag Steffen abzulehnen.

Ich halte es zwar nicht für wünschbar, dass die Jungen schon früh mit sexuellen Beziehungen anfangen, aber ich wünsche ihnen noch viel weniger, dass sie dann gleich nach ihre ersten Erfahrungen mit den Strafbehörden machen. Dass ihnen vor allem diese Erfahrungen schaden, ist auch die einhellige Meinung der Experten. So erklärte etwa Herr Professor Schultz in der Kommission: «Dass durch die Strafuntersuchung das Kind einen nachhaltigen Schaden erleidet, wie es ihn durch die sexuelle Handlung selbst nicht erfährt, das weiss man nachgerade aus der Literatur.» Diese Erkenntnis hat in der Praxis dazu geführt, dass das Strafgesetzbuch in vielen Fällen gar nicht angewendet wurde.

Laut Untersuchungen hatten bereits zu Beginn der siebziger Jahre fast die Hälfte der Jugendlichen unter 16 Jahren schon sexuelle Erfahrungen. Heute dürften es wohl noch mehr sein. Nur deshalb, weil Eltern, Lehrer und Behörden oft beide Augen zudrücken, bleiben all diesen jungen Menschen hochnotpeinliche Verhöre und eine Strafe erspart.

Auch unsere Kommission ist der Meinung, es habe keinen Sinn, die Hälfte der Schweizer Jugend für strafbar zu erklären. Leider ist aber die Kommissionsmehrheit mit der Lösung, die sie vorschlägt, auf halbem Weg stehengeblieben. Sie hat die Jugendliebe nur von der Strafbarkeit ausgenommen, falls beide Beteiligten entweder über 14 oder unter 14 Jahre alt sind. Ist aber einer von beiden 12 oder 13 und der andere 14 oder 15, so sollen die beiden einer behördlichen Untersuchung ausgesetzt werden. Mit anderen Worten: Solange Romeo und Julia 12- und 13jährig sind, werden vielleicht die El-

tern eingreifen, das neue Strafgesetzbuch liesse sie jedoch gewähren. Werden sie ein Jahr älter, machen sie sich aber strafbar, wieder ein Jahr später würde unser Strafgesetzbuch sie wieder in Ruhe lassen. Eine solche Regelung ist absurd.

Ich beantrage Ihnen deshalb, in Artikel 187 Absatz 1 bis die Worte «das Kind mindestens 14 Jahre alt» zu streichen. Damit erklären wir die Jugendliebe, das heisst Beziehungen zwischen mehr oder weniger Gleichaltrigen, generell für straflos. Die Kommissionsmitglieder, die meinem Antrag nicht zustimmen konnten, hatten Extrembeispiele vor Augen. Sie befürchteten, 14jährige könnten sich an 10jährigen vergehen, 15jährige an 11jährigen, 16jährige an 12jährigen und 17jährige an 13jährigen. Dazu ist zu sagen, dass die 10- bis 13jährigen Eltern, Betreuer oder Vormünder haben, die auf ihr Wohl bedacht sind und die doch mit 14- bis 17jährigen noch ohne Strafgesetzbuch zurechtkommen sollten, solange diese weder gewalttätig sind noch die Jüngeren nötigen. Sobald Gewalt oder Nötigung im Spiel ist, kommen ohnehin Artikel 189 und 190 zum Tragen. In anderen schwierigen Fällen könnte die Jugendfürsorge eingreifen.

Auch für Extremfälle brauchen wir hier also keine Bestimmung, und für alle anderen Jugendlichen sollten wir erst recht keine absurden Gesetzesartikel schaffen. Es ist absurd zu sagen, sexuelle Spielereien zwischen Jugendlichen unter 14 Jahren sollen straflos sein, sexuelle Beziehungen zwischen solchen über 14 Jahren sollen auch nicht Gegenstand von Strafuntersuchungen sein, aber was zwischen beiden Alterskategorien läuft, das ist unzulässig, da sollen die Jungen die Hände davon lassen. Sexuelle Reife ist doch nicht etwas, was uns von einem Tag auf den anderen zufällt. Dahinter stecken Entwicklungen, ein allmähliches Sich-Herantasten ans andere Geschlecht. Da gibt es kein Stillhalteabkommen zwischen Kindheit und Erwachsensein. Auch für die Pubertierenden von 12, 13, 14 oder 15 Jahren gibt es Formen, die ihnen gemäss sind. Vergessen Sie bitte nicht, dass in Artikel 187 mit «geschlechtliche Handlung» auch Zungenküsse und Petting gemeint sind. Die neue Bestimmung unterscheidet nicht mehr zwischen Beischlaf, beischlafsähnlicher und anderer unzüchtiger Handlung.

Auch wenn ich es persönlich nicht für wünschbar halte, dass die Jungen schon früh mit sexuellen Beziehungen anfangen, halte ich es andererseits für absolut notwendig, dass sie lernen, selber die Verantwortung für ihre Beziehungen zu übernehmen. Dabei kann ihnen das Strafgesetzbuch nicht behilflich sein. Ein Verbot von sexuellen Beziehungen zwischen Jugendlichen einer bestimmten Alterskategorie wird nichts nützen. Das beweist schon die grosse Zahl von Jugendlichen, die trotz dem Verbot im geltenden Strafgesetzbuch intime Beziehungen haben. Wie sollte ein solches Verbot auch Wirkung zeigen, nachdem nicht einmal ein göttliches Verbot die Menschen im Paradies daran hindern konnte, die Frucht vom Baume der Erkenntnis zu essen? Solange Adam und Eva sich einig sind, werden sie auch nicht einsehen, dass ihnen jemand die Liebe verbieten will – am wenigsten der Staat in seiner Anonymität.

Die Jugendlichen, die noch keine intimen Beziehungen haben, lassen sich nicht vom Strafgesetzbuch davon abhalten, sondern sie sind noch nicht bereit dazu, sie haben noch Angst davor oder haben von ihren Eltern eine bestimmte Moral mitbekommen. Ich meine also, dass ein gesetzliches Verbot von Liebesbeziehungen, die auf einem gegenseitigen Einverständnis beruhen, keinen Sinn hat; ich befürchte hingegen, dass es schaden kann, und zwar in verschiedener Weise. Ich habe schon erwähnt, dass sich die Experten darin einig sind, dass die Strafuntersuchung dem Kind viel mehr Schaden zufügt als eine sexuelle Handlung ohne Zwang; das gilt für Jugendliche jeden Alters. Dazu kommt die ganze Problematik der Aids-Prophylaxe. Wie soll die Aids-Aufklärung und allgemein die Sexuaufklärung Erfolg haben, wenn wir sexuelle Beziehungen tabuisieren und dadurch ins Dunkel und in die Heimlichkeit verdrängen? Sollen die Eltern ihrem 16jährigen Sohn sagen: «Du darfst nicht mit deiner 13jährigen Freundin schlafen; wenn du es dennoch tust, so musst du Präservative benutzen»? Das kommt mir vor, wie wenn sie sagen würden: «Du darfst nicht stehen, wenn du es dennoch tust, so musst

du Handschuhe tragen.» Wie ernst sollen da die Jungen die Gesetze nehmen, die wir in diesem Saal machen? Beschliessen Sie keine Verbote, die der Gesundheitserziehung zuwiderlaufen und die Eltern in ihrer Aufgabe behindern!

Wir haben eine Petition des Centre d'accueil et de prévention von Freiburg erhalten. Anlass zur Petition war ein Gerichtsurteil vom Februar 1986, das eine Mutter zu zehn Tagen Gefängnis verurteilte, weil sie ihrer 13jährigen Tochter ein Verhütungsmittel verschafft hatte. Mit ihrer Unterschrift drückten mehr als 2000 Personen ihren Zorn und Unmut darüber aus, dass Eltern, die ihren Kindern Verhütungsmittel empfehlen, vors Gericht gezogen werden. Sie weisen darauf hin, dass ein Gesetz, das solche Handlungen unter Strafe stellt, wirklichkeitsfremd ist und der Verantwortung nicht gerecht wird, welche die Eltern zu tragen haben. Die Petenten ersuchen uns, dafür zu sorgen, dass in Zukunft keine Person mehr wegen solchen Handlungen vor Gericht kommt. Mit der Formulierung der Kommissionsmehrheit wäre die Mutter aus Freiburg weiterhin strafbar – wollen Sie das? Wollen Sie Mütter, die sich um das Wohl ihrer Kinder kümmern, weiterhin bestrafen?

Das Selbstbestimmungsrecht zieht sich sonst als Leitmotiv durch die ganze Sexualstrafrechtsreform hindurch und wurde heute von fast allen Sprecherinnen und Sprechern genannt. Dieses Leitmotiv soll auch für die Jugendlichen und ihre Eltern gelten. Ich bitte Sie, dabei eine klare und konsequente Haltung einzunehmen. Die komplizierte und widersprüchliche Lösung der Kommissionsmehrheit akzeptiert zwar die Eigenverantwortung der meisten jungen Liebespärchen und ihrer Eltern, eine bestimmte Kategorie fällt dabei aber zwischen Stuhl und Bank. Ich nehme an, dass auch der Ständerat bereit sein wird, meinem Vorschlag zuzustimmen. Im Ständerat drückten nämlich verschiedene Redner ihr Unbehagen über die getroffene Lösung aus. Sie bedauerten es, dass der Vorschlag des Strafrechtsprofessors Martin Killias, der nur auf den Altersunterschied abstellt, für die Beratungen in der ständerätlichen Kommission zu spät kam. Der Kommissionssprecher, Ständerat Jean-François Aubert, zitierte Killias folgendermassen: «Au fond, on saisisrait mieux ces problèmes si on supprimait toute pénalité pour les auteurs qui n'ont que quatre ou cinq ans de plus que la personne qu'on s'obstine à considérer comme une victime. On fixerait une différence d'âge qui serait exclusive de la peine.» Aubert fügte bei: «Je regrette que nous n'ayons pas pu pousser plus avant cette idée.»

Es ist genau diese Idee, die ich Ihnen unterbreite, und ich bitte Sie, meinem Minderheitsantrag zuzustimmen.

Steffen: Einmal mehr muss ich feststellen, wie schwierig es für den Vertreter einer kleinen Partei ist, sich den dringend notwendigen Wissensstand in einer komplexen Rechtssache anzueignen, wenn man keinen Vertreter in der Expertenkommission hat und wenn man als Parlamentarier von den Kommissionsberatungen ausgeschlossen ist. Man muss seine Argumentation durch aufwendiges Aktenstudium zusammenbauen, wobei man alle Mühe hat, zu einer befriedigenden Gesamtschau der herkömmlichen und der angestrebten Rechtslage zu gelangen.

Zuerst habe ich einen Antrag auf Rückweisung erwogen; aber dann wurde mir die Aussichtslosigkeit dieses Ansinnens bewusst, und ich beschränke mich jetzt darauf, mit meinen beiden gleichlautenden Anträgen in den Bereichen Strafgesetz und Militärstrafgesetz einen zentralen und wesentlichen Artikel herauszugreifen.

Der Artikel 187 mit dem Fandtitel «Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen. Geschlechtliche Handlungen mit Kindern» nach Beschluss des Ständerates hält am heute gültigen Schutzalter von 16 Jahren fest. Ziffer 2 mit der Kann-Bestimmung eröffnet dem Richter einen angemessenen Ermessensspielraum, wobei die Anhebung der Altersgrenze von 18 auf 20 Jahre eine differenzierte Strafbefreiung bzw. eine dem Einzelfall angepasste Behandlung junger Täter erlaubt. Ziffer 4 bestimmt, dass die Strafverfolgung nach fünf Jahren verjährt, nicht – wie der Bundesrat vorschlägt – bereits nach zwei Jahren. Im Ständerat wurde diese Anhebung der Verfolgungsverjährung u. a. damit begründet, dass bei einer kurzen Frist von zwei Jahren ein guter Teil der Deliktverursachenden einer

Spoerry hat darauf hingewiesen. Soviel zur Würdigung der ständerätlichen und bundesrätlichen Beschlüsse.

Bevor ich mich zum Mehrheits- und zum Minderheitsantrag unserer Kommission äussern möchte, erlaube ich mir ein paar grundsätzliche Ueberlegungen zu den Tendenzen, die der Revision des Sexualstrafrechts zugrunde liegen. Leider wird von bürgerlich-liberaler Seite meist übersehen, dass die seit mehr als zwanzig Jahren andauernde Sexualisierung des Menschen nicht einfach eine Folge des sich wandelnden Zeitgeistes ist, sondern eine sozialpolitische Strategie des Neomarxismus zur Gesellschaftsveränderung. Heute ist festzustellen, dass die sexuelle Emanzipation sich in allen Altersgruppen ausbreitet, wobei die traditions- und gebotsgebundenen älteren Jahrgänge – zu denen auch ich mich zähle – am meisten Widerstand leisten. Anfang der siebziger Jahre setzten denn auch im deutschsprachigen Raum gruppenspezifische Prozesse ein, die zum Ziele hatten, die herkömmlichen Ordnungen aufzubrechen. Hauptzielgruppen waren Kinder und Jugendliche. Kinder- und Jugendtheater wie die «Rote Grütze» in der Bundesrepublik oder das Spiel «Kasch mi gärn ha» im Basler Theater mit ihrer Vulgärsprache aus der untersten Schublade, mit der sexuellen Stimulierung durch Musik, Bewegung und Sprache und mit der Animation zum Nachvollzug lösten bei vielen Kindern das natürliche Schamgefühl auf, beseitigten Tabus, stellten Autorität in Frage, indem Eltern grundsätzlich als böse, Lehrer als hinterwäldlerisch, Polizisten als brutal und Grosseltern als dumm dargestellt wurden. Die Lächerlichmachung der Autoritätsträger zerstörte vielerorts die Ehrfurcht vor diesen Bezugspersonen und schuf einen Graben zwischen Kindern und Erwachsenen.

Sexualität ausserhalb der Ehe nach dem egoistischen Lustprinzip «Ich mache, was ich will und was mir Spass macht», wurde zum Leitsatz unzähliger junger Menschen. Diese wuchsen heran, wurden u. a. auch Lehrer, Psychologen, Theologen und Politiker und dienten so als Multiplikatoren dieser neuen Kultur. Damit verbreitete sich eine Kulturrevolution in Windeseile, und leider ist mancher Journalist, Experte und Politiker – vielleicht auch hier im Saal – ungewollt ein Glied dieser geistigen Geheimarmee, ein Veränderungsagent geworden. Zusammenfassend möchte ich festhalten, dass der vorgängig geschilderte gruppenspezifische Grossprozess andauert und heute auch in der grundlegenden Aenderung des Sexualstrafrechts erkennbar wird. Wir bewegen uns weg von den in der christlich-abendländischen Tradition verankerten Rechtsnormen und bewegen uns hin zu den Normen einer progressiv neomarxistisch bedingten Emanzipation. Selbst Frau Kollegin Spoerry, Berichterstatterin der Kommission, stellte in der Kommission einen Lernprozess fest, vermutlich wegen der Aenderung ihrer eigenen früheren Positionen.

Sie werden begreifen, dass ich nach diesen gesellschaftspolitischen Exkursen kein Verständnis für die beiden Anträge der Mehrheit und Minderheit unserer Kommission aufbringe. Ich bin sehr froh, feststellen zu dürfen, dass der Bundesrat die ständerätlichen Beschlüsse unterstützt. Ich verweise auf seine diesbezüglichen Ausführungen auf Seite 57f. der Botschaft und auf seine heutigen Erklärungen am Schluss der Eintretensdebatte.

Eine Entkriminalisierung der Jugendliebe, wie sie die Kommission anstrebt, hätte Auswirkungen, die in der ganzen Tragweite noch gar nicht abgeschätzt werden können. In Stichworten: Mangelhafte Verhütung, Schwangerschaft, Abtreibung, hormonale Störungen durch allzu frühen Pillengebrauch, Aids-Gefahr, Geschlechtskrankheiten, emotionale Störungen durch Geschlechtsverkehr als Freizeitbeschäftigung, Verhinderung des späteren Aufbaus einer verbindlichen Partnerschaft als Folge allzu früher, stets wechselnder Sexualkontakte, genussüchtige Sexualität als «Einstiegsdroge» und anderes mehr.

Abschliessend möchte ich noch zwei wichtige Bereiche beleuchten, in welchen die Straffreiheit der Jugendliebe echte Probleme schaffen würde. Ich bin Reallehrer an einer Oberstufenklasse. Meine Schüler verlassen die Volksschule im Alter von 16 bis 17 Jahren. Wir gehen jedes Jahr auf eine mehrtägige Schulreise oder in ein wichtiges Klassenlager. Muss ich meine

Der zweite Bereich sei mit dem Stichwort «Elternrecht» versehen. Es gibt noch sehr viele Eltern – vielleicht mehr, als man denkt –, die ihre Kinder zur Keuschheit erziehen wollen, besonders solche, welche die gültige katholische Sexualethik respektieren, aber auch Eltern moslemischen Glaubens. Wie können aber diese ihr Elternrecht verwirklichen, wenn kein strafrechtlicher Schutz mehr für Jugendliche in bestimmten Altersbereichen besteht? Herr Bonny hat diese Ueberlegungen offensichtlich auch gemacht, ist dann allerdings zu anderen Schlüssen gelangt.

Sie spüren aus meinen Darlegungen, dass mich die anvisierte Aenderung persönlich sehr beschäftigt und auch betroffen macht. Herr Präsident Bremi hat in seiner Antrittsrede von der falschen politischen Ecke gesprochen. Ich bitte Sie, zu vergessen, dass ich aus dieser politischen Ecke komme. Nehmen Sie meine Ueberlegungen bei Ihrer Beurteilung ernst und folgen Sie meinen Anträgen zu den beiden Artikeln. Sie folgen dann ebenfalls den Beschlüssen des Ständerates und des Bundesrates.

Mme **Jeanprêtre**: Doit-on ou non abaisser l'âge de la majorité sexuelle? Les experts voulaient le fixer à quatorze ans, nous avons proposé de le maintenir à seize ans. On dira que les jeunes d'aujourd'hui connaissent mieux la vie, on dira en contrepoint qu'ils ne sont pas assez responsables. On parlera surtout de morale alors qu'il s'agit d'abord de liberté individuelle. Pourquoi abaisser cette limite d'âge? L'image d'un vieux satyre semble être de moins en moins vraie statistiquement. La plupart des personnes qui sont impliquées dans ces affaires comme auteurs ont moins de vingt-cinq ans. Il s'agit donc essentiellement d'amours juvéniles entre un garçon de dix-huit ou vingt ans et une fille de quatorze ou seize ans. Certes, si le développement physique des adolescents est aujourd'hui plus précoce, il n'en va pas de même de leur développement psychique, en raison notamment de leur entrée plus tardive dans la vie active.

Force est de constater que cette limite d'âge est totalement arbitraire et ne peut s'appuyer sur aucune étude scientifique très convaincante. Dès lors, l'argument qui nous convaincrait le plus est celui de l'acte librement consenti par les deux partenaires. Il faut chercher à défendre les valeurs profondes, comme la liberté individuelle, le consentement libre, le développement paisible de l'enfance et enfin, la dignité de l'homme et l'image qu'on s'en fait dans la société. Quelle que soit la limite d'âge que l'on fixe par ailleurs, on va rencontrer des difficultés, non pas seulement auprès des jeunes gens que l'on veut protéger, mais auprès des parents, des enseignants, des éducateurs, car il ne faut pas oublier que, eux-mêmes risquent d'être condamnés pour complicité, pour ne pas avoir empêché les relations sexuelles entre jeunes gens.

Un constat s'impose. Depuis les années soixante, il y a eu une baisse spectaculaire du taux de condamnations. On parle de 75 pour cent de cas en moins. Cela laisse supposer qu'il existe une tendance parmi les corps de police et les autorités compétentes à poursuivre moins systématiquement les infractions dont elles auraient éventuellement connaissance et une baisse des dénonciations en provenance de particuliers.

Le législateur ne saurait donc échapper à sa tâche de redéfinir les limites des comportements incriminés en renvoyant la balle aux praticiens. Quelle solution choisir: abaisser l'âge à quatorze ans? on en a déjà parlé. De toute façon, cette limite semble arbitraire. Faire une distinction entre enfant et adolescent, prendre en compte l'âge de l'auteur, le droit en vigueur, respectivement la jurisprudence ne font aucune distinction quant à l'âge de l'auteur d'une infraction tombant sous le coup de l'ancien article 191 et la conséquence en est que, même des enfants âgés de moins de seize ans peuvent être condamnés pour attentat à la pudeur d'un enfant.

Le Conseil fédéral a proposé d'exclure la possibilité de punir un auteur qui n'aurait lui-même pas encore dépassé l'âge protégé et de prévoir une exemption facultative de peine s'il n'a pas encore atteint l'âge de dix-huit ans. Cette proposition laisse entendre les difficultés suivantes. S'il paraît justifié de renoncer à toute peine à l'égard d'un adolescent qui entretenait

en faire autant à l'égard de celui qui abusait d'une fillette de six ans? Comment peut-on justifier qu'un auteur de dix-sept ans et demi ayant une amie de quinze ans puisse être exempté de toute peine si les rapports durent jusqu'à son dix-huitième anniversaire, mais non pas si cette relation se poursuit au-delà? Toutes les solutions qui fixent un âge limite absolu sont soumises à un arbitraire. D'autre part, toutes les solutions prévoyant une impunité facultative des auteurs n'ayant pas encore atteint une certaine limite d'âge souffrent des inconvénients suivants. Selon les explications données par le Conseil fédéral dans son message, il n'appartiendrait en aucun cas à la police, mais seulement aux autorités judiciaires, de renoncer à la poursuite d'un auteur. Il en résulte que la police devrait de toute façon mener une enquête, avec tout ce que cela implique en recherches et interrogatoires jugés comme particulièrement néfastes et traumatisants dans ce domaine sensible pour les enfants. Le texte légal proposé ne mentionne rien des critères dont l'autorité compétente devrait faire dépendre sa décision. Ainsi il ouvre la porte aux pratiques les plus contradictoires, sinon arbitraires. Toutes les solutions qui prévoient une limite d'âge fixe jusqu'à laquelle l'autorité compétente pourra renoncer à poursuivre ou condamner l'auteur maintiendront la punissabilité des parents, car l'exemption de toute peine dont profitera éventuellement l'auteur principal sera sans doute considérée comme une circonstance personnelle. Cette difficulté serait écartée si la différence d'âge entre l'auteur et la victime devient un élément constitutif de l'infraction. Une incohérence particulièrement choquante résulterait de la proposition du Conseil fédéral: si un enfant de quinze ans, par exemple, entretenait des relations – pas forcément intimes d'ailleurs – avec un autre enfant de quinze ans et demi, les parents ne seraient pas punissables parce qu'il n'y aurait pas d'infraction. En conclusion, l'introduction d'une différence d'âge entre l'auteur et la victime écarterait des incohérences telles que signalées, décriminaliserait les adolescents dans la mesure où ils entretiennent des rapports avec d'autres personnes de leur âge ou presque, mais non pas s'ils abusent de petits enfants, décriminaliserait les parents en leur laissant la responsabilité de veiller à l'éducation, à l'évolution sexuelle de leurs enfants selon leur propre conception. Le nouveau droit renoncerait ainsi à les obliger à imposer à leurs enfants une moralité fondée sur l'abstention, mettrait mieux en lumière l'immoralité de l'acte justifiant son incrimination, à savoir l'abus sexuel d'une personne mineure par une personne bien plus âgée et expérimentée et disposant d'une certaine autorité naturelle qui seule justifie que l'on parle dans ce contexte d'un auteur et d'une victime.

Si au sein de la minorité nous n'avons pas voulu fixer un âge limite de protection en relation avec une différence d'âge de quatre ans, c'est pour tenir compte d'une réalité qui est le traumatisme supplémentaire que représente une procédure pénale pour des enfants. Nous estimons que c'est l'affaire des éducateurs au sens étroit ou large du terme d'assurer la surveillance et de prendre des mesures disciplinaires et ce d'autant plus que les enfants seront plus jeunes.

Frau Stamm: Die seinerzeitige Expertenkommission schlug vor, das Schutzalter auf 14 Jahre festzusetzen und Beteiligte von Strafe auszunehmen, wenn beide im Schutzalter sind. Die Meinung der Expertenkommission war damals nicht, der Jugendsexualität Tür und Tor zu öffnen. Die Meinung der Expertenkommission war, dass Liebe, Zärtlichkeit, Sexualität, an der junge Menschen beteiligt sind, nicht in die Hand von Strafuntersuchungsbehörden gehören – auch wenn diese sich bei den Abklärungen und Befragungen grosse Mühe geben –, damit nicht noch zusätzlicher Schaden angerichtet wird.

Die Kommissionsmehrheit hat sich auf den Bundesrat und Vernehmlassungen abgestützt, welche sich für die Beibehaltung des Schutzalters 16 aussprachen. Gleichzeitig trug sie dem Anliegen der Jugendliebe Rechnung. Junge Menschen, die im Alter weniger als vier Jahre auseinanderliegen und eine Liebesbeziehung unterhalten, sollen nicht bestraft werden. Für diese Gruppe setzte die Kommissionsmehrheit ein Mindestalter von 14 Jahren fest. Sie nahm auch die kindlichen sexuellen Spielereien von Beteiligten unter 14 Jahren von Strafe

Die Kommissionsmehrheit hat dadurch ermöglicht, dass beide Gruppen gar nicht in Ermittlungs- und Untersuchungsverfahren einbezogen werden. Das ist ausserordentlich wichtig. Wir wissen, dass die Befragungen von Kindern und Jugendlichen durch fremde Menschen in diesem intimen Bereich häufig eine schädigendere Wirkung erzeugen als eine vielleicht verfrühte sexuelle Beziehung. Speziell ausgebildete Polizeiorgane und Angehörige der Jugendanwaltschaften geben sich in diesen Fällen zwar alle Mühe; aber sie sind und bleiben fremde Erwachsene, die über intimstes Verhalten Auskunft verlangen. Vielleicht können Sie sich vorstellen, wie sich Kinder und Jugendliche in solchen Situationen fühlen.

Aus diesem Grund ist das Konzept der Kommissionsmehrheit und der Minderheit Hafner Ursula dem Konzept von Bundesrat, Ständerat und dem Antrag Steffen vorzuziehen. Liebe, Zärtlichkeit, Sexualität vor jungen Menschen – ich wiederhole es noch einmal – gehören nicht in die Hände von Strafuntersuchungsbehörden. Wenn es nötig ist, haben andere Instanzen – Eltern, Erzieher, Psychologen – in angemessener Weise den jungen Menschen Beratung und Hilfe zu gewähren. Sind Sie der Meinung, dass all diese Instanzen – Elternhaus, Religion, Sitte, Moral – abgedankt haben und dass nur noch die Strafbehörden zum Rechten sehen können? Das wäre in der Tat eine traurige Bilanz.

Die Minderheit Hafner Ursula steht voll hinter dem Konzept der Kommissionsmehrheit. Sie möchte aber keine Mindestgrenze von 14 Jahren, weil diese in der Praxis zu stossenden Resultaten führen wird. Straffrei sind bei der Kommissionsmehrheit Kinder, wenn alle Beteiligten unter 14 Jahre alt sind, und solche, die weniger als vier Jahre älter sind als das beteiligte 14-jährige Kind. Dadurch wird jene Gruppe strafbar, bei der ein Beteiligtes unter und ein Beteiligtes über 14 Jahre alt ist, auch wenn sie fast gleichaltrig sind oder weniger als vier Jahre auseinanderliegen.

Das ist sehr stossend, und dem kann durch den Minderheitsantrag Hafner Ursula abgeholfen werden. Ich beantrage Ihnen daher, diesen zu unterstützen.

Nussbaumer: Als Kommissionsmitglied beschleicht mich ein zwiespältiges Gefühl, wenn ich die Stossrichtung dieser Gesetzesrevision in ihrer Gesamtheit überblicke. Einerseits bin ich glücklich über den vermehrten Schutz der Frau, welcher auch in der Konzeption der Mehrheit der Kommission wesentlich und entscheidend verbessert wird. Leider bringt Artikel 187 Absatz 1 bis in der Fassung der Minderheit, aber auch in derjenigen der Mehrheit, einen Abbau des Schutzes für Kinder unter 16 Jahren. Ich habe darauf verzichtet, einen Antrag einzubringen. Ich möchte aber den Ständerat bitten, diesen Absatz 1 bis – wenn er in der Form der Mehrheit angenommen wird – nochmals zu überdenken.

Die Lösung der Mehrheit lässt den Täter zwischen 16 und 20 Jahren beziehungsweise 14 und 18 Jahren straffrei ausgehen, wenn das Opfer 14 bis 16 Jahre alt ist. Wir werden im Jubiläumsjahr 1991 den 18jährigen das Stimm- und Wahlrecht geben. Es wird nur noch kurze Zeit dauern, bis das Mündigkeitsalter generell auf 18 Jahre herabgesetzt wird. Unter diesen Umständen ist eine Ausnahmeregelung für 18- bis 20jährige Täter nicht mehr angezeigt. Diese Ausnahmeregelung wäre kaum mit Artikel 4 der Bundesverfassung zu vereinbaren. Wer mit 18 Jahren mündig ist, soll alle Rechte und Pflichten eines mündigen Bürgers übernehmen. Es wäre daher richtig, wenn in Absatz 1 bis nur Täter von 14 bis 18 Jahren straffrei ausgehen könnten.

Ganz abwegig ist der Minderheitsantrag, der 12- bis 14jährige Mädchen – oder gar 10jährige – schutzlos einem 14- bis 18jährigen Täter ausliefern möchte. Damit würde das Schutzalter 16 total unterlaufen. Herr Leuba hat gesagt: «Nous voulons protéger les faibles. Nous voulons protéger la libre détermination.» Aber wo bleibt die Selbstbestimmung eines 13jährigen Mädchens, wenn sein 17jähriger Freund aus triebhaftem Egoismus das Kind überrumpelt? Kann dieses Kind die Tragweite seines Handelns erkennen? Ist es sich der Gefahr der Ansteckung mit Aids bewusst? Dem Gesetzgeber kommt heute eine grosse Verantwortung

setzgeber nicht verbietet. Die Kirchen haben leider das Sagen weitgehend verloren. Im Strassenbau bauen wir mit teuren Geldern bei gefährlichen Stellen Leitplanken ein. Dem jugendlichen Menschen, der in diesem Land den nicht ungefährlichen Weg des Lebens unter die Füsse nimmt, wird zugemutet, ganz auf sich selbst gestellt, ohne Schutz und Leitlinien, erwachsen zu werden.

Ich bitte Sie, den Antrag der Minderheit abzulehnen. Dem Antrag der Mehrheit könnte ich nur zustimmen, wenn der Ständerat die obere Grenze für die Straffreiheit auf 18 Jahre festlegen würde. Daher stimme ich dem Bundesrat zu.

Fischer-Sursee: Ich begrüsse, dass die sexuellen Beziehungen unter Kindern und Jugendlichen anders geregelt und entkriminalisiert werden. Die *ratio legis* ist die, dass Kinder und Jugendliche vor sexuellen Uebergriffen von Erwachsenen geschützt werden sollen. Die Ausnützung der Unerfahrenheit der Kinder und Jugendlichen bewirkt den psychologischen Schock, und das soll bestraft werden. Das Schutzbedürfnis stellt sich aber völlig anders dar, wenn Jugendliche unter sich, Kinder unter sich die sogenannte Jugendliebe tätigen, wenn also mehr oder weniger Gleichaltrige sexuelle Beziehungen aufnehmen oder Zärtlichkeiten austauschen. Hier fehlt in den allermeisten Fällen das Unrechtsbewusstsein; die Schädigung und der Schock treten nicht durch die Handlung ein, sondern durch das, was nachher geschieht. Ich kann Ihnen das aus meiner eigenen Tätigkeit als Anwalt – ich war früher relativ häufig im Strafrechtsbereich tätig und hatte mehrere Fälle solcher Jugendbeziehungen, die vor den Strafrichter kamen – bestätigen. Der Schaden trat regelmässig – und zwar beim Opfer und beim Täter – durch das Untersuchungsverfahren ein. Das Mädchen wurde befragt, es wurde im Intimbereich befragt. Dadurch nahm es meistens Schaden, und zwar deshalb, weil nämlich sein Freund wegen ihm in ein Strafverfahren verwickelt wurde. Der jugendliche Täter wurde verängstigt, er hatte ja kein Unrechtsbewusstsein. Er erlitt oft einen Schock. Ich hatte 17jährige vor mir, die weinten, die völlig aufgelöst und hilflos waren, weil sie sich nämlich gar nicht bewusst waren, dass sie sich hier strafrechtlich verhalten hatten. Ich bin daher *der Meinung, dass die sogenannte Jugendliebe nicht in die Hand der Untersuchungsbehörde gehört, sondern – wie Frau Stamm dargelegt hat – in die Hand der Erzieher, Eltern und Psychologen.*

Wir müssen auch noch eines bedenken: Es wird immer mit der Generalprävention argumentiert; es habe eine gewisse abschreckende Wirkung. Wir wissen, dass erstens im Jugendstrafbereich diese Fälle ja gar nicht publik werden, sie werden im geschlossenen Rahmen abgehandelt. Zweitens wissen wir ebenso sehr, dass im Bereich der Sexualität die Strafe keine abschreckende Wirkung hat. Da spielen ganz andere psychologische Faktoren hinein.

Es stellt sich nun die Frage, ob der Vorschlag der Mehrheit oder der Vorschlag der Minderheit der bessere ist. Der Vorschlag der Mehrheit bringt gegenüber dem heutigen Zustand eine wesentliche Verbesserung. Ich persönlich befürworte aber den Vorschlag der Minderheit. Der Vorschlag der Mehrheit ist starr. Er ist nicht flexibel, schafft eine neue Willkür und neues «Unrecht», während der Vorschlag der Minderheit flexibel ist, auch Rücksicht nimmt auf das Alter des Opfers und auf das Alter des Täters. Es ist nicht so, Herr Nussbaumer, dass ein 18jähriger nun ein 10- oder 11jähriges Mädchen missbrauchen könnte. Der macht sich strafbar. Es wurde sehr eingehend dargelegt; zu welchen Problemen es führen kann, wenn wir einen 15jährigen bestrafen, weil er sich mit einem dreizehneinhalbjährigen Mädchen sexuell betätigt hat.

Die Kann-Formel des Bundesrates ist überhaupt keine Lösung; denn dort kommt genau das Strafverfahren, das Untersuchungsverfahren, und dann haben wir den Schaden angeordnet, den wir eigentlich verhindern wollen.

Wir müssen bei der Jugendsexualität ja immer beide Personen betrachten, das Mädchen und den jugendlichen Täter. Durch das Untersuchungsverfahren werden nämlich zusätzlich beide noch zum Opfer gemacht, das Mädchen, das allenfalls schon durch die sexuelle Handlung zum Opfer wurde, und der jugendliche Täter.

Ich möchte all jenen, die Bedenken gegen eine Lockerung haben, zu überlegen geben, was es für sie bedeuten würde, wenn ihr jugendlicher Sohn, z. B. ihr 16- oder 17jähriger Sohn, in ein Strafverfahren verwickelt würde.

Man kann die Jugendliebe ablehnen oder akzeptieren. Sie ist sicher nicht erwünscht, aber sie ist ein Faktum, das wir heute haben. Die Umstände und Tatsachen sind so. Die Auffassungen haben sich gewandelt. Auch diesem Faktum muss der Strafgesetzgeber Rechnung tragen. Schliesslich ist es – wie Frau Stamm sehr gut dargelegt hat – primär eine Sache der Familie, der Kirche und der Schule, die Kinder vor allzu früher Sexualität zu bewahren, und nicht Sache des Strafrichters.

Schmid: Ich bitte Sie im Namen der grünen Fraktion, dem Minderheitsantrag zuzustimmen. Er hat gegenüber dem Antrag der Mehrheit den Vorzug, dass er Jugendbeziehungen, die auch sexuelle Formen annehmen können, in keiner Altersphase unter Strafe stellt, sofern der Altersunterschied nicht mehr als vier Jahre beträgt. Damit tragen wir der Notwendigkeit Rechnung, dass eine Handlung nicht während einer bestimmten Zeit, die recht willkürlich angesetzt und entwicklungspsychologisch nicht vertretbar ist, vor die Öffentlichkeit gezerrt wird. Die Entwicklungs- und Reifejahre mit ihren Sensibilitäten, Konflikten und Krisen gehören in die Domäne des Hauses. Sie sind eine Angelegenheit der Erziehung und obliegen somit jenen Instanzen, die diese Erziehung wahrzunehmen haben, und gehören nicht in Gerichtsstuben, zu keiner Zeit und auch in keiner Uebergangszeit.

Deshalb darf auch das Wort Täter, an dem man sich etwas stossen kann, nicht mit Straftäter gleichgesetzt werden, sondern bezeichnet zunächst einfach einen Menschen, der eine Tat begangen hat, die erst noch gemäss Gesetz zu beurteilen ist.

Dass Liebe sich nicht in Sexualität erschöpft und Sexualität allein noch nicht Liebe ist, das lernen die einen, indem sie in ihren Freundschaften auf elterlichen Rat hin frühe geschlechtliche Beziehungen noch zurückstellen, damit eben Liebe und Sexualität nicht auseinanderfallen. Andere, bei denen Sexualität und Liebe sich erst noch finden müssen und die davon überzeugt sind, dass ihre Zuneigung echt und nicht nur eigenbezogen ist, werden im Vollzug sexueller Handlungen erfahren, dass damit die Liebe noch nicht gelernt ist. Jedes Alter pflegt seine eigenen Formen der Liebe, und sie sind nie weniger wahr und schon gar nicht verwerflich, auch wenn sie sich noch unbeholfen äussern. Die aufkeimende sexuelle Neugier, die natürlich auch nicht ausbleibt, ist ebenfalls Ausdruck dafür, dem Wunder der Liebe auf die Spur zu kommen, wenn auch vielleicht auf dem Weg über den Irrtum isolierter sexueller Handlungen, die innerlich leer lassen.

Solche Erfahrungen können weder durch eine Strafandrohung verhindert noch durch Strafmassnahmen ersetzt werden. Im Gegenteil, die sekundären Auswirkungen einer richterlich verhängten Strafe sind weit gravierender als allfällige Primärfolgen.

Liebe und Sexualität gehören zur intimsten Angelegenheit der Menschen. Wenn irgendwo die Privatsphäre vor dem Zugriff des Staates und seiner Richter bewahrt werden muss, und zwar in jeder Lebensphase, dann hier. Nur Gewaltanwendung und vorsätzlicher Missbrauch gehören vor den Richter.

Deshalb bitten wir Sie, den Antrag der Minderheit zu unterstützen, auf jeden Fall aber den Streichungsantrag Steffen abzulehnen.

Braunschweig: Das Eindrückliche an dieser langen Kommissionsarbeit waren die persönlichen Wandlungen, die bei allen Kommissionsmitgliedern vorgekommen sind; wir waren gefordert, uns ganz persönlich mit den Fragen der Sexualität zu beschäftigen. Wir konnten es uns nicht so leicht machen, einfach von vorbestandenen Meinungen auszugehen.

Im Falle des Schutzalters haben alle an ihre eigene Kindheit gedacht. Man hat das im Verlaufe der Diskussion gespürt. Viele haben an ihre Kinder gedacht oder an Erfahrungen, die sie ausserhalb der eigenen Familie gemacht haben.

Man hat das Problem der Jugendliebe nicht eben in dieser

oder jener Form erlebt, teilweise fröhlich, ergreifend, zuversichtlich, teilweise auch mit grossen Bedenken und Sorgen? Von diesen Erfahrungen sind wir ausgegangen und haben Lösungen gesucht und sind zum Vorschlag gekommen, der heute vorliegt. Ich empfehle Ihnen, dem Minderheitsantrag von Frau Hafner zuzustimmen, weil wir mit ihm in vielen Fällen der Gerechtigkeit näher kommen.

Herr Steffen, in Ihrem Votum ist etwas Ueberraschendes passiert: Sie haben die üblichen Schlagworte gebraucht: «Neomarxismus» – Sie hätten sich damit auseinandersetzen müssen, wenn das wirklich aktuell wäre –, «Veränderungsagenten» und natürlich die bösen Journalisten (damit haben Sie Ihr Plansoll gegen die Pressefreiheit erfüllt). Aber dann das Seltsame, Herr Steffen, dann sprachen Sie als Lehrer und sagten wörtlich: «Muss ich meine Gedanken noch weiterspinnen?» Jawohl, Herr Steffen, diese Chance hätten Sie gehabt, Ihre persönlichen Gedanken weiterzuspinnen. Aber genau dort, wo es bei Ihnen ans Persönliche, ans «Läbige» gegangen ist, haben Sie geschwiegen, haben Sie abgebrochen und sind wieder zu den Vulgärphrasen übergegangen.

Sie haben von Vulgärsprache geredet. Ich kenne dieses Bedenken, es ist ein echtes Problem, aber Sie haben sich damit nicht auseinandergesetzt. Es stellt sich die Frage, ob wir nicht in gewissen Bereichen so mit den Menschen sprechen sollen, dass es ihre Sprache ist und dass sie es vielleicht besser verstehen können und so ein Lernprozess eingeleitet werden kann. Wenn Sie so überheblich darüber hinweggehen, erreichen Sie keinen Lernprozess. Mit den vielen Ausdrücken der Angst, die Sie verbreitet haben, erreichen Sie nur Einschüchterung und Ablehnung. Sie haben sogar dem Tabu das Lob gesungen! Tabu heisst, man will etwas verdrängen. Nun wissen wir gerade bei Fragen der Sexualität, die uns alle beschäftigen, wohin das führen kann, wenn wir sie verdrängen. Wahrscheinlich hat kein anderer Prozess wie dieser Verdrängungsprozess soviel Unheil, soviel Leid, soviel Traurigkeit ausgelöst. Von daher hätte man sich überlegen können: Vielleicht hätte es gutgetan, wenn Sie in der Kommission gewesen wären, nicht für uns, aber für Sie. Aber vielleicht wäre auch diese Kommissionsarbeit an Ihnen vorbeigegangen, und Sie hätten nicht gespürt, dass Sie sich einmal persönlich stellen und von Ihrer vorgefassten Meinung absehen sollten.

Ich bin seit 25 Jahren Amtsvormund der Stadt Zürich. Ich habe viele Erfahrungen auf diesem Gebiet. Ich war kürzlich zwei Tage in einem lieblichen Schweizer Kanton und habe mich dort mit einem 19jährigen Mann und einer 16jährigen Frau auseinandergesetzt, die in Erwartung ist. Ich habe versucht, die Probleme mit diesen beiden jungen Menschen zu lösen, habe versucht, dem Vater zu helfen, seine Verantwortung wahrzunehmen, die er durch die Schwangerschaft seiner Freundin auf sich geladen hat. Diese Frage ist für mich viel wichtiger als die strafrechtliche Frage, die sich für ihn ebenfalls stellt. Sie ist eine Störung. Man kann das Naheliegende nicht tun, weil der Strafrichter oder die Jugendanwaltschaft eingreifen muss, wobei ich mit diesen Organen gute Erfahrung gemacht habe. Es sind nicht die Personen, die falsch handeln, sondern es ist das System respektive der bisherige Strafrechtsartikel, der nicht mehr richtig ist, weil es subtile Fragen in unserem Leben gibt, die wir mit Strafrecht und Strafrichter nicht lösen können. Wir haben diese Erfahrung schon häufig gemacht bei der Sterbehilfe, beim Schwangerschaftsabbruch, bei Gesinnungsdelikten und auch im vorliegenden Bereich. Das Strafrecht ist nicht das richtige Mass. Hier braucht es die menschliche Beziehung, die Hilfe, das Gespräch, die Auseinandersetzung, die Erziehung. Das sollten Sie, Herr Steffen, eigentlich wissen als Lehrer, wenn Sie nicht einer schwarzen Pädagogik verpflichtet sind – so hat es allerdings getan.

Als Eltern wollen wir einerseits unsere Kinder schützen, weil wir sie lieben, und gleichzeitig wollen wir sie für das Leben freigeben, wollen sie nicht abhängig machen, ebenfalls weil wir sie lieben. Das ist das grosse Dilemma. Für mich gibt es die Richtlinie: tun wir es nicht strafrechtlich, sondern durch die Erziehung, durch das Gespräch, durch die Zusammenarbeit, durch die Zärtlichkeit, durch die Zuwendung. Deswegen ist es richtig, wenn wir dem Minderheitsantrag Hafner Ursula zustim-

M. Leuba: Personne ne discute la protection de l'enfant mais la question de l'âge de protection pose un difficile problème que nous devons résoudre.

Il me semble que la minorité Hafner Ursula illustre l'adage selon lequel lorsqu'on veut tuer son chien on dit qu'il a la rage. En effet, on s'obstine à trouver des défauts à la solution de la majorité sans se demander pourquoi celle-ci a choisi cette solution.

Je rappelle que nous avons tout d'abord voulu fixer l'âge de protection générale des jeunes gens ou des jeunes filles à 16 ans. Ensuite, nous avons voulu privilégier une deuxième catégorie, soit les amours juvéniles – c'est-à-dire entre deux jeunes ayant presque le même âge – qui, aux yeux de la majorité, ne revêtent pas le même caractère coupable que des amours entre personnes d'âges très éloignés. Enfin, nous avons voulu éviter que soient punis des jeux érotiques ou des jeux sexuels, qui ne revêtent généralement pas l'importance de relations sexuelles, entre des enfants souvent très jeunes, qui jouent dirons-nous presque en toute innocence. Ces trois objectifs me semblent justifiés.

En outre, il s'agit d'une question d'âge et Mme Hafner s'en prend aux limites d'âge. Car nous savons tous que les limites sont toujours arbitraires mais qu'on ne peut faire autre chose que d'en fixer. La seule solution serait de parler de maturité sexuelle, mais c'est une notion qui ne peut pas être appliquée en droit pénal car elle serait déterminée après et non avant l'acte; il serait donc impossible d'avoir quelque sécurité.

On fait à mon avis beaucoup de théorie. Les trois objectifs que poursuit la majorité de la commission sont parfaitement défendables. Je crois que même la proposition Hafner n'échappe pas aux critiques qu'elle adresse à la proposition de la majorité, car elle implique ceci, qui à mon avis est tout à fait critiquable: un jeune âgé de 15 ans pourrait librement entretenir des relations avec une fillette ou un garçon de 11 ans, qui n'ont pas du tout atteint le même stade de développement sexuel, sans être punissable. Or c'est précisément ce que l'on voulait éviter, à savoir abuser d'un développement sexuel peut-être complet à l'égard d'un enfant au tout début de ce développement ou même avant. C'est inacceptable à mon avis. Par conséquent, si la proposition de la majorité, qui pourrait être remaniée par le Conseil des Etats lors de la procédure d'élimination des divergences, n'est certes pas parfaite, elle est en tout cas tout aussi valable si ce n'est préférable à la proposition Hafner qui nous conduirait à des relations tout à fait choquantes entre personnes ayant des maturités sexuelles complètement différentes. Or vous savez qu'à l'adolescence la maturité sexuelle se développe extrêmement rapidement et qu'en l'espace d'une année ou deux d'énormes différences peuvent intervenir. Il faut être raisonnable en ce domaine.

Enfin, on a beaucoup invoqué ici – notamment Mme Stamm et M. Fischer-Sursee – le rôle de la famille et celui de l'Eglise, qui sont importants. Il est évident que lorsque la famille prend son rôle au sérieux les problèmes ne se posent pas et que c'est surtout dans les familles qui se trouvent dans des conditions sociales difficiles que ces problèmes sont aigus. Il est inutile d'invoquer ici le rôle de la famille puisque c'est précisément suite à un échec de la famille que, selon le principe de subsidiarité rappelé tout à l'heure par M. Maître, le juge pénal doit intervenir dans ce cas pour remédier au désordre qui a été supporté, consenti ou même provoqué. Il ne faut pas renverser les rôles. Le rôle du juge pénal est subsidiaire mais c'est malheureusement lorsque la famille n'a pas rempli ses fonctions qu'il doit y suppléer.

Bonny: Ich möchte die Auffassung unserer Fraktion, die auch meiner persönlichen Überzeugung entspricht, wie folgt zusammenfassen: Zuerst einmal – und das wird etwas überdeckt von dieser Debatte, von dieser Auseinandersetzung um Mehrheits- und Minderheitsantrag – wollen wir dankbar anerkennen, dass gegenüber der Fassung des Ständerates ein Fortschritt erzielt worden ist. Dieser Artikel 1bis, den wir in der Kommission eingefügt haben, darf eindeutig als bessere Lösung betrachtet werden, besser als das, was bei den Beratungen des Ständerates herausgekommen ist. Hier unterscheidet

nicht so weit, dass ich sagen würde, wenn die Wahl nicht auf die Lösung der Mehrheit fallen würde, zöge ich die ständerätliche Lösung vor. Dieser Fortschritt ist am Platze, und deshalb lehnen wir den Antrag von Herrn Steffen ab.

Nun kommt die sehr delikate Abwägung des Pro und Kontra zwischen dem Mehrheits- und dem Minderheitsantrag. Ich muss gestehen, dass ich gerade in den letzten Tagen – auch noch nach Abschluss der Kommissionsberatungen – um den Entscheid gerungen habe, was das Richtige ist. Ich gebe zu, dass auch die Mehrheitslösung Nachteile aufweist; das gleiche gilt auch für den Minderheitsantrag. Ich bin vor allem aus drei Ueberlegungen dazu gekommen, die Nachteile der Minderheitslösung stärker zu gewichten als jene der Mehrheitslösung.

Ich beantrage Ihnen deshalb, der Mehrheit zuzustimmen. Die drei Ueberlegungen, die für mich den Ausschlag gegeben haben, sind folgende:

Erstens finde ich – das ist in unserer Debatte etwas untergegangen –, dass der Begriff der «geschlechtlichen Handlung» zu wenig beachtet worden ist. Für mich ist klar, dass es aus juristischer Sicht ohne weiteres möglich ist, dass Liebeleien oder das Dökterlispielen unter Kindern nicht erfasst werden sollen. In einer Vormundschafts- und Fürsorgekommission bin ich auch mit solchen Fällen konfrontiert worden, die wir anders erledigt haben. Frau Stamm hat überzeugend dargetan, dass sie das schon jetzt – Gott sei Dank – in ihrer Tätigkeit als Jugendrichterin oder Jugendanwältin macht. Wir haben hier ohne weiteres einen Handlungsspielraum, auch beim Mehrheitsantrag.

Eine zweite Ueberlegung, bei der es wirklich um das Grundsätzliche geht: Wir haben die Jugendliebe straffrei erklärt, aus der Ueberlegung, dass unter 16 Jahren ein Konsens zwischen Gleichaltrigen – oder zwischen jungen Menschen, die ungefähr gleich alt sind – über das, was sie machen, stattfinden kann. Hier liegt die grosse Schwäche des Antrages Hafner Ursula, der überhaupt keine Altersabgrenzung gegen unten setzt. Ich glaube, wir haben hier gerade aufgrund der Erkenntnis, dass der Entwicklungsstand der jungen Generation zwischen 12 und 16 Jahren enorm differiert, eine Verantwortung. Wir müssen Kinder, die überhaupt noch nicht urteilsfähig sind, welche die Folgen ihres Handelns also nicht abschätzen können, schützen, gerade gegenüber einem jungen Mann von 16 und mehr Jahren, der sehr entwickelt ist und vielleicht schon sexuelle Erlebnisse, auch mit älteren Menschen, gehabt hat. Ich glaube, da ist ein Schutz absolut am Platze, und da dürfen wir der Erziehung der Eltern nicht in den Rücken fallen.

Das dritte Argument: Wir müssen auch an die präventive Wirkung einer Lösung denken. Es wäre nicht gut, ja es wäre bedauerlich, wenn wir eine Lösung treffen würden, die den Eindruck wecken könnte, jetzt sei überhaupt alles, auch mit Kindern zwischen 10 und 12 oder 13 Jahren, erlaubt; das wäre nicht von Gutem. Da müssen wir eine Barriere setzen.

Das sind die Gründe, weshalb ich Sie bitte, den Mehrheitsantrag zu unterstützen.

On. **Cotti**, relatore: Mi sia acconsentito esprimermi in lingua italiana dal momento che il collega Leuba ha detto praticamente quello che avrei voluto dire e l'ha detto in modo molto migliore, molto facilmente comprensibile.

Non ripeterò quello che è stato detto dal collega Leuba, sottolineando soltanto che lo sottoscrivo al cento per cento.

Ci troviamo in una situazione in cui vi è una proposta del Consiglio federale di mantenere l'età protetta a 16 anni, dopo che gli esperti avevano postulato la riduzione di questo limite di età protetta a 14 anni.

Ci troviamo di fronte a una proposta che praticamente non vuol porre limiti al disotto dei 14 anni: la proposta della Signora Hafner, che è, direi, agli antipodi della soluzione proposta dal Consiglio federale.

Si dice che non è opportuno fissare un limite d'età. Sappiamo tutti che questi limiti sono per certi aspetti arbitrari. Penso che in questi casi, ove si colloca in condizioni di impunità l'autore, occorra perlomeno fissare un limite verso il basso, non soltanto per trovare una soluzione di compromesso, ma

nel Paese. Basterebbe dare un'occhiata alla procedura di consultazione per vedere che in quella procedura, in un ambito un po' diverso da quello in cui si dibatte attualmente, le persone, le associazioni e gli organismi interpellati hanno risposto fissando un'età minima.

Abbiamo voluto introdurre una limitazione alla punibilità, tenendo in considerazione gli amori giovanili, ed abbiamo fatto un atto di comprensione rispetto ai giovani che si trovano in una certa fascia di età, che hanno le stesse esperienze, lo stesso modo di comportarsi, che hanno probabilmente subito influenze che noi non abbiamo subito, ma che proprio per questo sanno riconoscersi fra loro. Questi ragazzi sanno individuare facilmente qual è il limite al di là del quale non si va, per motivi che hanno tratto alla punibilità che noi stiamo per sancire, ma ancor più per motivi che hanno tratto al loro modo di guardare alle cose, alla loro educazione.

La soluzione che sostengo, quella della maggioranza della Commissione, vuole avere anche una funzione di prevenzione generale. Vogliamo dire – non soltanto agli adolescenti, ma anche ai genitori – che un certo rigore s'impone quando il bambino o adolescente non è ancora in grado di valutare chiaramente le conseguenze di un atto.

Per queste considerazioni vi raccomando di volere accettare, di fare vostra, la proposta della maggioranza della Commissione che prevede una protezione assoluta ai minori di 14 anni.

Frau **Spoerry**, Berichterstatterin: Ich möchte eingangs nochmals festhalten, dass im Prinzip bei zwei Bereichen grundsätzlich Einigkeit besteht. Wir sind uns grundsätzlich einig, dass das Problem der Jugendliebe eine spezielle Behandlung erfährt. Das ist sogar beim Konzept des Bundesrates so. Auch das Konzept des Bundesrates bringt gegenüber der heutigen Regelung einen Fortschritt. Wir sind uns des weiteren einig – jedenfalls habe ich keine gegenteilige Wortmeldung gehört –, dass bei kindlichen Spielereien unterhalb von 14 Jahren, also wenn alle beteiligten Kinder unter 14 Jahre alt sind, das Strafrecht nicht Platz greifen soll. Hier sind wir uns einig.

Ich komme zum Antrag von Herrn Steffen. Ich kann zu diesem Antrag im Namen der Kommission sprechen, weil er ja den Antrag des Bundesrates und des Ständerates übernimmt, den die Kommission ablehnt. Wir müssen dem Bundesrat zugestehen, dass sein Konzept im Prinzip einfacher ist. Er sagt: Alles, was an geschlechtlichen Handlungen mit Kindern unter 16 Jahren geschieht, ist grundsätzlich strafbar; aber wenn der Täter das zwanzigste Altersjahr noch nicht erreicht hat, kann im Einzelfall eine fakultative Strafbefreiung erfolgen: ein übersichtliches, klares Konzept – das ist zuzugeben. Warum konnte die Kommissionsmehrheit diesem Konzept trotzdem nicht folgen, sondern wollte für die Jugendliebe, für die Fälle zwischen 14 und 18 Jahren, eine völlige Straffreiheit verankern? Es sind im Prinzip drei Gründe, ich möchte sie nochmals anführen.

Zum Ersten handelt es sich um einvernehmliche Handlungen. Es handelt sich um geschlechtliche Handlungen zwischen Jugendlichen von 14 und 18 Jahren, die in gemeinsamer Uebereinkunft vorgenommen werden.

Zum Zweiten ist festzuhalten, dass der Tatbestand alle geschlechtlichen Handlungen umfasst. Es ist nicht nur der Beischlaf, der strafbar ist. Es sind sämtliche Zärtlichkeiten, die unter dem geltenden Recht der Strafe unterstehen. Wenn wir aber Zärtlichkeit zwischen 14- und 18jährigen grundsätzlich als strafbar ansehen, dann müssen wir zugeben, dass wir ein Gesetz schaffen, das in der Praxis schlicht nicht angewandt wird.

Das dritte Element ist der Punkt, auf den Herr Fischer-Sursee hingewiesen hat, die *ratio legis*. Wir wollen mit dem neuen Strafgesetz nicht persönlichen Moralvorstellungen zum Durchbruch verhelfen, sondern wir wollen die sexuelle Ausnützung verhindern. Das Schutzzalter soll gewährleisten, dass die Unerfahrenheit Heranwachsender nicht durch erfahrene und überlegene Erwachsene ausgenützt wird; aber wir wollen mit dem Strafrecht nicht die erwachende Sexualität zwischen Jugendlichen und deren erste Ausdrücke strafrechtlich erfassen.

Deswegen beantragt Ihnen die Kommission, den Antrag Steffen abzulehnen.

Jetzt komme ich zum Minderheitsantrag: Frau Hafner möchte bei der Jugendliebe die untere Altersgrenze von 14 Jahren, welche die Kommissionsmehrheit als absolute Schutzgrenze vorsieht, eliminieren. Sie begründet das im wesentlichen mit dem Argument, dass diese Schutzgrenze von 14 Jahren zu stossenden Grenzfällen führt und dass dann Fälle von geschlechtlichen Handlungen und Zärtlichkeiten zwischen 13- und 15jährigen beispielsweise erfasst werden müssen. Es ist zuzugeben – und Vorredner haben das auch getan –: Eine fixe Altersgrenze hat immer Nachteile und führt immer zu Grenzfällen. Das ist auch bei der Altersgrenze von 16 Jahren der Fall. Sobald ein Zwanzigjähriger mit einem fünfzehneinhalbjährigen Mädchen Zärtlichkeiten austauscht, ist das strafrechtlich relevant. Das sind die Nachteile einer fixen Altersgrenze; aber die Kommissionsmehrheit vertritt die Meinung, dass eben auch die Lösung von Ursula Hafner ohne untere Altersgrenze Nachteile hat. Es ist ein Abwägen, welche Nachteile mehr ins Gewicht fallen. Es geht, wenn man diese untere Altersgrenze wegfällt lässt, nicht nur um die Grenzfälle von 13- und 15jährigen, sondern es geht um jene Fälle, die Herr Leuba und Herr Bonny erwähnt haben, wo 17jährige mit 13jährigen, 16jährige mit 12jährigen, 15jährige mit 11jährigen geschlechtliche Beziehungen aufnehmen.

Frau Hafner hat gesagt, die Kommissionsmehrheit habe nur die Extremfälle im Auge. Stimmt, Frau Hafner, aber genau für die Extremfälle ist das Strafrecht da. Das Strafrecht ist die *ultima ratio* und soll dann eingreifen können, wenn es Grenzfälle gibt, die harmlos sein können, aber nicht harmlos sein müssen.

Dabei möchte ich auf etwas hinweisen, worauf bis jetzt zu wenig hingewiesen wurde: Bitte beachten Sie Ziffer 2 von Artikel 187, den wir jetzt beraten. In diesen Grenzfällen, von denen wir jetzt sprechen – sei das nun ein 19jähriger mit einer 14jährigen oder sei das ein 15jähriger mit einer 13jährigen –, kann von der Strafverfolgung abgesehen werden; es muss im Einzelfall kein Strafverfahren eingeleitet werden. Diese Ziffer 2 mildert die Nachteile, die Frau Hafner bei der fixen Altersgrenze zu Recht aufgeführt hat. Mit der Kommissionsmehrheitslösung wird sichergestellt, dass das Strafrecht eingreifen kann, wenn ein Extremfall vorliegt. Es wird aber mit Ziffer 2 auch sichergestellt, dass die zuständigen Behörden die harmlosen Grenzfälle von der Strafverfolgung ausnehmen können.

Deswegen beantrage ich Ihnen, der Kommissionsmehrheit zu folgen und die Anträge Steffen und Hafner Ursula abzulehnen.

Bundespräsident Koller: Zwischen der Mehrheit Ihrer Kommission einerseits und Bundesrat und Ständerat andererseits besteht Einigkeit darüber, dass die Fälle sogenannt echter Jugendliebe entkriminalisiert werden sollten. Das ist gegenüber dem heutigen Rechtszustand ein klarer Fortschritt.

Umstritten dagegen ist, mit welchen Mitteln wir dieses gemeinsame Ziel erreichen wollen. Bundesrat und Ständerat schlagen Ihnen in Ziffer 2 eine fakultative Strafbefreiung für Jugendliche vor, die das 20. Altersjahr noch nicht zurückgelegt haben. Diese Lösung hat – wie ich bereits im Eintretensvotum dargelegt habe – den Vorteil der grösstmöglichen Flexibilität. In den Augen der Mehrheit Ihrer Kommission soll die bundesrätliche und ständerätliche Lösung den Nachteil haben, dass trotzdem Untersuchungshandlungen stattfinden können. Deshalb schlägt Ihnen die Kommissionsmehrheit eine absolute Strafbefreiung für geschlechtliche Handlungen zwischen Jugendlichen vor, die ein Altersunterschied von lediglich vier Jahren trennt, also zwischen 14- und 18- oder 15- und 19jährigen.

Diese Lösung hat unseres Erachtens folgende Nachteile: Es werden Tatbestände straffrei erklärt, bei denen ein unbestreitbares Täter-Opfer-Verhältnis besteht. Es gibt auch innerhalb dieses Altersunterschiedes von vier Jahren sexuelle Beziehungen, die mit echter Jugendliebe nichts zu tun haben; ich denke an den 18jährigen, der sexuelle Handlungen mit einem noch völlig unreifen 14jährigen Mädchen vornimmt. Das junge

cher Schutz angerufen werden kann. Die schematische Lösung Ihrer Kommission erkaufte sich somit die Ausschaltung der staatlichen Strafverfolgungsorgane um den Preis des Schutzes von Kindern, die tatsächlich schutzbedürftig sind.

Wenn alle sagen: Natürlich ist es unerwünscht, dass es unter Jugendlichen sehr früh zu sexuellen Handlungen oder sogar zum Beischlaf kommt, darin müssen Sie eben doch beachten, dass Sie mit einer solchen absoluten Straffreiheit diesen Jugendlichen einen Freipass ausstellen. Ich überschätze den Einfluss von strafrechtlichen Normen auf das Verhalten jugendlicher keineswegs, aber wenn Sie eben ganz generell in diesem Bereich, 14 bis 18 und 15 bis 19 Jahre, eine absolute Straffreiheit vorsehen, darin beeinflussen Sie indirekt das sexuelle Verhalten jugendlicher. Diese Verantwortung möchte der Bundesrat aber nicht übernehmen.

Die Lösung, die Ihnen der Bundesrat und der Ständerat daher vorgeschlagen, ist meines Erachtens von der Konzeption her geeigneter, auf die Umstände des Einzelfalles – darauf kommt es hier wirklich an – abzustellen. Schreitet eine Untersuchungsbehörde auf eine Strafanzeige hin ein, so kann – darauf sei ausdrücklich hingewiesen – bereits der Untersuchungsrichter das Verfahren einstellen, nämlich dann, wenn er sieht, dass es sich tatsächlich um einen Fall echter Jugendliebe handelt.

Nun noch zu den unter 14jährigen. Auch hier kann ein einziger Tag – nach dem Lösungsvorschlag Ihrer Kommission – über Straffreiheit oder Strafbarkeit entscheiden. Warum soll aber ein noch nicht ganz 14jähriger, der mit einem 13jährigen Mädchen sexuelle Handlungen begeht, einen Tag nach seinem Geburtstag plötzlich für etwas strafbar werden, was vorgestern noch straffrei war und übermorgen wieder straffrei wird, dann nämlich, wenn das Mädchen selber auch 14jährig wird? In diesem System geht – wie dieses Beispiel meiner Meinung nach eindeutig zeigt – etwas nicht auf.

In Ihren Bemühungen um eine Entkriminalisierung der echten Jugendliebe wird ein falscher Weg beschritten. Obligatorische Straffreiheit wird von fakultativer Bestrafung abgelöst, um dann wieder zur Straffreiheit zu führen. Die genannten Beispiele belegen, dass die Umstände des Einzelfalles zur Beantwortung der Frage entscheidend sein müssen, ob eine Strafbefreiung angezeigt ist. Diese richtige Lösung bietet die vom Bundesrat und Ständerat vorgeschlagene Ziffer 2 an.

Schliesslich noch ein Wort zum sogenannten Döckerlispieren, also zu Kindersexualität zwischen 8-, 9- aber auch 10- und 11-jährigen. Solche Handlungen verfolgt die Praxis schon heute nicht, es dürfte sich im übrigen auch kaum um geschlechtliche Handlungen im Sinne von Artikel 187 handeln, so dass auch aus diesem Grunde der Vorschlag Ihrer Kommissionsmehrheit unnötig erscheint.

Ich möchte Sie daher bitten, den bundesrätlichen Vorschlag noch einmal in Erwägung zu ziehen. Der Entwurf des Bundesrates – das hat auch Frau Spoerry bezeugt – ist klar, unmissverständlich und kann allen Situationen angemessen Rechnung tragen. Er allein gewährleistet meiner Meinung nach auch Rechtssicherheit. Der Jugendliche weiss, dass sexuelle Handlungen mit unter 16jährigen grundsätzlich strafbar sind, dass aber das Gesetz ihm für Fälle echter Jugendliebe Straffreiheit in Aussicht stellt. Es kommt aber einer falschen Idealisierung sexueller Beziehungen zwischen Jugendlichen gleich, wenn man meint, alle sexuellen Beziehungen zwischen 14- und 18- oder 15- und 19jährigen seien Fälle echter Jugendliebe, die tatsächlich auf einer echten Liebesbeziehung beruhen. Auch hier gibt es eben Täter-Opfer-Verhältnisse. Die knapp 14- oder 15jährige ist, wenn sie noch unreif ist, vor Missbrauch ebenso zu schützen wie noch jüngere Jugendliche.

Der bundesrätliche Entwurf ermöglicht Strafbefreiung in allen echten Fällen von Jugendliebe. Er gewährt aber dort strafrechtlichen Schutz, wo er angebracht ist. Er verbindet daher Rechtssicherheit mit Billigkeit, während der Vorschlag Ihrer Kommissionsmehrheit irgendwelchen sexuellen Beziehungen zwischen Jugendlichen mit einem Altersunterschied von weniger als vier Jahren einen gesetzlichen Freipass ausstellt, und das möchte der Bundesrat nicht. Er empfiehlt Ihnen daher, den Antrag der Mehrheit abzulehnen und Bundesrat und

*Abstimmung – Vote**Eventuell – A titre préliminaire*

Für den Antrag der Mehrheit	78 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	74 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Mehrheit	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag Steffen	Minderheit

Art. 187 Ziff. 2*Antrag der Kommission**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

.... nicht zurückgelegt, so kann die zuständige

Art. 187 ch. 2*Proposition de la commission**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

.... 20 ans, l'autorité compétente

Frau **Bär**, Sprecherin der Minderheit: Der Grundsatz, den ich bei diesem Artikel zur Diskussion bzw. in Frage stelle, zieht sich durch das ganze Gesetz hindurch – der Antrag kommt bei allen Artikeln wieder –: der Grundsatz nämlich, dass der Täter, falls er sein Opfer später heiratet, von den Behörden belohnt werden kann, indem sie von einer Strafverfolgung, von einer Ueberweisung an das Gericht oder von einer Strafe absehen können. Was heisst das nun im Klartext?

Es heisst: Durch Heirat kann eine Untat, ein Verbrechen wiedergutmacht werden. Aber nicht irgendeine Untat, nicht irgendein Delikt, nicht Raub und nicht der Versuch einer Tötung! Im ganzen Strafgesetzbuch finden Sie keinen Straftatbestand, bei dem durch Heirat eine Strafbefreiung möglich wird. Nur bei den Sexualdelikten soll dies möglich sein. Damit ist praktisch alles klar und gesagt.

Hier soll eine patriarchale, frauendiskriminierende Vorstellung der Schadenwiedergutmachung im Gesetz bleiben. Hier kommt wieder der Grundsatz zum Tragen, wonach das Opfer mit der Ehe ins Eigentum des Täters übergeht und zum Objekt wird. Aus einem vergangenen Delikt wird eine Privatangelegenheit. Der Bundesrat schreibt es in seiner Botschaft auch deutlich: «Es wäre störend, den Ehemann wegen vorehelicher Beziehungen zu seiner Ehefrau zu bestrafen.»

Was gestern ein Gewaltdelikt war, wird durch die Ehe zu einer Beziehung. Aus der gleichen Geisteshaltung heraus ist ja bis heute die Vergewaltigung der Ehefrau immer noch straflos. Wenn Sie jetzt aber entschlossen sind – und es sieht erfreulicherweise so aus –, bei Artikel 190 die Vergewaltigung als Straftatbestand auch innerhalb der Ehe anzuerkennen, dann können Sie doch niemals diesem Strafbefreiungsgrund zustimmen.

Die Mehrheit der Kommission hat – wie der Bundesrat auch – mit Familienschutzargumenten meinen Antrag abgelehnt. Ich frage Sie: Ist das wirklich Ihr Ziel, dass die Eheschliessung missbraucht werden kann, um eine Strafbefreiung zu erlangen? Den Tauschein als Ablassschein einzusetzen, ist das wirklich verantwortungsvolle Familienpolitik?

Stellen Sie sich einmal den Druck vor, der auf das Opfer ausgeübt werden kann – vom Täter, von der Familie des Täters, aber auch von der eigenen Familie! Namentlich bei jungen Menschen – wie in diesem Artikel 187 – ist die Gefahr gross, und die Folgen dieses Druckes sind entsprechend schlimm. Stellen Sie sich die Situation vor, wie sie in Artikel 192 und 193

sinnen oder Frauen, die unter Ausnützung einer schweren Notlage zu Opfern von Sexualdelikten werden. Dementsprechend wird der Druck auf eine Eheschliessung auch hier gross sein.

Stossend ist zudem, dass ein Täter, der sich unter Umständen mit dem Opfer tatsächlich versöhnt hat, so dass die beiden sogar in einer Beziehung – aber ohne Tauschein – zusammenleben, ohne Rücksicht auf diese Situation bestraft wird. Genauso diskriminiert sind natürlich homosexuelle Täter.

Aus all den genannten Gründen bitte ich Sie, das uralte Relikt aus der Gesetzesvorlage zu streichen. Es widerspricht schlicht und einfach der Zielsetzung dieser Revision.

Frau **Haller**: Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion möchte ich nicht nur zu Artikel 187 Absatz 1 bis Ziffer 2 – den Frau Bär gerade begründet hat – Stellung nehmen, sondern parallel auch noch zu den entsprechenden Erklärungen der Straflosigkeit bei späterer Eheschliessung in den Artikeln 188, 190, 192 und 193, weil unsere Stellungnahme zu den fünf Artikeln dieselbe ist. Ueberall soll erklärt werden, dass Straflosigkeit eintritt, wenn Opfer und Täter später die Ehe schliessen. Die sozialdemokratische Fraktion befürwortet überall die Streichung dieses Passus, befürwortet also den Antrag der Minderheit. Ich führe es am Beispiel des Schutzalters in Artikel 187 aus.

Was wird eigentlich durch diesen Schutzalterartikel geschützt? Geschütztes Rechtsgut ist die psychische und sexuelle Entwicklung des Kindes. Bei der Jugendliebe ist keine Gewalt im Spiel. Das geschützte Rechtsgut ist ganz klar die psychisch und sexuell gesunde Entwicklung des Kindes. Woher kommt dann also der Gedanke, die Eheschliessung könne so etwas wiedergutmachen? An der Entwicklung des Kindes, am geschützten Rechtsgut, kann nichts mehr wiedergutmacht werden. Diese Zeit ist vorbei. Welchen Schluss können wir daraus ziehen? Er liegt auf der Hand. Diese Straflosigkeitserklärungen sind nicht zum Schutze der beteiligten Personen, sondern zum Schutze der Institution Ehe gedacht.

Ich möchte hier auf den Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches ausgreifen, weil ich Ihnen erklären will, wo das Element der Beziehung geschützt wird. Das Element der Beziehung wird in Artikel 63 und 64 im Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches geschützt, und zwar im Rahmen der Bestimmungen der Strafzumessung. Dort steht ausdrücklich – und das gilt für alle Delikte –, dass der Richter die persönlichen Verhältnisse des Täters und seine Beweggründe berücksichtigt. Das sind die Bestimmungen, die zugunsten der beteiligten Personen da sind und die es ermöglichen, die Individualität zu berücksichtigen. Das sind nicht die Bestimmungen, die ein Institution schützen, und deshalb sind das die für uns wichtigen Bestimmungen.

Erlauben Sie mir noch eine Bemerkung zur rechtlichen Bedeutung dieser Straflosigkeitserklärungen. Wir definieren hier Straftatbestände. Diese Straftatbestände gelten für alle Leute gleich. Dann kommen wir und nehmen Leute, die inzwischen eine Ehe eingegangen sind, plötzlich von der Strafbarkeit aus! Ist das nicht ein Missbrauch der Ehe? Ist es nicht eine Herabwürdigung auch der menschlichen Beziehung, die eine Ehe auch ausmachen kann?

Eine letzte Frage: Was tun wir eigentlich rechtlich, wenn wir solche Straflosigkeitserklärungen aufgrund der Institution Ehe ins Strafgesetz aufnehmen? Sollten wir uns nicht vielleicht überlegen, ob wir da nicht eine Art rechtsfreien Raum schaffen? Die sozialdemokratische Fraktion ist der Ansicht: Wenn wir Straftatbestände definieren, sollen wir zu diesen Straftatbeständen stehen können. Deshalb bittet Sie die sozialdemokratische Fraktion, alle fünf genannten Bestimmungen betreffend Straflosigkeit bei späterer Eheschliessung zu streichen. Es ist dies die ehrlichere Lösung. Sie zeigt, dass wir zu den Straftatbeständen, die wir hier definieren, effektiv stehen können.

Frau **Stocker**: Es geht hier darum, ob wir die Vergewaltigung glaubwürdig als Delikt deklarieren wollen oder nur zum Schein. Wie soll denn, wenn eine minderjährige Frau verge-

plötzlich aus diesem Delikt keines mehr werden können? Was haben Sie für ein Familienverständnis? Was für eines gegenüber dem Delikt Vergewaltigung? Ich habe manchmal das Bedürfnis, wenn hier so deklamatorisch darüber gesprochen wird, Ihnen die Frage zu stellen: Wann haben Sie das letzte Mal mit jungen Menschen über solche Themen gesprochen? Wann haben Sie zum Beispiel je ein Frauenhaus von innen gesehen und gesehen, wie die Kette der Gewalt, der Missachtung, der Unterdrückung ihren Lauf nimmt? Dieses beginnt sehr häufig eben im Frühjugendalter: Das Mädchen wird zur Ehe gezwungen, um den Schein zu wahren, und dann läuft die Karriere der Gewalttätigkeit durch alle Stufen hindurch.

Wenn wir heute dem Minderheitsantrag nicht Folge geben, sind sämtliche Anträge, die Vergewaltigung als Delikt zu erklären, schlicht und einfach unglauwbüdig. Dann sagen Sie doch ganz klipp und klar: Vergewaltigung ist zwar schon ein Delikt; aber die Ehe macht dann alles wieder gut! Unter diesen Umständen muss ich als Frau den jungen Frauen, als Sozialarbeiterin meinen Klientinnen und als Mutter meiner Tochter erklären: Heirate nie! Eine so verstandene Verbindung ist ja eine Katastrophe. Wenn ein Staat in seinem Gesetzbuch die Ehe als Wiedergutmachung für ein begangenes Delikt erklärt, müssen wir Parlamentarierinnen hier drinnen ausrufen: Schweizerinnen, heiratet um Himmels willen nicht mehr unter den bestehenden Gesetzen!

Bitte, nehmen Sie den Antrag meiner Kollegin ernst! Es geht jetzt ganz klar darum, ob wir für die Gesamtrevision und die Detailberatungen von morgen glaubwürdig erklären wollen, dass es uns ernst damit ist, die Gewalt gegen die Integrität der Frau als Delikt zu erklären – von A bis Z und nicht nur bis zum Buchstaben E wie Ehe!

M. Cotti, rapporteur: La proposition Bär a été rejetée par la commission par 13 voix contre 6. Je vais vous livrer, avec quelques commentaires, les arguments qui ont été le plus souvent avancés.

Selon cette proposition, les relations sexuelles entre une personne de 15 ans et demi et une de 20 ans et demi seraient punissables. Il faudrait donc poursuivre la personne adulte et lui infliger une peine, même si par la suite les deux personnes en cause venaient à se marier. La situation est absurde. D'autre part, l'alinéa 2 de l'article en question ne donne au juge que la faculté d'intervenir, c'est une «Kannvorschrift». Le juge pourra toujours poursuivre ce cas si la situation l'exige, malgré le mariage. Les cas d'abus seraient faciles à relever par les juges. Le mariage, qui a pour but d'éviter les conséquences d'une mesure pénale, constitue l'exception. Beaucoup de gens ont des rapports sexuels avant le mariage, tout en envisageant de se marier.

Il faut penser en outre aux cas où l'action pénale n'est pas ouverte immédiatement après l'acte. C'est le cas le plus fréquent, lorsque les actes ne sont découverts qu'après trois ou quatre ans et que le couple, marié, vit heureux, avec des enfants. Cette situation reflète toute l'absurdité d'une mesure pénale à l'égard du futur mari qui aurait accompli un acte sexuel avec une personne considérée comme un enfant, parce que n'ayant pas encore 16 ans, et elle méconnaît le mariage sous sa forme actuelle qui ne constitue pas, sauf dans de très rares cas, un acte de contrainte. D'ailleurs dans la réforme du droit civil, nous avons introduit le critère de «Partnerschaft»: l'épouse et l'époux sont désormais des partenaires avec égalité de droits, et il est de moins en moins possible d'imaginer une situation de contrainte du mari à l'égard de la femme.

Cette proposition de Mme Bär se réfère évidemment aussi aux articles 188, Actes d'ordre sexuel avec personnes dépendantes, 189, Contrainte, 190, Viol, 193, Abus de la détresse et 192 qui concerne les victimes hospitalisées ou détenues.

En conclusion, je vous propose d'adopter la solution de la commission. Je vous rappelle que le juge sera toujours en mesure, au moment de l'application de cet alinéa 2, de peser les intérêts en jeu, ceux de la victime avant tout bien sûr, mais aussi ceux des enfants s'il y en a et, dans une certaine mesure,

Frau Spoerry, Berichterstatterin: Auch im geltenden Recht kennen wir die Bestimmung, dass nach einer Eheschliessung die Strafverfolgung entfällt, und zwar bei den Tatbeständen der Verführung und des Missbrauchs der Abhängigkeit oder einer Notlage. Aber im geltenden Recht ist es eine zwingende Bestimmung. Wenn gehe ratet wird, muss von der Strafverfolgung abgesehen werden. Da besteht in der Tat die Möglichkeit, dass die Ehe missbraucht wird, um sich vor der Strafverfolgung zu schützen, weil die alleinige Tatsache der Eheschliessung zu dieser Strafbefreiung führt.

Im neuen Recht, das wir Ihnen vorlegen, ist das nicht mehr so. Es kann von der Strafverfolgung abgesehen werden, wenn die Ehe eingegangen wird; aber es muss nicht so sein. Das ist ein ganz entscheidender Unterschied.

Wenn Frau Bär fragt, ob Sie denn wirklich wollten, dass die Ehe als Ablassschein missbraucht werde, so stellt die Kommission die Gegenfrage: Wollen Sie denn wirklich, dass auch dann, wenn eine Ehe aus Liebe entsteht, obwohl einmal eine unrechtmässige Handlung vorgefallen ist, das Strafrecht in diese Ehe eingreift? Die Kommission hat mit 13 zu 6 Stimmen beschlossen, dass in den Fällen, wo die Ehe aus Liebe geschlossen wird, das Strafrecht nicht eingreifen soll. Wir gehen davon aus, dass es das gibt und nicht nur den Missbrauch. Die Beurteilung liegt im Ermessen des Richters. Das ist entscheidend: Der Richter kann den Einzelfall würdigen. Wo die Eheschliessung missbraucht wird, kann die Strafverfolgung vorgenommen werden.

Frau Stocker, ich muss Sie korrigieren: Nach einer Vergewaltigung greift diese Erleichterung nicht Platz. Die Möglichkeit, dass die Ehe die Strafverfolgung verhindert, ist nur bei den weniger schweren Delikten vorgesehen, eben z. B. bei geschlechtlichen Handlungen mit Kindern, dann aber auch bei der Ausnützung von unmündigen Abhängigen, bei der Ausnützung einer sonstigen Abhängigkeit, z. B. bei Anstaltspfleglingen, und bei der Ausnützung einer Notlage. Nur dann ist diese fakultative Möglichkeit vorgesehen.

Es bleibt die Frage des Unterschieds zwischen Ehe und Konkubinat, auf die Frau Haller eingegangen ist. Warum soll eine gute Beziehung, die in eine Ehe mündet, zur Strafbefreiung führen, eine gute Beziehung, die ohne Trauschein gelebt wird, jedoch nicht?

Diese Frage ist in den Artikeln 188, 192 und 193, wo dieses Vorgehen vorgesehen ist, eine eher akademische. Wenn nämlich nach einem solchen Tatbestand zwei Menschen miteinander in einer engen Beziehung ohne Trauschein leben und mit einem Officialdelikt ein strafbares Verhalten angezeigt wird, wonach der Mann seine Partnerin ausgenützt habe, wird diese Partnerin das bestreiten und sagen: Es stimmt, ich war zwar Insassin einer Anstalt, und es bestand objektiv gesehen ein Abhängigkeitsverhältnis, aber es war keine Ausnützung. Es war Liebe, und ich war mit den geschlechtlichen Handlungen einverstanden. Dann entfällt der Tatbestand. Bei den Artikeln 188, 192 und 193 sind daher Ehe und Konkubinat in der praktischen Auswirkung sehr nahe.

Nicht so – da muss ich Frau Haller recht geben – beim Artikel 187, über den wir jetzt sprechen. Dort besteht keine Möglichkeit, dass das Opfer sagt: Ich war schon 16 Jahre alt, wenn es eben noch nicht 16 Jahre alt gewesen ist. Wenn also der 22-jährige das ehemalige Opfer heiratet, kann die Strafbefreiung ausgesprochen werden. Wenn sie nur in einer guten Beziehung ohne Trauschein zusammenleben, kann nach dem Buchstaben des Gesetzes diese Strafbefreiung nicht eintreten. Das ist richtig. Aber ein vernünftiger Richter wird Möglichkeiten finden, auf diese Beziehung Rücksicht zu nehmen. Es ist ja möglich, dass ein gemeinsames Kind da ist, dass der Vater dieses Kind anerkennt, was alles für eine tragfähige Beziehung spricht. Auch dann wird der Richter zu verhindern wissen, dass das Strafgesetz in diese gute, tragfähig gewordene Beziehung eingreift. Und das ist das, was wir möchten: das Strafgesetz nicht eingreifen lassen in Beziehungen, die gut ge-

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Frau Stocker: Ich habe mich wirklich falsch ausgedrückt und möchte mich dafür entschuldigen. Ich habe Vergewaltigung gesagt und meinte alle Tatbestände, die Gewalt gegen Frauen beinhalten. Das hat offenbar viel Verwirrung ausgelöst. Ich möchte mich dafür entschuldigen. Aber um es klarzustellen: Persönlich empfinde ich gerade bei diesem Artikel – wir haben alle zusammengenommen, was vielleicht nicht so klug war –, wo es um die Jugendlichen geht, diesen Punkt ganz existentiell wichtig, weil hier Weichen gestellt werden für das Verständnis der Beziehungsfähigkeit, für das Verständnis von Abhängigkeit und Autonomie.

Ich möchte mich entschuldigen, Frau Spoerry: Sie haben recht. Ich habe mich falsch ausgedrückt. Aber das Problem liegt mir weiterhin am Herzen, gerade bei diesem Artikel, wo es um die Jugendlichen geht.

Bundespräsident **Koller:** Obwohl Frau Stocker die Sachlage selber geklärt hat und damit feststeht, dass es sich hier eindeutig nicht um Vergewaltigungstatbestände und auch nicht um Fälle der sexuellen Nötigung handelt, scheint es mir doch richtig, wenn wir diese Frage der fakultativen Strafbefreiung in den Artikeln 187 Ziffer 2, 188 Ziffer 2, 192 Absatz 2 und 193 Absatz 2 im Sinne der Rationalisierung der Ratsverhandlungen ein für allemal entscheiden.

Wichtig ist, dass es sich hier um einen fakultativen Strafbefreiungsgrund handelt. Die spätere Eheschliessung führt bei all diesen Tatbeständen nicht zwingend zu einer Strafbefreiung, wie es im geltenden Recht der Fall war. Das ist deshalb wichtig, weil damit Missbrauchsfälle eindeutig ausgeschlossen sind. Wenn das Abhängigkeitsverhältnis zwischen Täter und Opfer dazu benützt wurde, das Opfer sogar in eine Ehe zu zwingen, ist der Richter dank der Kann-Vorschrift gerade nicht gehalten, von dieser Strafbefreiungsmöglichkeit Gebrauch zu machen.

Frau Haller hinterfragt unser Rechtsverständnis, da wir meinen, begangenes Unrecht könnte durch eine spätere Eheschliessung im Sinne einer fakultativen Strafbefreiung geheilt werden. Frau Haller, ich möchte Ihnen eine Gegenfrage stellen. Ich habe das Gefühl, Ihre Haltung läuft auf den altrömischen Rechtssatz hinaus «fiat justitia pereat mundus» – es muss unbedingt Gerechtigkeit geschehen, selbst wenn dabei die Welt oder, wie hier, die Ehe zugrunde geht oder schwer belastet wird. Es ist doch nicht einzusehen, dass, wenn sich aus dieser dem Strafrecht unterworfenen Beziehung nachher eine echte Liebesbeziehung, eine gute Ehe entwickelt hat, diese Ehe noch belastet werden soll dadurch, dass der Mann oder die Frau nachher ins Gefängnis geschickt wird. Wie gesagt: Alle Missbrauchsfälle sind durch die Kann-Vorschrift eindeutig ausgeschlossen.

In diesem Sinne möchte ich Sie bitten, dem Antrag des Bundesrates und der Kommission zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	77 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	38 Stimmen

Art. 187 Ziff. 3, 4*Antrag der Kommission**Ziff. 3*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ziff. 4

Streichen

Art. 187 ch. 3, 4*Proposition de la commission**Ch. 3*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ch. 4

Biffer

Art. 188*Antrag der Kommission**Ziff. 1*

.... durch ein Erziehungs-, Betreuungs- oder Arbeitsverhältnis oder auf andere Weise

*Ziff. 2**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

Streichen

Ziff. 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 188*Proposition de la commission**Ch. 1*

.... d'éducation, de confiance ou de travail, ou de liens

*Ch. 2**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

Biffer

Ch. 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

M. Cotti, rapporteur: Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes. Les jeunes âgés de plus de seize ans ont également besoin d'une protection pénale contre les abus d'ordre sexuel lorsqu'ils se trouvent dans un rapport de dépendance, diminuant leur liberté de décision à un point tel qu'ils ne sont plus à même de se défendre contre ces sollicitations d'ordre sexuel.

Dans la nouvelle disposition, on ne distingue plus l'acte sexuel des autres actes contraires à la pudeur, on emploie, comme déjà d'ailleurs à l'article 187, l'expression d'acte d'ordre sexuel. En outre, cette norme n'énumère plus de manière exhaustive les personnes dites «dépendantes» mais introduit une clause générale qui protège tous les mineurs se trouvant dans un état de dépendance de quelque nature que ce soit.

La dépendance peut résulter en premier lieu d'un rapport d'éducation ou de confiance. Par la locution «liens de dépendance d'autre nature», on entend englober des situations de dépendance autres que celles qui résultent de rapports effectifs d'éducation ou de confiance. La mise à profit doit être prouvée. Dans le cas concret, elle ne résulte pas *a priori* du rapport de dépendance. On a prévu une peine d'emprisonnement comme le proposait la commission des experts que le Conseil des Etats et la commission ont suivie. Le cas d'exception de la peine a été résolu par le vote de tout à l'heure.

Un seul point a été modifié par la commission en citant expressément parmi les rapports concernés par cet article les rapports de travail. Il ne s'agit pas d'ailleurs par cette locution d'élargir les critères adoptés par le Conseil fédéral et le Conseil des Etats, mais de souligner un rapport particulier parmi ceux qui sont indiqués dans l'article et qui n'énumère pas de manière exhaustive les personnes dites dépendantes.

Frau Spoerry, Berichterstatterin: Es geht bei Artikel 188 um den Schutz der Jugendlichen von über 16 Jahren, wenn diese sich in einem Abhängigkeitsverhältnis befinden. Das geltende Recht zählt alle möglichen Abhängigkeitsverhältnisse abschliessend auf. Im neuen Recht führen wir eine Generalklausel ein. Eine irgendwie geartete Abhängigkeit genügt zur Erfüllung des Tatbestandes, sofern diese irgendwie geartete Abhängigkeit ausgenützt wird. Wenn beispielsweise ein Nachbar eine Mittelschülerin jeden Tag mit dem Auto in die nahe Stadt

durch diesen Tatbestand erfasst. Wir haben die Generalklausel zudem um den Begriff des Arbeitsverhältnisses erweitert, weil wir in der Kommission zum Schluss gekommen sind, dass Arbeitsverhältnisse dazu benützt werden, die mögliche Abhängigkeit zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer, zwischen Vorgesetztem und Untergebenem in sexueller Weise auszunützen. Zu betonen ist aber, dass wir mit diesem Artikel nicht alle geschlechtlichen Handlungen ausschliessen wollen, die in den Fällen eines Abhängigkeitsverhältnisses vorkommen. Es ist ja möglich, dass auch bei Bestehen eines Abhängigkeitsverhältnisses solche Handlungen in gegenseitigem Einvernehmen passieren. Wir wollen nur die Ausnützung des Abhängigkeitsverhältnisses erfassen und sicherstellen, dass Jugendliche über 16 Jahre nicht Opfer einer solchen Ausnützung werden.

Ziff. 1, 3 – Ch. 1, 3
Angenommen – Adopté

Ziff. 2 – Ch. 2

Präsident: Hier haben Sie sich infolge der Abstimmung zu Artikel 187 Ziffer 2 für die Mehrheit entschieden.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.50 Uhr
La séance est levée à 12 h 50

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision

Code pénal et Code pénal militaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	11.12.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2252-2276
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 300